3,60€ mardi 20 août 2024 LE FIGARO - N° 24 879 - www.lefigaro.fr - France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

L'ÉTÉ DU FIGARO

LES MIRACULÉS DES CRASHS
ROBERT KUBICA, LE MYSTIQUE PAGE 12

DISPARITION
MICHEL GUÉRARD, AMBASSADEUR DE LA NOUVELLE CUISINE PAGE 10





Kamala Harris, le pari démocrate pour vaincre Donald Trump

Le retrait de Joe Biden a propulsé sa vice-présidente dans la course à la Maison-Blanche. La candidate a redonné espoir à son parti, réuni cette semaine à Chicago. PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL

KEVIN MOHATT/REUTERS

Après des années d'euphorie, l'industrie des jeux vidéo dans la tourmente

Faillites, annulations de projets, licenciements, fermetures de studios… Dopé par les années Covid, qui lui ont permis de gagner et de fidéliser de nombreux clients, le monde du jeu vidéo traverse une période difficile. Surproduction et problèmes de financement mettent un grand nombre d'acteurs en difficulté. PAGES 20 ET 21



Mélenchon fracture encore la gauche à la veille de la rentrée politique

En brandissant la menace de la destitution du président sans consulter le Nouveau Front populaire, le leader Insoumis a ulcéré ses partenaires à quelques jours des universités d'été et des consultations pour Matignon. Une façon pour lui de réinstaller le match face à Emmanuel Macron, au détriment de l'unité de la gauche. PAGE 5

OPPOSITION
Entre indépendance et alliance avec le RN, Éric Ciotti sur une ligne de crête PAGE 4

MAYOTTE
Les urgences hospitalières dans une situation « cataclysmique » PAGE 7

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Une vision pour l'Amérique

Avec son décorum, ses pompes en prime time et son unanimisme, la convention du Parti démocrate à Chicago doit servir de rampe de lancement pour le duo formé par Kamala Harris et son colistier, Tim Walz. La campagne sera courte, onze semaines à peine, dans la foulée des bouleversements de l'été qui ont vu la mise à l'écart du valétudinaire Joe Biden. Ce jeudi, la prétendante au Bureau ovale aura une occasion sans pareille de se présenter au public américain le plus large : elle ne doit pas se rater.

L'habileté avec laquelle Kamala Harris a pris le contrôle du parti a déjà profondément modifié la dynamique de la course électorale. Voilà la vice-présidente au coude-à-coude avec Donald Trump, y compris dans plusieurs États clés, rendant le jeu soudain ouvert. Elle semble en mesure de mobiliser la jeunesse et de conquérir l'électorat féminin, deux enjeux cruciaux pour l'emporter en novembre. En soulevant un enthousiasme inattendu, sa candidature provoque une rage presque obsessionnelle chez Trump, qui se complaît dans les attaques personnelles au détriment d'un message politique construit.

Attention, cependant, à l'euphorie de l'entre-soi. Kamala Harris a proposé un éventail de mesures économiques à fort relent populiste pour rehausser le niveau de vie de la classe moyenne, durement affectée par deux ans d'inflation galopante. Le patelin gouverneur Walz a fait mouche avec quelques flèches empoisonnées contre le *« bizarre »* tandem républicain. Mais il manque à la paire démocrate d'offrir aux Américains une vision pour l'avenir. Qu'on aime ou déteste Donald Trump, on voit bien la direction que prendrait le pays s'il retourne à la Maison-Blanche. L'ex-sénatrice, elle, a beaucoup changé d'avis : elle dégage encore une impression d'opportunisme, que ses partisans appellent pragmatisme.

> Le handicap d'une démocrate de Californie

Mme Harris porte le lourd handicap d'être une démocrate de Californie, l'État de tous les excès wokistes. Or, la bataille décisive aura lieu dans quelques comtés de « l'Amérique du milieu ». À elle de convaincre les électeurs qu'elle peut être une présidente du juste milieu, progressiste sur les droits individuels, modérée dans ses choix économiques, libérale en matière de réglementations. Sans quoi, son principal argument électoral restera… Donald Trump. ■

FIGARO **OUI** FIGARO **NON**

Réponses à la question de samedi :
Êtes-vous inquiet de l'apparition du virus mpox en Europe?





VOTANTS : 138 033

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Êtes-vous favorable à l'organisation d'un hommage national à Alain Delon ?

LASZLO BALOGH/REUTERS - JEAN-JACQUES CECCARINI/LE FIGARO - PAUL DELORT/LE FIGARO

M 00108 - 820 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € - BEL : 3,70 € - CH : 4,60 CHF - D : 4,20 € - ESP : 4,30 € - GR : 3,70 € - LUX : 3,70 € - MAR : 37 DH - MTQ/GLP : 4,30 € - REU : 4,70 € - TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

À Chicago, Kamala Harris vient galvaniser les dé

Adrien Jaulmes Envoyé spécial à Chicago

Leur convention devait s'ouvrir lundi sous le signe de l'espoir retrouvé. Il y a un mois à peine, le parti démocrate était plongé dans une crise profonde. De numéro deux oubliée et sous-estimée, leur candidate est parvenue à rassembler son camp et à redonner espoir et énergie à la campagne. Elle domine depuis le paysage médiatique.

Kamala Harris s'est posée dimanche soir à Chicago pour participer à la convention démocrate qui doit l'investir officiellement comme la candidate du parti à la présidence. La vice-présidente apporte aussi avec elle une énergie nouvelle. La campagne démocrate, rassemblée depuis moins d'un mois derrière elle, a déjà été complètement transformée. Après l'apothéose de Donald Trump lors de la convention du Parti républicain à Milwaukee, la candidate démocrate s'apprête à être fêtée par son parti comme une révélation.

Comme s'il appartenait déjà au passé, Joe Biden a vu son discours fixé à lundi soir, le jour d'ouverture de la convention. Les hommages appuyés qui lui sont adressés sont surtout destinés à calmer son dépit d'avoir été poussé à renoncer à sa candidature. Le but est de le mettre le plus délicatement possible de côté, et d'introduire celle qui doit lui succéder.

Car Kamala Harris, 59 ans, ancienne procureur puis sénatrice de Californie, candidate peu convaincante aux primaires démocrates en 2019 avant d'être choisie par Biden comme colistière l'année suivante, demeure finalement peu connue du public, si ce n'est par sa fonction, traditionnellement ingrate, de vice-présidente.

Même si ses premiers discours ont donné quelques indications sur ses positions, notamment en matière économique, la convention de Chicago lui donne l'occasion de préciser son programme. La candidate doit à la fois réussir à se démarquer de Joe Biden, pour éviter d'être associée avec ses politiques les plus impopulaires, de l'inflation à l'immigration clandestine, ainsi que le sujet difficile du soutien à Israël dans la guerre à Gaza, tout en rassemblant le parti après les tensions internes des derniers mois et le changement de candidat à la dernière heure.

L'inquiétude que suscite la possibilité d'un retour de Donald Trump donne aussi à la convention un sentiment d'urgence. La campagne sera brève : il reste moins de trois mois avant le scrutin du 5 novembre, et les premiers votes commenceront dès le mois prochain. La candidate n'a pas le droit à l'erreur.

Les démocrates doivent conjurer le spectre de la convention de 1968, qui s'était tenue à Chicago après le renoncement de Lyndon Johnson à un second mandat. Le parti s'était alors déchiré entre plusieurs candidats, sur fond de manifestations contre la guerre du Vietnam, pour être finalement vaincu à l'élection présidentielle. Si les tensions qui ont suivi l'éviction de Joe Biden n'ont pas éclaté au grand jour, le parti ayant choisi de serrer les rangs, des sujets de contentieux demeurent.

Les militants propalestiniens qui ont occupé les campus universitaires au cours des derniers mois sont sans doute le premier danger auquel doit faire face Kamala Harris. Ceux-ci sont aussi arrivés en nombre à Chicago, et ont prévu au moins deux manifestations publiques : l'une lundi, qui coïncide avec le discours de Biden, qu'ils surnomment « Genocide Joe » pour son soutien à la guerre israélienne contre le Hamas à Gaza ; l'autre jeudi, qui se déroulera pendant celui de la candidate.

La question palestinienne est l'un des sujets qui divisent le plus profondément les démocrates. L'aile gauche du parti et les jeunes générations sont généralement favorables à la cause palestinienne, et réclament de rompre avec la politique de soutien inconditionnel à Israël. Une aile plus traditionnelle et pro-israélienne, incarnée par Biden, est dans la position inconfortable d'appuyer Israël sans avoir de prise sur les décisions de son cabinet.

Sur ce sujet comme sur d'autres, Kamala Harris devra réussir à calmer les uns sans inquiéter les autres. Elle a déjà donné une idée de son attitude en faisant récemment taire sèchement des militants propalestiniens qui l'interrompaient pendant l'un de ses discours en leur demandant : *« Vous voulez faire élire Donald Trump ? »*

Mais des heurts possibles avec les forces de l'ordre à Chicago pourraient ternir le message d'union que s'efforce de porter la candidate.

Car, au-delà de son programme, Kamala Harris va surtout devoir rassembler son parti et confirmer à Chicago l'espoir qu'elle incarne depuis quelques semaines. Sa popularité et celle de son colistier, Tim Walz, sont en partie dues à la soudaineté avec laquelle elle a renversé la perspective de l'élection. Si elle parvient à maintenir cette mobilisation, le Parti démocrate peut revoir ses ambitions. Au lieu de la victoire de Donald Trump, quasi certaine le mois dernier, le regain de mobilisation qu'elle suscite rend de nouveau envisageable une victoire au Congrès, peut-être même de conserver la majorité au Sénat et de la retrouver à la Chambre.

Le parti semble presque surpris de renouer avec l'enthousiasme pour un candidat. En 2016, Hillary Clinton avait mené une campagne plus légitimiste que mue par un réel engouement. En 2020, celle de Joe Biden avait été un rassemblement de raison derrière un politicien à l'ancienne, censé incarner un retour à une certaine normalité, après le chaos du mandat de Trump et en pleine pandémie de Covid.

« Choisir Kamala Harris comme vice-présidente a été la meilleure décision que j'aie prise. Aujourd'hui, je veux offrir mon soutien total à Kamala pour qu'elle soit la candidate de notre parti cette année. Démocrates, il est temps de s'unir et de battre Trump. Allons-y ! »

Joe Biden Président des États-Unis

La campagne de 2024 avait commencé de façon encore plus contrainte, sous le signe de la résignation. Sans autre alternative que de miser une nouvelle fois sur Biden pour empêcher le retour de Trump, les démocrates n'avaient eu d'autre choix aux primaires que celui de reconduire leur président, déjà le plus vieux de toute l'histoire américaine. Les signes de son déclin physique étaient niés par son entourage, et esquivés par les médias.

Et, surtout, l'élection ressemblait à une réédition de celle de 2020, cette fois à front renversé, Biden comme président sortant et son adversaire, Trump, en prétendant. L'impopularité des deux adversaires semblait devoir remettre la décision à une nouvelle catégorie d'électeurs : les « double-détesteurs », ne voulant ni de l'un ni de l'autre candidat.

Cette perspective est aujourd'hui révolue. Kamala Harris, même si elle a elle aussi participé au précédent scrutin, est soudain venue incarner une candidature nouvelle, presque inespérée, changeant de génération en même temps que de discours.

La révélation Kamala Harris est d'autant plus singulière qu'elle occupe depuis quatre ans un poste de vice-président, qui, s'il n'est pas de premier plan, aurait pu la faire connaître un peu mieux. Si elle est souvent comparée à Obama, Harris demeure paradoxalement beaucoup moins connue que ne l'était le jeune sénateur de l'Illinois lorsqu'il lança sa campagne présidentielle, en 2008.

À l'époque, Obama avait déjà été remarqué pour un discours électrisant, prononcé quatre ans plus tôt à la convention démocrate de Boston. Son livre de Mémoires, *Les Rêves de mon père*, avait été un succès de librairie. Et ses premiers discours avaient confirmé ses dons exceptionnels d'orateur, capable de rassembler les foules par sa seule rhétorique.

En comparaison, Kamala Harris est plus difficile à cerner. Ses propres mémoires, *Les Vérités que nous détenons*, sont soigneusement expurgées de tout ce que son récit pourrait avoir de personnel. Et Harris a trop souvent recours aux platitudes et aux éléments de langage dans ses allocutions publiques.

Ses talents sont ailleurs. Une présence sur scène, un prénom qui claque, un physique télégénique viennent en partie compenser ses discours parfois un peu convenus. Et, facteur plus difficile à mesurer mais néanmoins crucial, elle semble avoir un certain sens du tempo. Être sous-estimée lui a aussi permis de créer la surprise, et les dernières semaines ont montré qu'elle savait manœuvrer.

Au cours de la crise qui éclate au sein du parti après la prestation calamiteuse de Biden dans son premier débat face à Trump, le 27 juin, Kamala Harris joue habilement. D'abord en soutenant avec constance et sans ambiguïté jusqu'au bout Joe Biden. Dans ses interventions publiques, elle affirme que le président est en parfaite possession de ses moyens. Elle prend soin de ne pas s'associer, même du bout des lèvres, aux manœuvres des hiérarques du parti pour écarter Biden. Pendant que Nancy Pelosi, l'ancienne présidente de la Chambre, Hakeem Jeffries, son successeur, et Chuck Schumer, le chef de la majorité républicaine au Sénat, discrètement soutenus par Barack Obama, multiplient les messages de plus en plus pressants pour qu'il renonce à sa campagne, Harris joue jusqu'au bout le rôle de la loyale numéro deux.

Son nom n'est de toute façon que rarement évoqué dans l'hypothèse d'un retrait du président. Les analystes vont même jusqu'à la comparer à une sorte de police d'assurance pour Joe Biden, qui aurait, disent-ils, choisi comme vice-présidente la seule personnalité moins populaire que lui.

Les noms avancés comme remplaçants éventuels sont ceux de la nouvelle génération de gouverneurs démocrates.

Harris laisse dire. Elle est en revanche la première à agir lorsque Biden annonce son retrait. Elle y est aidée par le président lui-même. Quelques dizaines de minutes après avoir publié sa lettre de renonciation sur le réseau X, le président l'intronise dans un post-scriptum : *« Choisir Kamala Harris comme vice-présidente a été la meilleure décision que j'aie prise*, écrit-il. *Aujourd'hui, je veux offrir mon soutien total à Kamala pour qu'elle soit la candidate de notre parti cette année. Démocrates, il est temps de s'unir et de battre Trump. Allons-y ! »*

À l'Observatoire naval, la résidence de la vice-présidente à Washington, Kamala Harris n'attend pas. Elle s'est constitué un vaste carnet d'adresses au cours de ses tournées à travers le pays en tant que vice-présidente, notamment pour défendre le droit à l'avortement depuis que la Cour suprême a mis fin à sa garantie constitutionnelle, en 2022. Elle s'en sert pour appeler des centaines de personnalités démocrates, élus, donateurs et associations, à travers les États-Unis. Les médias américains décrivent la scène telle qu'elle leur a été racontée par l'entourage de Harris, avec la vice-présidente en sweat-shirt de son université, Howard, multipliant les coups de téléphone en mangeant des parts de pizza aux anchois.

En moins de quarante-huit heures, elle parvient à s'imposer comme la nouvelle candidate. Personne ne lui a disputé la primauté. Tous les rivaux potentiels renoncent et soutiennent sa candidature. Quand elle se rend à Wilmington, au quartier général de campagne démocrate, le lendemain, pour prendre la relève de Biden, sa nouvelle position est confirmée immédiatement.

Cet effet de surprise et la nouveauté qu'elle a réussi à incarner sont devenus les meilleurs atouts de Kamala Harris. Ce que l'on considérait comme ses faiblesses, ses discours parfois trop lisses, ses éclats de rire un peu incongrus, se mettent à jouer aussi en sa faveur. Ses premières tournées attirent des foules dont les démocrates avaient perdu l'habitude avec Biden.

En choisissant comme colistier Tim Walz, le gouverneur du Minnesota, moins connu que d'autres candidats potentiels, mais doté d'un bon sens de la formule et de la repartie, elle montre sa préférence pour les instincts plus que les calculs électoraux. Ou bien elle fait ses propres calculs.

Walz, qui cache un redoutable sens politique derrière la façade bonhomme d'un entraîneur de football du Midwest, se révèle un parfait complément pour Harris. Leur apparition commune à Philadelphie, la semaine dernière, les lance sur scène comme un duo un peu imprévisible, mais qui suscite d'autant plus la curiosité. Ils possèdent le sens des slogans. *« Nous ne retournerons pas en arrière ! »* et *« Liberté ! »*, viennent s'opposer au programme républicain, notamment quant à la perspective de nouvelles restrictions en matière de reproduction. Son programme assez vague la sert aussi. L'engouement pour Kamala Harris ne faiblit pas.

« Je suis très en colère contre elle. Je pense que j'ai droit de l'attaquer personnellement. Je n'ai pas beaucoup de respect pour elle, je n'ai pas beaucoup de respect pour son intelligence, et je pense qu'elle sera une très mauvaise présidente »

Donald Trump
Ancien président des États-Unis

Ce phénomène irrite au plus haut point l'un des observateurs les plus attentifs de son ascension. Donald Trump, qui sait mieux que quiconque l'importance de l'attention médiatique et populaire, était parvenu à rester presque silencieux pendant la crise qui opposait Biden à l'appareil du Parti démocrate. Il ne cache pas sa colère lorsque celui-ci le prive soudain de son adversaire. Le remplacement de Biden par Kamala Harris semble même avoir pris Trump au dépourvu. Les premiers sondages voient la nouvelle candidate démocrate rattraper le retard accumulé par Biden, pour venir talonner Trump dans les États pivots qu'il pensait remporter.

Et surtout, elle lui vole la vedette. Après avoir dominé la campagne depuis le début de l'année, grâce aux procès ouverts contre lui et ses outrances médiatiques, Trump se voit supplanté sur les réseaux sociaux ou à la télévision par cette rivale imprévue. Signe supplémentaire de son désarroi, il peine même à trouver à Kamala Harris un surnom péjoratif, comme il a l'habitude de le faire avec tous ceux qui osent le défier. Après avoir essayé « Kamala la

mocrates avant l'assaut contre Donald Trump



La candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine, Kamala Harris, salue la foule lors d'un meeting de campagne, le 7 août, à Eau Claire, dans le Wisconsin.
ERICA DISCHINO/REUTERS

rigolarde» («Laffin' Kamala»), puis tenté d'écorcher son nom («Kamabla»), il a essayé ces derniers jours de la présenter comme une dangereuse communiste en la surnommant «Camarade Kamala». À huis clos, il la traite de garce («bitch»).

Autre source d'irritation, la campagne de Kamala Harris a retourné contre Trump sa méthode. Notamment avec l'adjectif que Tim Walz a accolé à Trump et son nouveau colistier, J. D. Vance : «bizarre» ou «louche» («weird»), qui désigne assez bien les curieux méandres des discours de Trump et les positions parfois extrêmes de son colistier.

Méandres et digressions ne sont pas allés en s'atténuant chez Trump. Dans deux conférences de presse qu'il a organisées dans ses résidences de Mar-a-Lago, en Floride, et à Bedminster, dans le New Jersey, Trump apparaît comme déchaîné. Il fulmine contre les démocrates qui l'ont privé de son adversaire, Joe Biden. Soudain très sourcilleux à propos du respect des règles constitutionnelles, il accuse le parti d'avoir opéré un *«coup d'État»* interne en privant les électeurs des primaires du candidat qu'ils avaient choisi. Il multiplie surtout les attaques personnelles contre Kamala Harris, prétend que personne ne connaît son nom de famille, met en doute ses capacités, demande depuis quand elle se prétend noire.

Plusieurs personnalités du Parti républicain s'inquiètent de voir le candidat donner libre cours à sa rage, et recommandent de faire plutôt porter ses attaques sur des sujets politiques. Mais Trump n'écoute guère ces conseils, et continue de fulminer contre Harris. *«Je suis très en colère contre elle,* dit-il. *Je pense que j'ai droit de l'attaquer personnellement. Je n'ai pas beaucoup de respect pour elle, je n'ai pas beaucoup de respect pour son intelligence, et je pense qu'elle sera une très mauvaise présidente.»*

La convention de Chicago, qui verra l'attention se porter pendant plusieurs jours sur la candidate démocrate, ne devrait pas améliorer l'humeur de Trump. Celui-ci doit reprendre ses tournées électorales dans plusieurs États clés pendant que les démocrates tiennent leur convention.

Les sondages ont vu ces derniers jours Kamala Harris le dépasser légèrement au niveau national, ce qui n'est pas directement significatif dans le système électoral décentralisé américain mais confirme la tendance des dernières semaines. De façon plus préoccupante pour Trump, de nouveaux chiffres publiés par le *New York Times* indiquent aussi qu'elle a comblé l'écart dans quatre États clés où Trump avait l'avantage. Les deux candidats sont désormais au coude à coude en Arizona, en Géorgie, dans le Nevada et en Caroline du Nord.

Les démocrates, qui s'apprêtent à célébrer Kamala Harris, sont dorénavant en meilleure posture qu'ils ne l'étaient voici encore quelques semaines avec Joe Biden en tête de liste. Mais le nouvel enthousiasme n'a pas dissipé toutes les inquiétudes. Kamala Harris mène sa première campagne nationale face à un adversaire redoutable, qui possède un instinct immédiat pour profiter du moindre signe de faiblesse. La polarisation de la politique américaine est telle que l'élection risque de se jouer de nouveau avec de très faibles marges dans certains comtés de six ou sept États.

L'environnement international, particulièrement volatil, les menées de certaines puissances étrangères décidées à faire dérailler l'élection du président américain, et qui ont déjà lancé leurs premières attaques informatiques et campagnes de désinformation, peuvent créer des surprises désagréables pour les deux candidats. Et les rebondissements et coups de théâtre qui viennent de bouleverser la campagne ne sont peut-être pas terminés.

Kamala Harris, qui a accumulé les succès depuis que Biden a renoncé à se présenter, sait que le plus dur reste à venir. La convention de Chicago lui offre l'occasion de transformer l'enthousiasme qu'elle a fait naître en une mobilisation massive de son électorat, sans laquelle elle ne peut espérer remporter le scrutin. Les militants Maga placés à des postes de responsabilité électorale dans de nombreux États, et qui ne cachent pas leur intention de contester quoi qu'il arrive une victoire éventuelle de la candidate démocrate, rendent encore plus nécessaire pour Kamala Harris d'augmenter son avance.

La convention qui s'ouvre à Chicago devrait permettre à la candidate de rassembler ses forces et l'énergie de son parti. Elle en aura besoin au cours de la brève campagne qui ne fait que commencer. ■



Kamala Harris propose de doter la Federal Trade Commission (FTC), organisme de régulation de la concurrence, de nouveaux pouvoirs pour sanctionner durement les commerçants qui augmenteraient trop les prix des produits de première nécessité.
SPENCER PLATT/GETTY IMAGES VIA AFP

Crédits d'impôt, contrôle des prix : la candidate au secours de la classe moyenne

Pierre-Yves Dugua
New York

De multiples crédits d'impôt non seulement pour aider les foyers à accéder à la propriété, mais aussi pour assister les jeunes foyers avec enfants, pour venir au secours de familles à bas revenus sur le modèle des aides exceptionnelles distribuées pendant la pandémie, figurent en tête de ses promesses.

Un retour au contrôle des prix est également au programme de Kamala Harris, ce qui est qualifié de *«communiste»* par les trumpistes et de *«gadgets populistes»* par la presse pourtant bien intentionnée à son égard.

Après avoir passé plus de deux ans à minimiser le malaise des électeurs suscité par les fortes hausses de prix, Kamala Harris admet en fait implicitement que la politique budgétairement coûteuse de Joe Biden - de relance de la croissance et des hausses de salaires - n'a guère amélioré le niveau de vie effectif des Américains aspirant au statut de *«classe moyenne»*.

L'inflation qui, après avoir frôlé 10 % en 2022 est retombée à environ 3 %, est par exemple bien plus violente dans le secteur du logement. De 3,3 % sous Donald Trump, elle a grimpé à 8,2 % en 2023, pour ne retomber qu'à 5 % aujourd'hui. Or les Américains les moins aisés sont davantage touchés par cette tendance, car une part relativement plus forte de leurs revenus doit être consacrée au logement.

L'envolée des loyers et des taux de crédit immobiliers excluent des millions d'Américains des propriétés qu'ils désirent. Pire, les fortes hausses des primes d'assurance propriété-dommage entament sérieusement le pouvoir d'achat des propriétaires existants. Bien qu'ils aient souscrit à des emprunts à taux fixes avant la vague inflationniste, leurs mensualités sont grevées depuis trois ans par des hausses importantes d'assurance et de taxes locales sur la propriété.

La vice-présidente fait campagne pour octroyer 25 000 dollars aux primo-accédants à la propriété. Elle souhaite accorder aux promoteurs immobiliers des incitations fiscales s'ils s'engagent à plafonner les loyers et à construire des logements à prix abordables. Elle veut en outre interdire aux sociétés immobilières des logiciels qui agrègent divers facteurs économiques pour calculer les loyers correspondant à leurs marchés locaux. Elle argue que ces algorithmes permettent aux propriétaires de coordonner leurs hausses de loyers. In fine, Kamala Harris compte ainsi permettre la construction de 3 millions de logements sur une période de quatre ans.

> **« Kamala Harris promet de pourfendre les "abus de hausse de prix" par les supermarchés, les propriétaires, les laboratoires pharmaceutiques et autres prétendus coupables… »**
> **«Washington Post»**

Le Committee for a Responsible Federal Budget, centre d'analyse politique bipartite, estime que les largesses fiscales dans le programme de Kamala Harris coûteraient 1700 milliards de dollars sur une période de dix ans. Dans le même temps, la candidate conserve les éléments centraux du programme de Joe Biden : les énormes aides fiscales aux entreprises qui accélèrent la transition énergétique d'une part et d'autre part la non-reconduction des baisses d'impôts pour les particuliers et les entreprises votées sous Donald Trump en 2017. Ces dernières expirent l'année prochaine.

Dans ses réunions électorales, puisqu'elle s'est refusée jusqu'à présent à donner des conférences de presse, elle affirme qu'elle n'augmentera pas les impôts des foyers déclarant moins de 400 000 dollars de revenus par an. Pour autant, la complexité des interactions entre taxes étatiques et taxes fédérales rend probable une hausse de la pression fiscale pour les foyers en dessous du plafond de 400 000 dollars. Quoi qu'il en soit, on ne connaît pas pour l'instant le coût net des nouvelles aides proposées, associées aux hausses d'impôts qui se produiront l'an prochain, si le Congrès n'intervient pas.

L'aspect le plus surprenant de la politique économique préconisée par Kamala Harris est sa réhabilitation du contrôle des prix. Joe Biden avait initialement accusé des *«profiteurs du secteur privé»* d'être responsables de l'inflation. Il finit par abandonner ce thème qui n'avait convaincu ni les experts indépendants ni les électeurs. *«La vice-présidente a choisi d'accuser les grandes entreprises.* (Kamala Harris, NDLR) *promet de pourfendre les "abus de hausse de prix" par les supermarchés, les propriétaires, les laboratoires pharmaceutiques et autres prétendus coupables…»*, résume par exemple le très démocrate *Washington Post*.

La Réserve fédérale, dont la mission est d'assurer la stabilité des prix dans le cadre d'un niveau d'emploi le plus élevé possible, n'a jamais pointé du doigt une coalition de manipulateurs de prix, pour expliquer la valse des étiquettes.

Au contraire. De multiples entreprises, des géants de la distribution aux câblo-opérateurs, en passant par les compagnies aériennes, les opérateurs de télécommunications, les restaurants et les parcs à thème, signalent ces jours-ci qu'elles ne peuvent plus augmenter leurs prix sans déclencher une baisse de la demande. Kamala Harris revient pourtant à la charge. Elle propose de doter la Federal Trade Commission (FTC), organisme de régulation de la concurrence, de nouveaux pouvoirs pour sanctionner durement les commerçants qui augmenteraient trop les prix des produits de première nécessité.

Or, s'il est un secteur très diversifié aux États-Unis, où la concurrence et la transparence des prix sont fortes, c'est bien celui de la distribution. Les marges de l'ordre de 2 % y sont bien plus faibles en moyenne que dans les autres secteurs. La démarche semble plus relever du populisme électoral que du combat pour le pouvoir d'achat. ■

Entre indépendance et alliance avec le RN, Éric Ciotti sur une ligne de crête

Claire Conruyt

Désormais à la tête de son propre groupe à l'Assemblée, le président contesté des LR prépare sa rentrée politique.

Pour Éric Ciotti, c'est un retour aux sources maralpines mais en terre politique inconnue. Le 31 août, le député donne rendez-vous à ses soutiens au Grand Pré de Levens, dans les Alpes-Maritimes. Mais, cette fois, il faut s'attendre à un autre décor. Le président contesté des Républicains s'avancera seul sur scène, sans le soutien de son ancienne famille politique. La rupture originelle remonte à l'alliance passée avec le Rassemblement national, dans le cadre des élections législatives anticipées. C'était, pour lui, l'acte I. Place à la suite désormais, à la *« refondation historique de la droite »*, dixit un collaborateur, autour du concept d'*« union des patriotes »*. Acte II. *« Malgré la résistance des vieux cadors, nous avons percé la citadelle*, se félicite-t-on dans son entourage. *Nous avons opéré une rupture anthropologique et ébranlé un système qui vit depuis trop longtemps sur le concept absurde du barrage républicain. »*

Après son accord avec le parti de Marine Le Pen, voilà Éric Ciotti à la tête du seul négroupe de l'Assemblée nationale, À droite, composé de 16 députés. C'est aussi à lui que revient la charge de veiller à l'indépendance de son mouvement. D'ailleurs, sa rentrée politique, il la veut *« personnelle »* et incarnée. Ainsi, les quelque 2000 personnes attendues ne doivent guère s'attendre à la présence d'un visage RN. *« C'est un rendez-vous tout particulier, pour moi*, confie Éric Ciotti. *Celui d'une formation qui prône l'union des droites, qui conteste le fait que la France soit prise en otage depuis trop longtemps par le diktat moral érigé par l'extrême gauche, ou gouvernée par un pôle paralysé par l'impuissance du bloc central. »* Son indépendance, Éric Ciotti la veut d'abord vis-à-vis du *« plus petit dénominateur commun »*, qualificatif qu'il donne à une potentielle coalition du bloc central. Quant au « pacte législatif » de Laurent Wauquiez, président du groupe La droite républicaine, un élu proche de Ciotti fustige : *« Le pacte législatif, ça ne veut pas dire grand-chose, on en a porté mille fois. C'est au moins le signe que, après que son groupe a été élu grâce aux macronistes et au désistement de la gauche, M. Wauquiez n'est pas dans la vraie opposition mais dans la compétition du bloc central pour 2027. »*

À cela, l'un de ses adversaires LR rétorque : *« Il a fait un mauvais calcul. Ciotti aura le même destin que Dupont-Aignan et sera à la tête d'un parti satellite du RN. » « Ils me font bien rire*, répond un député À droite. *Nous donner des leçons alors qu'ils ont négocié avec Emmanuel Macron les postes clés de l'Assemblée… Ça ne fait pas d'eux un parti satellite, ça ? »* Un proche d'Éric Ciotti rapporte cette scène, à la veille du second tour aux législatives : *« On était réunis dans sa permanence et on n'était pas sûrs de former un groupe. Je me suis levé et je lui ai dit : "Éric, si on n'a pas de groupe, on ne siège pas avec le RN mais en indépendants." Et il était d'accord. »* La preuve, selon cette même source, que la *« fusion-absorption »* n'aura pas lieu. Éric Ciotti poursuit : *« Notre liberté politique et notre souveraineté sont garanties, ce n'est pas le débat. Nous avons en commun une plateforme électorale, fondée sur une alliance législative. Nous aurons des réunions de coordination, des intergroupes, parce que nous avons un projet commun. »* Commun, mais pas identique.

Là où certains identifient les profondes différences de nature entre la ligne Ciotti et le RN, notamment sur le volet économique, l'intéressé, lui, voit une forme de *« complémentarité »*. D'ailleurs, le 31 août, au sein d'un territoire historiquement marqué à droite, Éric Ciotti compte bien détailler la *« déclinaison programmatique »* de cette *« nouvelle droite »* qu'il espère porter et qui repose sur trois piliers. D'abord, économique. Baisse massive des prélèvements obligatoires, suppression des droits de succession, lutte contre la fiscalité confiscatoire et défense des retraités. *« Je veux que, sur ces sujets, nous ayons notre identité et notre spécificité*, insiste Éric Ciotti. *Un mot d'ordre : la liberté économique. »* L'allié du RN veut aussi décliner les sujets de l'autorité et de l'identité française avec, notamment, des propositions pour *« donner la parole au peuple et aller vers plus de démocratie directe »*, précise un proche. *« Ce que j'ai porté lors de la primaire de la droite »*, affirme le député des Alpes-Maritimes. La *« marque historique Ciotti*, insiste son entourage. *Et ce que nous avons de parfaitement en commun avec Marine Le Pen. »*

Incertitudes

Qu'à cela ne tienne, ici repose le vrai danger : exister face à l'« ogre RN ». *« D'où la nécessité d'avoir une offre différente et de restructurer la droite »*, estime un ciottiste. Apparaît donc l'inévitable question : comment ? Alors que la justice devrait clarifier la situation du parti le 14 octobre prochain, toutes les pistes sont encore ouvertes. Faut-il réinvestir l'appareil des Républicains ou créer un tout nouveau mouvement ? La dernière option est en tout cas une *« hypothèse »*, affirme Éric Ciotti. Son entourage précise : *« La question n'est pas totalement tranchée dans sa tête. Mais il vaut mieux créer un nouveau mouvement et repartir de zéro. LR est tellement gangrené par les querelles intestines et les ambitions personnelles… »* Pas que. Plusieurs, à droite, évoquent le délicat sujet de la situation financière du parti. *« Il y a une dette énorme, de plusieurs millions d'euros, et le financement public va chuter… Pour tout le monde, c'est un sujet. »*

Alors, chez Éric Ciotti, l'option d'un parti plus *« moderne »*, plus *« agile »*, mené par un *« leader incontesté »*, est encore sur la table. *« On maîtrise notre calendrier, on a le temps pour nous*, assure un conseiller. *Éric est tranquille comme Baptiste, on n'a pas le couteau sous la gorge comme les vieilles barbes de chez LR qui ont besoin d'une marque pour survivre. »* Les *« vieilles barbes »*… La formule illustre parfaitement la manière dont les ciottistes veulent se différencier de leurs anciens compagnons de route : ce sont les premiers qui auraient les militants de leur côté - ce que réfutent fermement leurs adversaires du « canal historique » LR. D'où la demande de l'organisation d'un congrès formulée par Éric Ciotti, et qui doit être approuvée par le bureau politique du parti - lequel a justement pris la décision de son exclusion.

Quelle que soit la forme que prendra le mouvement ciottiste, l'accord avec Marine Le Pen sera de nouveau assumé. *« Si, dans un an, il y a une nouvelle dissolution, il y aura de nouveau une alliance avec le RN »*, confirme-t-il. Un conseiller justifie : *« Il y aura de la place pour trois machines puissantes : l'union des droites, les macronistes et l'extrême gauche. Aux municipales, nous partirons sous nos couleurs, avec des listes communes. Puis, aux sénatoriales, on aura le vent dans le dos. »* Avec, bien sûr, cet objectif : préparer l'alternance présidentielle. Alors, naturellement, la question se pose : qui soutenir en 2027 ? *« Nous verrons le moment venu »*, élude Éric Ciotti. Pourrait-il lui-même se lancer ? *« Je n'y pense pas du tout »*, assure-t-il, à la veille d'une rentrée politique pleine d'incertitudes pour la droite. ■



Éric Ciotti dans les jardins de l'Assemblée nationale, le 17 juillet.

SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Les députés du groupe À droite entrent dans l'arène

« Pour la première fois, je ne me suis pas du tout senti représenté, c'était un électrochoc », se souvient Vincent Trébuchet (Ardèche). Nous sommes en 2022 et, dans sa circonscription, la droite est absente au second tour. Face à un candidat Insoumis, c'est Olivier Dussopt (ex-ministre du Travail) qui l'emporte. *« J'ai fait ce constat pénible : beaucoup de mes connaissances, issues des classes populaires, votaient pour le RN quand les classes favorisées, elles, votaient pour LR. Ce parti a abandonné les classes populaires et c'est avoir fait preuve d'une grande infidélité. »* Chefs d'entreprise, entrepreneurs, avocats ou encore, commerçants et quelques anciens soutiens d'Éric Zemmour… Ils sont néanmoins plusieurs de la société civile à s'être lancés en politique aux côtés d'Éric Ciotti. Vincent Trébuchet est de ceux-là. À 36 ans, ce père de 4 enfants, ancien directeur mécénat, diplômé de HEC et de Sciences Po, siège désormais au sein du groupe À droite à l'Assemblée nationale.

Tout comme Charles Alloncle, député de l'Hérault, qui n'est guère novice en la matière. Dès ses 18 ans, celui qui fut président de l'UMP Sciences Po, prend sa carte. *« J'ai commencé à l'époque Sarkozy, un homme dont les idées et le charisme m'ont fasciné »*, raconte-t-il. Repéré par les équipes du dernier président de la République à droite, il est recruté comme stagiaire en 2014. *« Une plongée dans le grand bain*, se remémore-t-il. *J'étais avec ses plus proches, ses fidèles, au service de quelqu'un qui a déclenché une passion politique en moi. »* Bientôt, Charles Alloncle devient le président des Jeunes avec Sarkozy. *« Avec lui, c'était vraiment la droite populaire, capable de parler à tous : à des jeunes très privilégiés comme à des jeunes des villes moyennes, des grandes banlieues ou des milieux ruraux moins aidés par la vie. Il a proposé un projet commun, ce qui, depuis, a précisément disparu chez LR. »* En 2018, et tandis qu'il se présente à la présidence des Jeunes LR, il fait face à Aurane Reihanian, soutenu par Laurent Wauquiez. *« Je me suis trouvé exposé à des méthodes que je ne soupçonnais pas dans ma famille politique. C'était une campagne détestable. »* Après avoir perdu, il décide de *« prendre le large »*.

« Un choix historique »

Cela fait un an à peine que le député de 30 ans a rencontré Jordan Bardella et ses équipes, au cours d'un dîner avec des chefs d'entreprise. *« Le courant est très bien passé, j'ai retrouvé cette énergie et cette vision que je n'arrivais plus à trouver à droite. »* Depuis, Charles Alloncle a eu des contacts réguliers avec les équipes du président du RN. *« Je leur ai dit que si un jour, ils avaient besoin de moi, quelle que soit la mission, je ne me déroberais pas. »* Alors, lorsque Emmanuel Macron annonce sa décision de dissoudre l'Assemblée, l'entourage de Bardella le contacte. L'accord d'Éric Ciotti avec le RN n'est pas encore officiel. *« J'ai pris le temps de réfléchir, cela supposait d'abandonner tout ce que j'ai construit à titre professionnel. Puis, j'ai dit "oui" à Éric Ciotti. »*

Cette alliance, une fois actée, est *« un choix historique »*, se félicite Bartolomé Lenoir qui, avant d'être député de la Creuse, était l'un des conseillers d'Éric Ciotti depuis 2022. *Il a eu le courage de mettre fin à une tactique électorale mitterrandienne qui n'a plus de sens aujourd'hui. Cet acte de responsabilité inédit renforce sa légitimité dans le cadre de l'union des droites. »* C'est tout le pari de leur président, à la tête de ce petit groupe de 16 députés qui, l'été durant, doit plancher sur la rentrée avant de se réunir pour leur journée parlementaire, le 30 août. Une première pour Hanane Mansouri, qui a pris sa carte LR en 2019, et qui, du haut de ses 23 ans, est la deuxième plus jeune élue de l'Assemblée. Celle qui ne se définit pourtant pas *« comme une ciottiste à l'origine »* (elle fut coprésidente des Jeunes avec Michel Barnier, puis soutien de Bruno Retailleau lors de la dernière primaire de la droite) a *« toujours été partisane de l'union des droites »*. Le soir du résultat des européennes, la présidente des Jeunes LR de l'Isère écrit à Éric Ciotti et se voit finalement proposer une circonscription dans son département, face à la candidate macroniste sortante, Caroline Abadie. *« La décision d'Éric Ciotti a été courageuse. Il fallait sortir de la logique partisane. »* Ce que n'a pas fait Éric Zemmour, poursuit-elle. *« C'est dommage. Aujourd'hui, le RN est le plus puissant. Il est sain et logique de se ranger aux côtés des patriotes. »*

Soutien historique d'Éric Ciotti, Christelle d'Intorni se félicite de faire partie d'un *« petit groupe, certes, mais uni et dans lequel il y a un vrai dialogue »*. *« Ce qui me change d'avant quand j'étais députée LR et que j'apprenais les décisions des chapeaux à plumes dans la presse. »* L'élue des Alpes-Maritimes, qui fut étiquetée LR sous la précédente législature, a été élue dès le premier tour sous les couleurs de l'alliance Ciotti-RN, et a vécu un début d'été singulier. En croisant ses anciens collègues au Parlement, lors de la séance d'ouverture, et tandis que chaque groupe se prenait en photo, elle raconte : *« C'était particulier… Certains étaient très sympathiques, d'autres plus mitigés et puis, enfin, il y avait ceux qui m'ont complètement ignorée. »* Bien qu'allié au RN, le groupe compte bien marteler son indépendance. Vincent Trébuchet renchérit : *« Je n'aurais pas pu m'engager sans l'alliance passée par Éric Ciotti. Je ne me reconnaissais plus dans LR, un appareil porté par des barons dont les choix ne reflètent pas ceux des militants. Mais je trouvais important que la doctrine historique de ce parti vienne enrichir le projet politique du RN. »* ■ C. C.

Mélenchon fracture encore la gauche avant la rentrée politique

Pierre Lepelletier

Conscient que sa menace de destitution ne peut aboutir, l'Insoumis veut surtout s'installer en première ligne face à Emmanuel Macron.



Jean-Luc Mélenchon répond aux journalistes, devant l'Assemblée nationale, à Paris, le 9 juillet.

YARA NARDI/REUTERS

Tout était un peu trop calme à gauche. À quelques jours de la rentrée et des universités d'été, aucune polémique ne semblait se profiler à l'horizon. Les quatre partis avaient un plan simple, limpide : maintenir la pression, bien que sans trop y croire, sur Emmanuel Macron pour qu'il désigne leur représentante Lucie Castets à Matignon. C'était sans compter Jean-Luc Mélenchon. À quelques jours de la rentrée de LFI à Valence (Drôme), l'ancien candidat à la présidentielle est venu mettre un sacré coup de jus en dégainant l'idée d'une procédure parlementaire de *« destitution »* contre Emmanuel Macron.

Une façon, selon lui et les responsables Insoumis signataires d'un texte publié dans *La Tribune Dimanche*, de répliquer au *« coup de force institutionnel contre la démocratie et la décision du chef de l'État »* qui refuse de *« tenir compte »* de l'arrivée en tête du Nouveau Front populaire (NFP) aux élections législatives. Cette menace, a-t-il précisé un peu plus tard dans une note de blog, représenterait *« un dernier avertissement au capitaine du Titanic »*. Le chef des Insoumis sait bien que l'idée, certes possible via l'article 68 de la Constitution, devrait ressembler à un coup d'épée dans l'eau puisqu'elle doit recueillir l'approbation des deux tiers des parlementaires.

Mais l'Insoumis y voit un avantage : relever d'un cran le niveau de tension pour cette rentrée politique, et surtout installer un mano a mano avec Emmanuel Macron, dans la perspective de 2027 ou d'une présidentielle anticipée. *« Pour Jean-Luc Mélenchon, il n'y a que la bataille pour l'Élysée qui compte. Le reste n'a pas d'importance »*, croit savoir un responsable de gauche. *« Nous, nous voulons gouverner, pas préparer une élection présidentielle… »*, soupire une élue socialiste. *« Nous ne sommes pas à la recherche d'un coup, mais d'une réaction à la hauteur du blocage institutionnel qu'entretient Emmanuel Macron. Nous n'allons pas rester les bras ballants face au coup de force macroniste »*, défend Paul Vannier, député et stratège de LFI.

En attendant, cette nouvelle pierre à l'habituelle stratégie de la *« conflictualisation »* de LFI n'a pas été au goût de toute la gauche. Beaucoup déplorent une démarche une nouvelle fois *« solitaire »* du noyau dur mélenchoniste, au moment où le NFP devrait se présenter comme un seul bloc. Le reste de la coalition lui reproche de s'éloigner du seul objectif : la désignation de Lucie Castets comme première ministre. Et donc, au bout du compte, faire le jeu du chef de l'État. *« Jean-Luc Mélenchon fait un beau cadeau à Emmanuel Macron quelques jours avant notre rendez-vous à l'Élysée »*, a déploré Olivier Faure à *Libération*, alors que le président doit recevoir les chefs de parti vendredi. *« Désormais, si Emmanuel Macron nomme Lucie Castets à Matignon, il donnerait l'impression d'avoir cédé au chantage de LFI »*, se lamente un député du PS.

Les lignes bougent au PS

Malgré le désaccord stratégique avec LFI, consigne est donnée dans le reste de la gauche de ne pas s'épancher sur la proposition Insoumise pour ne pas donner le sentiment que la fragile union vacille. *« Au sein d'une coalition, il est logique de ne pas toujours être d'accord sur tout »*, a ainsi tempéré Marine Tondelier sur Franceinfo lundi, ajoutant cependant que *« la polyphonie ne devait pas se transformer en cacophonie »*. *« Sinon, on s'abîmera collectivement »*, a prévenu la secrétaire nationale des Écologistes. *« Le vrai sujet, ce n'est pas la tribune de Jean-Luc Mélenchon mais la situation dans laquelle Emmanuel Macron maintient le pays »*, tient également à rappeler l'eurodéputé écologiste David Cormand, qui refuse de faire *« du commentaire sur le commentaire »*.

Pourtant, certains au PS considèrent que les Insoumis sont allés trop loin. Les deux courants minoritaires réclament même un *« bureau national »* à la direction pour décider s'il faut, ou non, s'afficher avec les mélenchonistes à l'Élysée vendredi. *« On ne peut pas arriver ensemble devant Emmanuel Macron en lui disant que certains d'entre nous veulent le destituer alors que nous discutons pour gouverner »*, estime Hélène Geoffroy, une des chefs de file.

Il faut aussi dire que les lignes bougent au sein du parti de la rose. Face à la *« paralysie »* de la situation politique et le refus d'Emmanuel Macron de désigner Lucie Castets, certains du courant proche de François Hollande n'excluent pas un *« plan B »*. Ils ne se disent, par exemple, pas hostiles à Bernard Cazeneuve, alors que son nom revient depuis quelques jours dans les « premiers-ministrables » potentiels.

« Je soutiendrai la proposition », assume même Hélène Geoffroy, persuadée que l'ancien premier ministre de François Hollande aurait obtenu *« les conditions nécessaires pour améliorer la vie des gens »* s'il venait à accepter le rôle. *« En évoquant publiquement l'hypothèse Bernard Cazeneuve, ce sont les socialistes qui sabordent la campagne de Lucie Castets »*, raille l'Insoumis Paul Vannier. Tout était un peu trop calme à gauche. La rentrée s'annonce finalement bouillante. ■

Pourquoi la menace de destitution de Macron n'a aucune chance d'aboutir

Victor Mérat

La menace est brandie mais a tout d'un coup d'épée dans l'eau. Dans un texte publié ce dimanche 18 août dans *La Tribune Dimanche*, La France insoumise (LFI) menace d'engager une procédure de destitution contre Emmanuel Macron, accusé de *« coup de force institutionnel contre la démocratie »*. En cause, selon les élus d'extrême gauche, le dessein du président de la République *« de nommer un chef de gouvernement sans tenir compte du résultat politique »* des élections législatives anticipées de juillet qui ont placé en tête la gauche unie au sein du Nouveau Front populaire (NFP, 193 députés), mais loin de la majorité absolue (289 députés).

Pour mener à bien leur projet, les signataires, parmi lesquels Jean-Luc Mélenchon et ses lieutenants Mathilde Panot, Manon Aubry et Manuel Bompard, invoquent l'article 68 de la Constitution. Mais leur combat pour démettre de son mandat le locataire de l'Élysée n'a, en théorie, quasiment aucune chance d'aboutir au vu des équilibres parlementaires. Et a fortiori sans le soutien des socialistes.

> **« Le président de la République ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat »**
>
> **Article 68 de la Constitution**

L'article 68 de la Constitution dispose effectivement que le président de la République *« ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat »*. Apparemment sibyllin, le *« manquement »* en question concerne le *« comportement politique »* mais aussi *« privé »* du président, *« à condition que ses actes aient porté atteinte à la dignité de sa fonction »*, détaille le site Vie publique. Dans leur tribune, les auteurs estiment *« évident que le refus de prendre acte d'une élection législative et la décision de passer outre constituent un manquement condamnable aux exigences élémentaires du mandat présidentiel »*.

Reste qu'une telle procédure doit franchir plusieurs obstacles. Dans un premier temps, les parlementaires à l'initiative du processus doivent convaincre l'Assemblée nationale et le Sénat de se constituer en « Haute Cour ». L'unique mission de cette instance issue de la révision constitutionnelle de février 2007 et présidée par le président du Palais Bourbon – la macroniste Yaël Braun-Pivet, en l'espèce – est de prononcer la destitution du président.

Convoquer cette « Haute Cour » passe par une proposition de résolution qui doit être successivement validée par le bureau de l'Assemblée (le NFP y dispose d'au moins 12 voix sur 22), puis adoptée en commission des lois, et dans l'Hémicycle à une majorité des deux tiers. Un parcours similaire doit ensuite être effectué au Sénat, à majorité de droite.

Mais si La France insoumise, qui compte entre 70 et 80 députés, peut a priori déposer seule sa résolution à l'Assemblée nationale (il faut 1/10 des 577 députés), mettre d'accord deux tiers des députés, soit 384 parlementaires, semble impossible. Dans l'hypothèse – morte dans l'œuf après le refus du PS de soutenir cette procédure de destitution – où tous les députés NFP votaient pour, ils ne seraient que 151…

Et même dans le cas où la Haute Cour se constituerait, la destitution du président de la République doit être votée elle aussi par la majorité des deux tiers de ses membres (soit 617 parlementaires sur 925). Très improbable, donc, au vu des rapports de force au sein des deux chambres parlementaires.

Depuis son entrée en vigueur, l'article 68 n'a été utilisé qu'une seule fois. En 2016, des députés Les Républicains (LR) avaient lancé une procédure de destitution à l'encontre de François Hollande en raison de révélations et de confidences classées secret-défense faites dans le livre des journalistes du *Monde* Gérard Davet et Fabrice Lhomme *Un président ne devrait pas dire ça…* (Stock, 2016). La proposition avait été rejetée dès son examen par le bureau de l'Assemblée. ■

Pour les soldats ukrainiens, l'offensive en Russie est « une sorte de revanche »

Clara Marchaud

À la frontière russe, des militaires racontent les missions dans la région de Koursk.

Pour Oleksandr, 33 ans, logisticien d'une brigade d'assaut ukrainienne, les tâches du jour sont toujours décidées au petit matin. *« À 6 heures, on se regroupe et le commandant nous informe où nous devons aller »*, raconte-t-il au *Figaro*. Le 6 août, sa brigade a reçu une mission un peu spéciale : envahir la Russie.

Le militaire boit un café entre deux missions avec son camarade Petro, 55 ans, sur la route menant de la ville ukrainienne de Soumy à la ville russe de Soudja, principale conquête des forces de Kiev dans le cadre de leur offensive dans la région de Koursk. Toutes les quelques minutes, on voit des équipements lourds se dirigeant vers la Russie : des tanks ukrainiens sous des filets de camouflage, des véhicules blindés américains, et de nombreuses camionnettes avec un triangle blanc, symbole de cette opération. Sur l'une des voitures revenant de la frontière, le triangle a remplacé le « Z » russe tant redouté sur deux véhicules « trophées » confisqués aux Russes.

Petro raconte, tout sourire, ne plus compter ses missions *« à l'étranger »* : *« Je ressens surtout de la joie, c'est une sorte de revanche pour nous, voire une vengeance. »* Et une humiliation pour la Russie : il y a 81 ans, au même endroit, une autre bataille dans la région russe de Koursk marquait un tournant pour l'Europe, les Soviétiques réussissant à faire reculer les Nazis.

Au cours du premier mois de la guerre, en 2022, l'Ukraine avait riposté par un assaut transfrontalier d'hélicoptères et avait régulièrement bombardé les raffineries de pétrole et les aérodromes russes à l'aide d'une flotte de drones de fabrication artisanale. Deux petites incursions antérieures en Russie de groupes d'exilés russes soutenus par l'armée ukrainienne se sont soldées par des retraites rapides en 2023. Mais cette fois-ci, tous les militaires ukrainiens rencontrés à la frontière russe parlent d'une opération *« très bien préparée »*, gardée secrète jusqu'au dernier moment.


Des soldats ukrainiens, à bord d'un véhicule blindé, circulent lundi, sur la route de Soumy, près de la frontière ukraino-russe.
OLGA IVASHCHENKO POUR LE FIGARO

« La tâche principale (...) est de détruire autant que possible le potentiel de guerre de la Russie, et de mener un travail de contre-attaque maximal. Cela inclut la création d'une zone tampon sur le territoire de l'agresseur », a déclaré Volodymyr Zelensky dans une vidéo sur les réseaux sociaux le 18 août. Depuis deux semaines, les forces armées ukrainiennes ont progressé de 35 kilomètres à l'intérieur de la Russie et contrôlent déjà 82 localités et 1150 kilomètres carrés dans la région de Koursk, selon le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Oleksandr Syrsky. Kiev s'est également emparé d'une partie d'une ligne de chemin de fer clé pour la logistique russe et d'un point de transit de gaz important. Un commandement militaire a même été créé dans la ville de Soudja pour approvisionner les quelques habitants russes qui n'ont pas fui.

> **« La tâche principale (...) est de détruire autant que possible le potentiel de guerre de la Russie, et mener un travail de contre-attaque maximal. Cela inclut la création d'une zone tampon sur le territoire de l'agresseur »**
> **Volodymyr Zelensky** Dans une vidéo sur les réseaux sociaux dimanche

La plupart des civils ont été évacués. *« Ils peuvent donner des informations à l'ennemi. Mais surtout, c'est la guerre, ça tire de partout, ça fait des blessés. Il faut les évacuer. Bien sûr qu'on les évacue, c'est l'ennemi mais c'est quand même des humains ! »*, lance Sasha, un autre soldat, avalant un sandwich à la hâte avant de repartir en mission en Russie. Le ministère ukrainien de la Réintégration des territoires occupés - qui, ironiquement, est désormais chargé des territoires occupés russes - a déjà prévenu qu'il mettrait en place un couloir humanitaire pour que les civils puissent quitter la zone conformément au droit international.

Des Ukrainiens évacuent aussi leurs villages. À quelques kilomètres de là, les habitants de Kindrativka sont partagés quant à cette opération. *« Ça bombarde constamment, ça ne risque pas d'apporter quelque chose de bon. Mais peut-être que la guerre finira plus vite »*, se dit Ivan, au milieu des grains de blé, alors qu'il ramasse des débris dans un hangar. Jeudi, une bombe planante a détruit le bâtiment et avec lui la récolte de presque 1000 tonnes de blé ramassée malgré les mines. *« Mais si, il faut les attaquer, et même les pourchasser jusqu'au Baïkal ! »*, rétorque Mykola, 59 ans.

Pour leur part, les soldats ukrainiens sont déterminés. *« Ils essaient de nous virer mais ils n'y arrivent pas »*, explique Petro, les traits tirés par la fatigue. Sa brigade travaillait auparavant à Pokrovsk, une ville du Donbass que la Russie tente désormais de conquérir. *« C'est plus facile de travailler car c'était très bien organisé, alors que dans le Donbass, on manque de tout, tu ne fais qu'attendre sous les bombardements, tu ne peux pas tirer, juste te cacher dans les tranchées ou fuir. »* Cette opération semble remonter le moral des troupes, et de nombreux civils, alors que la ligne de front ne bouge que très peu en faveur des Ukrainiens depuis la libération de Kherson en novembre 2022.

Les deux soldats semblent épuisés. *« Ce matin, c'était la pire mission depuis le début, c'est un miracle qu'on soit vivants »*, souffle Petro en tirant mécaniquement sur sa cigarette. Dans leur petite camionnette, ils devaient amener du ravitaillement à l'infanterie, mais ont été arrêtés par les drones kamikazes qui peuplent le ciel depuis quelques jours. Les deux soldats ont tenté d'approcher la position, mais elle avait été détruite avant leur arrivée. *« Les Russes voient tout avec leurs drones si vous n'avez pas de système de brouillage, nous y allons au petit bonheur la chance »*, lance Oleksandr.

Des bombes planantes fendent le ciel, interrompant le repos précaire des soldats. Les troupes de Moscou lancent tous les jours ces bombes soviétiques de 500 kg, modifiées avec un système de guidage de pointe. Les bombes s'écrasent un peu plus loin, laissant s'échapper une immense colonne de fumée au milieu des tournesols et des nouvelles fortifications. Les soldats finissent à la hâte leur café, sautent en voiture et démarrent en trombe. Le vendeur de café, lui, ne réagit pas et reprend son travail. Ainsi va la vie quotidienne près du voisin russe. ■

La guerre du renseignement fait rage entre Israël et le Hezbollah

Muriel Rozelier Beyrouth

Si l'État hébreu, qui multiplie les assassinats ciblés, bénéficie d'une avance technologique sur son adversaire, celui-ci s'équipe et rend les coups.

Après l'assassinat par Israël, mardi 30 juillet, de Fouad Chokr, l'un des plus hauts gradés militaires du Hezbollah, une question a hanté la communauté chiite et son principal parti : comment les Israéliens ont-ils obtenu sa localisation, dans la banlieue sud de Beyrouth, alors que celle-ci n'était connue que d'un nombre très restreint de personnes? Signe d'un début de panique, les groupes WhatsApp des habitants des quartiers chiites de la capitale libanaise ordonnaient aussitôt un strict silence radio. *« Ne publiez aucun nom, aucune photographie »*, lisait-on sur l'un d'entre eux. *« Surtout, rien sur les réseaux sociaux »*, prévenait un autre.

La liste des assassinats ciblés est déjà longue. Sur les quelque 400 combattants du Hezbollah à avoir péri depuis le 8 octobre, soit davantage que durant la guerre de juillet 2006, une bonne vingtaine sont des « commandants », d'importants responsables politiques et militaires, tués lors d'attaques les visant spécialement, menées à l'aide de drones suicides, de missiles ou d'engins explosifs.

En janvier dernier, l'un des commandants de l'unité d'élite du Hezbollah al-Radwan, Wissam Tawil, a ainsi été tué par une frappe israélienne sur son véhicule au Liban-Sud. Plus tard, deux des trois officiers en charge de la région, Mohammed Nasser et Taleb Abdallah, sont morts dans des circonstances similaires. *« La perte de ces combattants est un coup moral pour la résistance. Mais celle-ci a montré par le passé sa capacité à se relever et à renouveler ses cadres »*, tempère le député Jamil al-Sayyed, général à la retraite et ancien directeur de la Sûreté générale libanaise.

Le « meurtre extrajudiciaire » est une vieille tradition pour Israël - le premier remonte à 1944 et l'assassinat de l'officier britannique Tom Wilkin par le Lehi, un groupuscule sioniste clandestin. Mais ce qui a changé la donne, souligne Jamil al-Sayyed, c'est *« la supériorité technologique indéniable des Israéliens, qui de surcroît collectent des renseignements sur le Liban et le Hezbollah depuis des années »*.

La cellule 8200, l'unité de renseignements de Tsahal, est passée maître dans l'art d'intercepter les appels téléphoniques en utilisant la reconnaissance vocale, de pirater les appareils connectés ou de surveiller les réseaux sociaux. *« C'est pour eux un jeu, tant les infrastructures de télécommunication libanaise sont mal protégées,* fait valoir Roland Abi Najem, expert en cybersécurité. *Des rapports suggèrent que le réseau clandestin de télécommunications du Hezbollah aurait même été hacké. »*

Des logiciels d'intelligence artificielle

Ce piratage serait à l'origine de certains assassinats récents, selon le *Wall Street Journal*, qui s'appuierait sur des sources au sein du Hezbollah, celui de Fouad Chokr. L'homme aurait reçu un appel sur les lignes internes du parti alors qu'il se trouvait dans son bureau au deuxième étage, lui intimant de remonter chez lui au septième, un étage plus facile à viser. L'information a cependant été formellement démentie par le parti chiite.

Comme à Gaza, l'armée israélienne emploie des logiciels d'intelligence artificielle, dont le Lavender, pour collecter et analyser des renseignements d'origine électromagnétique, visuelle, humaine ou géographique. *Et des drones sophistiqués capables d'obtenir des photos de haute précision et une dizaine de satellites de reconnaissance militaire*, révèle le général à la retraite Khalil Hélou.

Israël s'appuie aussi sur les renseignements de ses alliés, d'abord ceux des États-Unis, et peut aussi compter sur la coopération des États du Golfe et de certains pays du Moyen-Orient. Et puis, il y a les réseaux d'espions. Régulièrement, l'armée libanaise arrête des Libanais ou des étrangers, dont des diplomates, pour *« collaboration avec l'ennemi »*. Un Libanais a récemment été appréhendé alors qu'il scannait les réseaux Wifi d'immeubles de la banlieue sud de Beyrouth ; un autre a été intercepté près de la résidence du président du Parlement, Nabih Berri, cartographiant les alentours. *« Israël a toujours eu un accès relativement facile au Liban en raison de la nature du pays, politiquement divisé et, désormais, économiquement affaibli. Comme le Hezbollah possède plusieurs niveaux de bureaucratie, les possibilités d'infiltration israélienne sont nombreuses »*, explique Bilal Y. Saab, professeur associé à l'université de Georgetown (Washington) et collaborateur du think-tank britannique Chatham House.

S'ils témoignent de *« capacités importantes »*, comme note ce spécialiste, ces renseignements sont *« insuffisants pour nuire gravement au mouvement »*. D'autant que le Hezbollah se défend et rend les coups. D'abord, en colmatant les fuites. En février, Hassan Nasrallah, son secrétaire général, a recommandé aux sympathisants d'abandonner leurs smartphones. *« Jetez-les, enterrez-les, mettez-les dans une boîte de métal, mais éloignez-les »*, a-t-il dit. Le parti a ordonné à ses combattants de ne jamais les emporter avec eux au front et de leur préférer des téléphones de première génération pour communiquer avec l'arrière. Mais il est en partie revenu sur cette recommandation, les Israéliens identifiant comme suspectes les voitures dont les passagers circulent sans smartphone…

Le Hezbollah a ensuite attaqué l'infrastructure des services de renseignements israéliens, notamment ceux situés sur le mont Hermon, dans le Golan occupé, pour réduire leurs capacités d'écoute. Il a aussi abattu plusieurs ballons ou drones de surveillance, *« dégradant en partie les défenses du Dôme de fer* (système de défense antiaérien mobile d'Israël, NDLR) *»*, explique un militaire libanais.

Enfin, le Hezbollah s'est doté d'un drone de surveillance de fabrication iranienne (Hudhud), qu'il a fait survoler la base aérienne israélienne de Ramat David et la ville de Haïfa, à 30 km de la frontière libanaise, sans être abattu ; ainsi que, très récemment - l'armée israélienne n'en est cependant pas certaine -, la villa de Benyamin Netanyahou à Césarée.

Les vidéos publiées montrent des objectifs potentiels en cas de guerre généralisée : des hélicoptères, des avions de transport, des dépôts de réparation d'équipements… *« C'est la première fois depuis 1948 que des engins de reconnaissance survolent le territoire israélien et rentrent ensuite à bon port, prenant des clichés, manœuvrant pendant plusieurs minutes au-dessus d'installations militaires »*, souligne le général Khalil Hélou. ■

Jeromine Doux Mamoudzou

Sur les 37 postes de médecin nécessaires au bon fonctionnement du service, seulement trois sont occupés. Les soignants dénoncent une mise en danger de la population.



Une cinquantaine de médecins manifestent, le 10 juin, pour exprimer leur colère devant l'unique hôpital de Mayotte. JÉROMINE DOUX

À l'hôpital de Mayotte, les urgences dans une situation «cataclysmique»

«*Santé en exil*», «*médecine au rabais*». Le 10 juin dernier, une cinquantaine de médecins brandissaient banderoles et pancartes pour exprimer leur colère devant l'unique hôpital de Mayotte. «*Cela fait des mois qu'on tire la sonnette d'alarme. Le fonctionnement de l'hôpital s'effondre. On n'arrive à tenir que grâce aux remplaçants et aux réservistes, qui ne viennent que pour quelques semaines*», alertait alors Charlène Ledoux, médecin au centre hospitalier depuis cinq ans et vice-présidente du Syndicat des praticiens hospitaliers de Mayotte.

Deux mois plus tard, la situation ne s'est pas améliorée. Elle irait même de pire en pire, selon les soignants. «*Cela fait plus de vingt ans que je suis là, je n'ai jamais vu ça*», souligne Thierry Lahalle, président du Syndicat des praticiens hospitaliers et médecin légiste au CHM. Le 6 août dernier, un médecin généraliste a notamment assuré seul une garde de douze heures aux urgences. «*Il a dû effectuer le travail de 5 à 6 urgentistes, alors qu'il n'était pas formé aux soins d'urgence*», assure Jordan*, médecin généraliste sur l'île, qui souhaite rester anonyme.

Ce soir-là, près de 50 patients attendaient d'être pris en charge. «*En temps normal, si un urgentiste a 10 patients à voir, c'est déjà énorme*», poursuit Jordan, qui qualifie la situation aux urgences de «*cataclysmique*». Car si 37 médecins sont nécessaires au fonctionnement du service, ils ne sont que trois actuellement. «*Pour la population, c'est d'une tristesse absolue. On sait que la perte de chances d'être soigné est grande pour les patients et que des décès pourraient être évités*», souligne le médecin généraliste.

Pour désengorger les urgences au maximum, les médecins généralistes des dispensaires évitent de transférer les patients à l'hôpital et tentent de les soigner seuls. «*La régulation leur dit que le patient ne pourra pas être pris en charge aux urgences, alors les généralistes font ce qu'ils peuvent pour différer le transfert. Mais souvent, sans le matériel nécessaire. Alors, cela se fait forcément au détriment de la santé des patients*», souligne Thierry Lahalle.

Faute d'urgentistes, les médecins généralistes doivent également se rendre eux-mêmes sur le terrain pour les urgences vitales. «*On assiste à des situations lunaires, qui ne devraient pas arriver. Il y a quelques mois, un collègue généraliste a dû intervenir sur un accident de la route faisant un mort et sept blessés. Il n'y avait aucun urgentiste sur place, seul un infirmier du Smur était là*, raconte un médecin généraliste souhaitant lui aussi rester anonyme. *Dans ces cas-là, personne ne sait vraiment faire, c'est du bricolage.*»

Le directeur général de l'hôpital, Jean-Mathieu Defour, se veut toutefois rassurant. «*Tous les patients sont pris en charge*», assure-t-il. Mais, selon lui, les crises permanentes sur l'île freinent l'arrivée de nouveaux soignants. «*Le territoire n'est pas du tout attractif*», estime-t-il. Pour «*recentrer les ressources médicales et paramédicales*», l'hôpital est d'ailleurs «en plan blanc» depuis janvier 2023. Les activités non urgentes et certaines consultations ont été arrêtées.

«Un cercle vicieux»

Pour le Syndicat des praticiens hospitaliers, le manque d'attractivité n'est toutefois pas la seule explication. «*Il y a quelques années, l'île n'était pas plus attractive, mais le service des urgences était plein*», souligne la vice-présidente du syndicat. «*C'est un cercle vicieux*, estime, de son côté, Jordan, médecin généraliste. *Auparavant, les internes de La Réunion venaient faire des stages à Mayotte. Mais avec toutes les démissions, il n'y a plus personne pour les former. Donc ils ne viennent plus.*»

Pour assurer un accès aux soins décent à la population, le centre hospitalier et les dispensaires envisagent de recruter des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue). Des médecins «*n'ayant pas d'équivalence en France et qui n'ont pas le droit d'exercer à La Réunion ou en métropole*», assure Charlène Ledoux, qui souligne le risque de voir «*les soins se dégrader davantage*». Selon le directeur du CHM, le recours à ces praticiens «*est une des solutions mais cela ne deviendra pas l'unique mode de recrutement*».

Pour Jordan, «*certains médecins étrangers sont très compétents. Et il y a un tel déficit… On a besoin de ces soignants.*» Car le manque d'effectif ne concerne pas que les urgences. Alors que Mayotte héberge la première maternité de France, seule la moitié des postes de sages-femmes sont occupés. «*Et dans les dispensaires, ce n'est pas beaucoup plus facile*», précise Thierry Lahalle. Mayotte est d'ailleurs le plus grand désert médical de France, avec 86 médecins généralistes et spécialistes pour 100 000 habitants, contre 339 en métropole. ■

**Le prénom a été modifié.*

En France, toujours plus de «Tanguy» restent chez leurs parents

Jeanne Paturaud

Loyers trop élevés, confort de la maison familiale… Près de 5 millions de jeunes adultes sont aujourd'hui concernés par ce mode de vie.

«*Je t'aime, maman, je t'aime, papa.*» Lorsque le film *Tanguy* sort au cinéma, en 2001, plus de 4 millions de Français se délectent de cette comédie dans laquelle un couple de parents tentent de pousser leur fils de 28 ans à enfin quitter le nid familial. Aujourd'hui, le récit a largement perdu de son originalité : les jeunes adultes sont en effet de plus en plus nombreux à rester vivre chez leurs parents.

Une récente étude de la Fondation Abbé Pierre dévoile l'ampleur du phénomène. Entre 2013 – année de sa dernière publication sur le sujet – et 2020, le nombre de jeunes hébergés chez leurs parents est passé de 4 674 000 à environ 4 920 000, soit une hausse de 250 000. Dans le détail, plus de 74 % ont entre 18 et 24 ans, 17 % entre 25 et 34 ans et 7 % ont 35 ans et plus.

À 26 ans, en CDD dans le secteur de la publicité, Corentin n'a jamais quitté la maison où vivent ses parents, en région parisienne. Comme le héros du film d'Étienne Chatiliez, le jeune homme profite d'un foyer où tout est pris en charge sans qu'il ait à se soucier de quoi que ce soit. «*Je profite du chauffage, du frigo, du jardin, du ménage fait régulièrement, d'un grand espace où je peux être tranquille. Pour mes parents, c'est comme si j'avais 15 ans, donc tout m'est offert*», raconte le jeune homme, sourire aux lèvres.

Contrairement au Tanguy du film, ces jeunes qui prolongent la cohabitation ne le font pas uniquement pour entretenir la douceur de leur quotidien d'enfant. Simon*, 28 ans, achève ses études en école d'avocat et vit toujours chez ses parents à Paris. «*Je suis très proche d'eux et la cohabitation se passe très bien. Mais si je reste, c'est surtout pour mettre de l'argent de côté. Je suis très bien payé en stage mais je ne vois pas l'intérêt de jeter la moitié de ce que je gagne dans un loyer hors de prix.*»

Le prix des loyers et la difficulté d'accéder à la propriété sont les principales explications de l'amplification du phénomène «Tanguy». «*Les revenus et les aides faites aux étudiants n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions que les loyers et les prix d'achat*, analyse Corinne Joly, présidente de Particulier à particulier (PAP), site français d'annonces immobilières. *Au début des années 2000, le mètre carré à Paris revenait à environ 14,50 euros à la location. Aujourd'hui, il est plus autour de 32 euros.*» L'Île-de-France est d'ailleurs la région la plus touchée par la hausse du nombre de jeunes résidant encore chez leurs parents. «*C'est paradoxal, parce qu'ils ont besoin de rester à Paris pour trouver de meilleures opportunités professionnelles, mais cette ville les ruine. Rester dans le foyer familial, lorsque c'est possible, s'impose comme la meilleure solution*», poursuit la spécialiste.

> **«La cohabitation se passe très bien mais si je reste, c'est surtout pour mettre de l'argent de côté. Je suis très bien payé en stage mais je ne vois pas l'intérêt de jeter la moitié de ce que je gagne dans un loyer hors de prix»**
>
> **Simon** 28 ans

La catégorie des «Tanguy» est sujette à une autre dynamique : ce sont majoritairement des garçons. «*C'est ce que nous constatons depuis longtemps*, souligne Manuel Domergue, de la Fondation Abbé Pierre. *Cela est lié à plusieurs facteurs : les filles font plus d'études supérieures et ont donc davantage l'occasion de partir loin du domicile familial. Les jeunes femmes se mettent en couple plus tôt et souvent avec des hommes un peu plus âgés, ce qui leur permet de s'installer plus vite et dans de meilleures conditions.*»

Marqués par des années Covid difficiles, les jeunes fuient aussi l'isolement et recherchent un cadre de vie sain. «*Je suis célibataire, et c'est sûr que si je déménage demain dans mon appartement, je vais me retrouver seule avec mon chat*, ironise Solenne*, 26 ans, cadre en région parisienne. *En restant chez mes parents, je sais que je les retrouve le soir et que j'ai quelqu'un avec qui discuter.*» La jeune femme, qui met de l'argent de côté pour acheter un appartement sans passer par la case location, profite aussi des «*plats équilibrés qui m'attendent chaque soir, ce qui m'évite de commander tout le temps à dîner*».

Julie apprécie, elle aussi, la présence de ses parents au quotidien. Mais la jeune kiné a fixé une vraie organisation avec eux. «*Pour que ça tienne et que tout le monde s'y retrouve, on a créé un emploi du temps où on se répartit les tâches importantes. Il y a des jours attitrés où je dois préparer les repas, par exemple. Je dois bien sûr prévenir quand je ne dîne pas à la maison ou quand je rentre tard. Ça fait partie du jeu*», admet cette Bordelaise de 26 ans. Pour autant, Julie cache cette situation auprès de ses patients : «*Cela ne fait pas très professionnel de passer pour la fille qui est encore entretenue par ses parents mais qui prétend pouvoir aider des adultes*», estime-t-elle.

«*Quand tu dis que tu vis encore chez tes parents, tu peux avoir l'impression de ne pas être considéré comme un adulte, comme si tu fuyais les responsabilités. Il y a une vraie pression sociale autour de ça*», relève à son tour Solenne. Simon aussi a parfois reçu quelques remarques, sans y prêter trop attention. «*Souvent, cela vient de personnes dont les parents vivent en dehors des grandes villes et qui n'ont pas eu d'autre choix que de payer un logement depuis leur première année d'études. S'ils avaient pu, je suis sûr qu'ils auraient fait comme moi*», conclut-il. ■

Gilles Festor

Acteur incontournable du marketing sportif avec Samba Digital, l'Alsacien fournit à ses prestigieux clients des relais de croissance à l'étranger pour fidéliser des fans. Autant de clients potentiels à qui l'on peut vendre des produits dérivés.



Frédéric Fausser, à Obernai, d'où il est originaire, en février 2023. JEAN-MARC LOOS/PHOTOPQR/L'ALSACE/MAXPPP

Frédéric Fausser, le Français aux 700 millions d'abonnés fans de sport

Le vent souffle sur Belo Horizonte, la ville de « l'horizon magnifique » est plongée sous une chaleur humide. À travers la baie vitrée du bureau de Frédéric Fausser, contacté en visioconférence, on distingue des palmiers ondulant sous les bourrasques. *« Ce n'est pas un fond d'écran, ils sont bien réels »*, s'amuse ce Français installé depuis treize ans au Brésil, d'où il dirige Samba Digital, une agence internationale de marketing sportif et de divertissement fondée il y a six ans.

Ses clients s'appellent le PSG, l'OM, l'AS Monaco, Lens, le Bayern Munich, la Juventus Turin, Chelsea, Manchester United, l'Inter Miami de Lionel Messi, Liverpool ou la Ligue de football professionnel. Voilà pour le ballon rond. Et il y a le reste : l'Orlando Magic en NBA, la Ryder Cup, la Formule 1, Roland-Garros, l'US Open, World Rugby, la Fiba… Autant de clubs, de ligues ou de géants du sport qui comptent sur ses services pour assurer leur communication digitale à l'international et augmenter leur notoriété.

L'entreprise comptabilise 700 millions de fans, qu'elle abreuve quotidiennement d'informations sur une multitude de plateformes. *« On vise le milliard »*, lance le quadragénaire, dont l'entreprise affiche une croissance insolente : 4 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2022, 6 millions en 2023, autour de 10 millions cette année. Frédéric Fausser table sur 50 millions d'euros à moyen terme. Peu de chose prédestinait pourtant cet informaticien de formation, né à Obernai et amateur de football, à une telle réussite entrepreneuriale. Le déclic a lieu en 1994 devant la finale de la Coupe du monde de football entre le Brésil et l'Italie. Il tombe amoureux de la Seleção, sacrée vingt-quatre ans après la grande équipe emmenée par Pelé. *« C'est le mystère des passions qui se déclenchent, parfois ça ne s'explique pas »*, glisse le patron. Lecteur assidu de *Onze Mondial*, il entre en contact avec le correspondant brésilien du mensuel, échange avec lui, commande des revues et accumule une montagne de documents pour élaborer des milliers de fiches techniques sur les clubs, les joueurs, méticuleusement rangées dans des classeurs. Le travail du collectionneur acharné.

Internet se développant, il crée un blog en 2002 consacré au football brésilien et met en ligne sa précieuse base de données. Le site remporte un joli succès et devient la niche incontournable pour tous les suiveurs du football carioca, y compris des professionnels du ballon rond, qui peuvent consulter environ 100 000 fiches de joueurs en ligne ! Le succès dépasse vite ses attentes. *« Des clubs comme Lyon ou l'OM m'ont appelé alors que nous n'avions pas d'activité dans le scouting* (détection de jeunes talents, NDLR) *en me proposant de travailler avec leurs intermédiaires pour suivre des joueurs. »*

« On répond à n'importe quel projet marketing à l'international en quelques minutes. Notre expertise nous permet de savoir quel contenu plaît, à quelle audience, via quel canal et à quel moment »

Frédéric Fausser

L'Alsacien ne sait pas trop dans quoi il s'embarque, mais accepte ce challenge. *« J'ai organisé des détections. Les agents étaient intéressés pour placer leurs joueurs en Europe. Indirectement, j'ai été à l'origine de l'arrivée de certains Brésiliens en France. On avait même réussi plus tard à monter un partenariat entre le FC Istres, en deuxième division, avec un des géants du foot brésilien, Fluminense, sur la base d'un échange de joueurs, mais c'était surtout une opportunité pour gagner en notoriété »*, ajoute-t-il.

En Europe, Samba foot s'impose comme le site de référence dans son domaine en quatre langues (français, anglais, espagnol, portugais). Avec deux collaborateurs, Frédéric Fausser lance alors le Samba d'or, une sorte de Ballon d'Or réservé aux Brésiliens, *« un trophée tout bizarre et coloré »*, se souvient-il avec amusement. Il est même reçu à Milan en 2008 par Kaka, le premier lauréat. *« Ce fut un choc de notoriété.* L'Équipe *et* Le Parisien *nous ont mentionnés, on sortait de l'anonymat »*, se remémore le Français, qui reçoit, plus tard, un appel du Paris SG. *« Les propriétaires qataries souhaitaient gagner en notoriété au Brésil en s'appuyant sur les réseaux sociaux et nous ont demandé de traduire leurs publications sur Twitter en portugais. »* Une rampe de lancement inespérée. *« Puis nous avons créé nos propres contenus, diffusés sur leurs différentes plateformes. »* L'AS Monaco commande la même chose, mais pour sa communauté hispanophone à l'époque des Colombiens Radamel Falcao et James Rodriguez.

La petite équipe change peu à peu de métier. Au bon moment, car, si l'audience est là (1 million de visiteurs par mois durant la Coupe du monde 2014, au Brésil), celle-ci est jugée *« trop morcelée »* et *« difficile à monétiser »*, alors que les demandes de clubs se multiplient, avec, parfois, des projets surprenants, comme celui du Racing Club de Strasbourg. *« La ville et le stade de la Meinau sont apparus dans un jeu vidéo populaire en Chine. Il y a eu un buzz autour du club là-bas et le Racing nous a demandé de monter une plateforme digitale pour ce pays. »* Le phénomène s'est reproduit plus tard lorsque Quang Hai Nguyen, *« le Messi vietnamien »*, a signé… à Pau, en deuxième division. *« Le club a gagné un grand nombre de fans vietnamiens en 2022 alors qu'il n'est resté que quelques mois »*, souligne le patron.

Frédéric Fausser cède donc Sambafoot, média d'actualité sportive, *« pour quelques centaines de milliers d'euros »*, et se spécialise à 100 % dans le marketing sportif en créant, en 2018, Samba Digital en Floride. Un eldorado, car les clubs ou les ligues cherchent des relais de croissance à l'étranger pour fidéliser des fans qui deviennent autant de clients potentiels à qui l'on peut vendre des produits dérivés. *« On répond à n'importe quel projet marketing à l'international en quelques minutes. Notre expertise nous permet de savoir quel contenu plaît, à quelle audience, via quel canal et à quel moment »*, souligne le dirigeant, dont les équipes (une centaine de collaborateurs) interviennent désormais dans 50 pays et sur quatre continents.

Ces derniers mois, l'entreprise a réalisé quelques gros contrats qui ont démultiplié son appétit, avec la Ligue 1 et l'arrivée du fonds d'investissement luxembourgeois CVC Capital Partners, qui a investi dans le football français notamment, ou avec les Chiefs de Kansas City, la meilleure équipe de ces dernières années en NFL. Un autre territoire à fort potentiel s'est ouvert dernièrement : l'Arabie saoudite avec le lancement d'un championnat de football très attractif depuis deux ans. Sambafoot vient de gagner ses premiers clients saoudiens avec l'un des sponsors du club de Neymar, Al-Hilal SFC. ■

Près de Troyes, une tombe familiale de 4500 ans retrace l'histoire du peuplement européen

Vincent Bordenave

L'étude des génomes de sept individus enterrés dans cette sépulture collective permet de mieux comprendre les métissages survenus à cette époque charnière avec les populations nomades de la steppe pontique.

Ils étaient sept à être enterrés ensemble depuis 4500 ans à Bréviandes les Pointes, près de Troyes. Un homme, un petit garçon, une petite fille, trois femmes et un nouveau-né. Tout un groupe que les scientifiques ont envie de considérer comme une seule famille. Les analyses génétiques effectuées sur ces individus, parues récemment dans la revue *Science Advances*, nous permettent non seulement de mieux comprendre l'organisation sociale des sociétés de cette époque, mais aussi de retracer plus finement le dernier grand mouvement de peuplement du continent européen survenu à cette période charnière.

L'histoire des populations contemporaines de l'Europe est en effet marquée par de grands événements migratoires dont on trouve les traces dans les pratiques culturelles, les langues et plus prosaïquement… notre génome. Il y a 8000 ans, des groupes humains originaires d'Anatolie et de la région égéenne se mêlent aux populations de chasseurs-cueilleurs européennes. Ces descendants des groupes qui ont inventé l'agriculture et la domestication des animaux dans le Croissant fertile apportent avec eux leurs techniques. C'est la révolution du Néolithique, caractérisée notamment par l'apparition de l'agriculture en Europe.

Près de 3000 ans plus tard, une nouvelle vague migratoire va bouleverser le continent : des populations nomades, souvent cavalières, des steppes pontiques (qui s'étendent au nord de la mer Noire, du Danube à l'Oural) migrent vers l'Europe. On retrouve d'importantes composantes génétiques de ces peuples chez les Européens pendant les millénaires suivants jusqu'à nos jours. Les plus célèbres d'entre eux sont les Yamnayas. *« Ce sont eux qui amènent la culture des tumulus, ces vastes sépultures qui prennent la forme de collines artificielles »*, rappelle Eva-Maria Geigl, paléogénéticienne à l'Institut Jacques-Monod, à Paris, directrice de recherche au CNRS et dernière auteur de ces travaux.

La modélisation des données génétiques montre que cette vague migratoire s'est déroulée en deux temps. La première vague de métissage se serait produite en Europe de l'Est et en Europe centrale il y a 4900 ans et la seconde trois à quatre siècles plus tard, en Europe de l'Ouest, il y a 4550 ans. Dans les deux cas, les accouplements les plus fréquents impliquaient des hommes migrants avec des femmes autochtones. *« C'est le début de cette deuxième vague que nous avons pu mettre en évidence dans la tombe de Bréviandes les Pointes »*, explique Eva-Maria Geigl.

« Les analyses montrent que les femmes de cette sépulture viennent du sud de la France ou de la péninsule Ibérique. On peut y voir un signe d'exogamie, les femmes auraient été plus mobiles »

Eva-Maria Geigl Paléogénéticienne

Dans un premier temps, les analyses ont permis d'établir les liens familiaux présumés entre les morts. La femme, âgée de plus de 60 ans, était la mère d'un homme âgé de 20 à 40 ans et la grand-mère d'un petit garçon d'environ 4 à 8 ans. La femme âgée de 20 à 40 ans elle aussi est la mère de ce petit, et donc la compagne de l'homme. Une autre jeune femme de 20-39 ans a été enterrée avec sa petite fille qui venait de naître. Le dernier enfant, une fille d'environ 6 à 10 ans, n'avait apparemment aucun lien de parenté avec eux. Ce qui tendrait à montrer que la tombe n'était pas purement familiale. Il est néanmoins probable que la jeune fille ait été en quelque sorte adoptée par l'une des deux femmes, une pratique



Un homme, un petit garçon, une petite fille, trois femmes et un nouveau-né ont été retrouvés dans la tombe de Bréviandes les Pointes. Un groupe que les scientifiques ont envie de considérer comme une seule famille. INRAP

que l'on pense assez courante dans ces cultures du Néolithique. Tous ont été enterrés à tour de rôle sur une période de quelques dizaines d'années. Toutes les femmes de la tombe avaient exclusivement une « ascendance néolithique ». Mais, *« à notre grande surprise, deux individus de la tombe avaient une ascendance des steppes, l'homme adulte et son fils*, explique la scientifique. *Ce que nous avons vu chez l'homme adulte, c'est l'introduction en temps réel de l'ascendance des steppes. »*

Les scientifiques ont ensuite tenté de reconstruire le génome du mystérieux grand-père venu de ces régions reculées, à partir de l'ADN de son fils – l'homme de 20 à 40 ans enterré avec sa mère, sa femme et son enfant. Ce « grand-père » faisait partie d'un groupe qui est originaire des steppes et qui a migré vers le nord de l'Europe avant de redescendre par la France. Qu'est-il arrivé à cet individu ? Pourquoi n'est-il pas enterré avec les autres membres de la famille ? Les hypothèses sont nombreuses et, pour que des gènes soient échangés, il n'y a pas nécessairement besoin d'une histoire d'amour entre les individus… Il peut être autant le fruit d'une rencontre rapide que celui d'une entente plus large entre deux groupes. *« Les femmes des steppes ne se mêlaient que peu aux agriculteurs locaux, contrairement aux hommes des steppes*, précise Eva-Maria Geigl. *C'est probablement ainsi que ce grand-père est venu du nord et a rencontré une femme de la population locale. Les analyses montrent que les femmes de cette sépulture viennent du sud de la France ou de la péninsule Ibérique. On peut y voir un signe d'exogamie, les femmes auraient été plus mobiles. Le "grand-père" de cette lignée pourrait être inhumé dans la région à proximité. »*

Une des conséquences de cette vague migratoire est d'ailleurs la dominance dans les génomes modernes des hommes d'Europe de l'Ouest des chromosomes Y issus de cette lignée. Ce qui suggère que les migrants des steppes étaient généralement des hommes, ou, en tout cas, que les hommes des steppes étaient plus susceptibles de s'accoupler avec des femmes du Néolithique que l'inverse. *« Les populations du Néolithique n'ont pas disparu du jour au lendemain*, préviennent Eva-Maria Geigl. *Si le chromosome Y des populations des steppes s'est finalement imposé, c'est qu'il avait un avantage sur le plan reproducteur. Ces individus ont pu constituer une sorte d'élite. Mais il y avait probablement aussi des réseaux de mobilité des femmes. »*

Cette rencontre de deux populations a contribué à la naissance de nouvelles pratiques culturelles. L'équipe d'Eva-Maria Geigl a ainsi pu étudier le génome d'un homme adulte inhumé à Saint-Martin-la-Garenne, dans les Yvelines, à l'ouest de Paris. Cet homme, originaire des steppes, était enterré selon les rites funéraires de la culture campaniforme, typique de l'ouest de l'Europe, avec ses vases caractéristiques rappelant des cloches trouvées dans de nombreuses tombes. L'origine de cette nouvelle culture européenne a pu être retracée grâce à des similitudes dans la poterie, le mobilier funéraire et l'architecture. *« Ce que nous avons vu dans le nord de la France a véritablement marqué le début d'une transformation en Europe occidentale, où des peuples d'origine steppique ont rencontré des peuples néolithiques de l'Europe centrale, se sont mélangés et ont créé la culture de la céramique cordée*, explique Eva-Maria Geigl. *La population*

« Ce que nous avons vu dans le nord de la France a véritablement marqué le début d'une transformation en Europe occidentale, où des peuples d'origine steppique ont rencontré des peuples néolithiques de l'Europe centrale, se sont mélangés et ont créé la culture de la céramique cordée »

Eva-Maria Geigl

métisse a continué la migration vers le nord de l'Europe et est ensuite descendue vers le sud et a rencontré sur le territoire actuel de la France les agriculteurs néolithiques locaux et des peuples néolithiques venus de la péninsule ibérique dont certains associés à une culture proto-campaniforme. Cette rencontre de deux sphères culturelles, parallèlement à la génétique, a donné naissance à la culture campaniforme, la première culture paneuropéenne. » ■

MICHEL GUÉRARD
La nouvelle cuisine perd sa dernière légende

Emmanuel Rubin

À 91 ans, le chef triple étoilé, créateur de la cuisine minceur, s'est éteint « paisiblement » à Eugénie-les-Bains, village landais où son restaurant Les Prés d'Eugénie l'avait installé au firmament de la haute gastronomie.



Michel Guérard dans son restaurant à Eugénie-les-Bains (Landes), en 2007.

JEAN-JACQUES CECCARINI/LE FIGARO

Il avait décidé, le 23 juin dernier, de réunir, une fois encore, amis et complices. Un dimanche soir, au cœur de ses Landes d'adoption, du côté d'Eugénie-les-Bains. En bon artisan qui sait le temps, le geste et la nature, il n'était pas dupe de ses 91 ans. En grand chef qui en avait tant orchestrés, il se doutait aussi que ce repas d'exception serait l'un des derniers, peut-être même l'ultime. Seulement voilà, avec cette pudeur quand elle ajoute de la politesse au talent, il avait préféré le pétillant d'un anniversaire plutôt que la pesanteur des au revoir. Sûrement, d'ailleurs, parce que l'homme n'avait de goût qu'à la légèreté. Ce dimanche soir, ses Prés d'Eugénie célébraient leurs 50 ans. Les Prés? Mieux qu'un grand restaurant, plus qu'une hostellerie de luxe. Avouons une adresse majuscule, fantasmatique pour certains, une manière de phalanstère du bien-vivre autant que du bien-être devenu l'un des épicentres de la géographie gastronomique. Ce soir-là, le domaine révélait, une fois encore, son génie de rendre soluble un palace en campagne. Ce soir-là, les étoiles du ciel rejoignaient celles de la table; le foie gras bluffait, comme il le fit souvent en ces parages, accueillant langoustine grillée sur la braise et consommé corsé de canard au sésame. Ce soir-là, entre autres, Alain Ducasse, Michel Troisgros, Daniel Boulud, Alexandre Couillon, Christopher Coutanceau se retrouvaient à la même table. Autant dire quelques-unes des plus hautes figures de la planète culinaire, une collection de macarons Michelin à ne plus les compter, près de trois générations de grands chefs qui tous partageaient d'avoir été formé par leur hôte, Michel Guérard, dernier géant de cette nouvelle cuisine qui, il y a un demi-siècle, offrit une révolution à nos assiettes comme à nos manières de table.

Il était né le 27 mars 1933, à Vétheuil, village du Vexin partagé entre la Seine et une église que Claude Monet immortalisa; Monet, dont Guérard se plaisait à dire qu'il était un peintre *« dont la liberté d'expression n'avait jamais cessé d'imprégner (sa) vie et (sa) philosophie »*. Une enfance nourrie au double matrimoine d'une grand-mère et d'une mère, toutes deux excellentes cuisinières. La première tient une épicerie cossue, la seconde ouvre bientôt, avec son mari, une boucherie en Normandie. Les premiers souvenirs alimentaires se partagent entre plaisirs intenses et privations des hivers rudes de l'Occupation. Dans ses mémoires, Guérard raconte aussi bien ces tartes *« formidables faites d'un bout de pâte, de fruits ultra mûrs, d'une lichette de beurre, d'un peu de sucre avant que de passer au four »* aussi bien que le souvenir de ce papa prisonnier, évadé, revenu *« le jour de ma première communion et qui essaya dès lors de nous nourrir et de nourrir le village »*. Le petit Michel n'oubliera jamais cette nuit où, avec son frère, il accompagna son père pour chercher une vache clandestine afin de la ramener à la maison. *« Le lendemain, on s'est tous retrouvés, plaqués contre le mur de la cave : trois SS, armés de mitraillettes, nous menaçaient, essayant de nous faire avouer où on avait caché la bête. On l'avait planquée derrière les fagots. Elle n'a pas bougé. Personne n'a rien vu. Un miracle ! »*

L'adolescent se rêve évêque, comédien, médecin, mais, à 16 ans, ses parents, désormais installés à Mantes-la-Jolie, lui demandent de choisir un métier sans plus attendre. Sans regret, sans rébellion, *« l'époque était ainsi faite »*, il entre alors comme apprenti pâtissier chez Kléber Alix, traiteur réputé de la région où l'on apprend à l'ancienne, à la rude, dans un mélange de paternalisme et de discipline. *« C'était une sorte d'arrachement à l'enfance où il fallait se conduire comme des petits hommes*, se souvient Guérard. *On sentait que notre métier était notre destin. »* Et le destin dès lors de s'en mêler. Premier de son CAP, il rencontre le jour de sa remise de diplôme au Palais d'Orsay, à Paris, un certain Jean Delaveyne, de quinze ans son aîné, et qui deviendra, outre l'un des meilleurs chefs de sa génération, une sorte de mentor pour le jeune homme. *« C'était un personnage très singulier, un homme issu du peuple lui aussi, qui avait son franc-parler. Comme moi, il avait été marqué par le mauvais traitement que nous infligeaient souvent les cuisiniers dans les brigades. Il avait donc un besoin de revanche. Il était particulièrement créatif et libre, avait des tas d'idées auxquelles n'avaient jamais pensé les chefs. »* Chez ces deux-là, la même envie de bousculer le monde culinaire fortifiée par une de ces amitiés entre un Montaigne et un La Boétie qui se retrouveraient aux fourneaux.

À Eugénie-les-Bains, il développe sa grande cuisine minceur dans l'audace quasi prophétique de prouver que la gourmandise n'interdit pas la diététique

Service militaire dans la marine, découverte de Paris comme chef pâtissier puis chef saucier au Crillon, précoce meilleur ouvrier de France en pâtisserie, chef pâtissier au Lido, second de cuisine chez l'ami Delaveyne au double étoilé restaurant Camélia, à Bougival, Guérard commence une irrésistible et iconoclaste ascension. En 1965, il rachète à la bougie un boui-boui nord-africain à Asnières-sur-Seine, le baptise Le Pot-au-Feu et le métamorphose en un inattendu et incontournable bistrot. Michelin lui accorde deux étoiles et le redoutable duo de critiques Gault et Millau le proclame *« meilleur restaurant de banlieue du monde »*. C'est que, dans ce resto de poche, Guérard n'en fait qu'à sa toque, et sa toque est bien faite. Il est de ceux qui comprennent que le monde change, que les codes se bousculent et que l'énergie des années 1960 passera fatalement par l'assiette. Le public n'est plus le même, l'appétit non plus. Le mangeur contemporain d'alors a le souci de son corps, fait du sport, se plaît à voyager, cultive l'idée du temps libre. Il lui faut une cuisine qui lui ressemble. Avant même que d'imaginer des recettes de son temps, Guérard pressent une autre sociologie gastronomique. Lui comme d'autres. Ils s'appellent Bocuse à Collonges-au-Mont-d'Or, Alain Chapel à Mionnay, les frères Troisgros à Roanne, Roger Vergé à Mougins, bientôt Alain Senderens à Paris. Tous partagent cette idée d'oxygéner une cuisine fatiguée d'un demi-siècle bourgeois figée entre les fonds de sauce et Escoffier. Tous revendiquent également la même envie de changer l'image du cuisinier jusqu'alors condamné à passer sa carrière rivé aux mêmes casseroles et aux mêmes recettes. Tous plaident le droit légitime du chef à désormais s'autoriser la créativité, la saisonnalité, la liberté de s'exprimer au-delà de son seul restaurant. Cette génération dorée invente soudain l'une des plus formidables aventures gastronomiques que Gault et Millau ne tardent pas à baptiser « nouvelle cuisine » et à laquelle le monde entier se convertit au risque de délicieuses polémiques. Une folle bataille entre les anciens et les modernes dont Guérard incarne l'un des plus brillants chefs de file. Lui parmi les plus entreprenants. Lui parmi les plus novateurs. Sa carrière est un roman.

En 1974, après son mariage avec Christine Barthélémy, héritière de la Chaîne thermale du soleil, il s'installe à Eugénie-les-Bains. Là, il développe sa grande cuisine minceur dans l'audace quasi prophétique de prouver que la gourmandise n'interdit pas la diététique. Il en fera un livre devenu best-seller mondial qui lui vaudra la couverture du *Time Magazine*. Son intuition devenue réalité fait de son village landais le *« premier village minceur de France »* et lui vaut un poste de consultant international chez Nestlé. Guérard passe à la télé le samedi sur la première chaîne, parcourt le monde pour prêcher la « bonne » parole, décroche les trois étoiles au Bibendum en 1977 (qu'il ne perdra jamais) et prouve qu'un grand chef, c'est beaucoup plus qu'un cuisinier. Tout à la fois un chef d'entreprise, un communicant, un créatif, un passeur qui n'aura de cesse de former les jeunes générations jusqu'à créer en 2013 l'Institut Michel Guérard, première école de formation en cuisine et pâtisserie de santé.

Une carrière de tous les feux qui n'oubliera pas de s'illustrer au creux de l'assiette. Cinquante ans avant que l'on ose la formule de plat signature, il inscrit au patrimoine culinaire une série de recettes totémiques dont la fameuse salade gourmande, osant audacieusement la rencontre entre haricots verts, foie gras et vinaigre. Le loup en varech, la cuisson lente du homard à la cheminée ou encore le confit byaldi, version toute personnelle du tian de légumes auquel le dessin animé de Disney *Ratatouille* offrira une inattendue postérité, sont autant de compositions fondatrices d'une modernité culinaire. Le 23 juin dernier, ce dernier soir d'été à Eugénie, les deux filles de Michel Guérard, Éléonore et Adeline, héritières des Prés et d'une authentique mémoire gastronomique, prononcèrent une jolie formule à propos de l'œuvre de leur père : *« L'héritage, ce n'est pas la passion des cendres mais la transmission du feu. »* ■

L'établissement Les Prés d'Eugénie du chef Michel Guérard, à Eugénie-les-Bains. SERGE PICARD/LE FIGARO MAGAZINE

Propos recueillis par
Thierry Hillériteau

Bertrand Chamayou : « Ravel est moderne et indémodable »

Le pianiste toulousain et directeur artistique du Festival Ravel au Pays basque revient sur l'héritage du compositeur, dont on célébrera les 150 ans en 2025.



Bertrand Chamayou est considéré comme l'un des meilleurs ambassadeurs de la musique française.

MARCO BORGGREVE

Aussi à l'aise dans la musique de Saint-Saëns que chez Messiaen, l'interprète aux cinq Victoires de la musique est considéré comme l'un des meilleurs ambassadeurs de la musique française. Après quatre saisons de codirection avec son ancien professeur, Jean-François Heisser, il a pris cette année la pleine direction artistique du Festival Ravel en Pays basque. Et s'apprête à reprendre en concert, à l'orée de l'année 2025, qui verra la célébration du 150e anniversaire de la naissance du compositeur, l'intégrale de son œuvre pour piano seul, parue en 2016 chez Erato et multirécompensée.

LE FIGARO. – On vous connaissait pianiste, vous voici désormais directeur artistique à part entière du Festival Ravel. Un rêve d'enfant qui se réalise ?
BERTRAND CHAMAYOU. – La programmation a toujours fait partie de moi. Gamin, déjà, j'achetais toutes les biographies que je trouvais sur les compositeurs, mais aussi les artistes qu'ils côtoyaient. Je lisais leur correspondance, parcourais le catalogue de leurs œuvres complètes. J'essayais de bâtir des ponts. De tirer des fils pour bâtir une narration. Pas nécessairement pour les autres, mais pour moi. C'est un aspect de la musique qui m'a toujours amusé. Et qui est revenu très fortement il y a environ quinze ans, lorsque j'ai eu ce problème à la main qui m'a empêché de jouer pendant plus d'une saison *(lire sur lefigaro.fr/culture)*, alors que je m'interrogeais sur ce que je ferais si ma carrière de pianiste devait s'arrêter. J'essaie, à mon modeste niveau, de reproduire ça aujourd'hui au Festival Ravel. Avec une exigence : garder cette part d'enfance dans mon approche.

Dans quel sens ?
Je ne crois pas aux démarches trop musicologiques, qui sont parfois tentantes lorsque l'on a un festival dédié à un seul compositeur. Un festival doit faire rêver les gens par les récits qu'il dessine. Il ne s'agit pas tant de creuser à chaque édition toujours plus profond dans l'approche scientifique autour d'un compositeur, que de se saisir des détails sur ce qui l'entoure pour raconter autant d'histoires nouvelles. Cela va au-delà du fait que tel artiste a pu être influencé par tel autre. Ce sont des histoires humaines, avec parfois des accroches anecdotiques, mais qui vont vous permettre d'écrire un scénario qui servira de fil rouge, comme je le fais de plus en plus pour mes albums ou mes récitals.

Comme dans votre récent hommage à John Cage et Erik Satie ?
Exactement ! C'est en apprenant cette anecdote totalement folle de la « Gymnopédie » apocryphe que John Cage aurait composée en hommage à Satie et glissée en cachette dans le manuscrit de l'un de ses élèves que j'ai eu l'idée de ce disque de correspondances entre les deux. Et réalisé qu'il y avait bien des liens insoupçonnés entre ces compositeurs. C'est la même démarche que je transpose ici, à l'échelle d'un festival. Avec le secret espoir que les gens du coin, qu'ils soient ici à l'année ou en villégiature, s'approprient ces histoires. Toutes ces personnalités qui ont fait, à l'époque de Ravel, l'effervescence de cette côte basque et que l'on a parfois oubliées. Rien qu'à Saint-Jean-de-Luz, il y a eu toute une période, entre la fin du XIXe et l'entre-deux-guerres, qui a vu défiler beaucoup d'artistes et d'intellectuels, dont certains gravitaient autour de Ravel : de la basse Fedor Chaliapine au violoniste Jacques Thibaud, mais aussi Igor Stravinsky, Karol Szymanowski, qui a composé à Saint-Jean-de-Luz ses *Mélodies basques*. Beaucoup de pages de l'histoire de la musique se sont écrites ici. *Daphnis et Chloé*, le *Concerto pour la main gauche*… Sans parler des rencontres, comme celle entre Poulenc et Prokofiev, autour d'une simple partie de bridge chez Chaliapine !

Des histoires que vous vous êtes appropriées vous-même…
En effet. Mais, pour moi, c'était facile. J'ai une histoire personnelle avec cette région, où je venais enfant pour les vacances, comme à ce festival et son académie, à laquelle j'ai eu la chance de participer comme étudiant. Aussi, lorsque mon ancien professeur Jean-François Heisser m'a proposé il y a bientôt cinq ans de le rejoindre pour donner à la manifestation un nouvel élan en réunissant l'académie et le festival, dans la perspective de me passer le relais cette année, mon sang n'a fait qu'un tour.

Aussi parce que depuis votre intégrale Ravel parue il y a bientôt dix ans, vous êtes considéré comme l'un des meilleurs ambassadeurs de votre génération pour sa musique…
Je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est que j'ai une connexion particulière à ce compositeur, qui me fascine depuis que j'ai 9 ans et qu'un voisin m'a fait découvrir la partition de ses *Jeux d'eau*. La familière étrangeté de sa musique a fait le reste. Je ne saurais dire pourquoi, mais je me suis toujours senti à la maison dans les mondes de Ravel. Peut-être parce que mes propres professeurs, qu'il s'agisse de Jean-François Heisser à Paris ou de Maria Curcio à Londres, avaient eux-mêmes étudié avec des artistes qui avaient pu le côtoyer de près. Comme Vlado Perlemuter, qui avait travaillé avec lui dans sa maison de Montfort-l'Amaury, ou Alfredo Casella, qui avait été son condisciple au conservatoire ! Tout cela m'a donné une certaine familiarité avec cette époque et ces artistes, qui, dans mon imaginaire d'adolescent, sont devenus comme des amis. *(Rires.)*

Au-delà de votre histoire personnelle, que représente Ravel pour vous ?
Une pierre angulaire de la musique française et des musiques du XXe siècle. Il apparaît à un point charnière, il y a un peu plus d'un siècle, dans un pays qui l'est tout autant pour la musique. Moderne, sans être un révolutionnaire comme Stravinsky. Singulier dans son langage harmonique, et en même temps totalement universel, comme l'incarne son *Boléro*. Indémodable, sans pour autant faire table rase du passé, comme le montrent ses références aux musiques baroques, par exemple. Et en même temps, dans cette catégorie des compositeurs classiques dont l'œuvre tellement populaire les rend universels, à laquelle appartiennent aussi bien Bach ou Beethoven, il est sans doute l'un des plus récents ! Même si la richesse de son répertoire, qui dépasse de loin le seul *Boléro*, n'est pas toujours reconnue à sa juste valeur par le grand public.

La présence de ses *Jeux d'eau* à la cérémonie d'ouverture des JO, là où l'on aurait sans doute privilégié il y a quelques années son *Boléro*, n'est-elle pas la preuve que les choses changent ?
C'est vrai. Tout comme le récent biopic d'Anne Fontaine au cinéma. C'est la preuve qu'il faut continuer à clamer l'importance de cet héritage ravélien, qui est très inspirant et à partir duquel on peut bâtir beaucoup de choses. Et en même temps un peu intimidant lorsqu'on dirige une manifestation qui a pour fil rouge cet héritage. Comme je le disais, il ne suffit pas de faire beaucoup de Ravel. Le festival doit aussi refléter ce qu'il représente : cette ouverture vers l'ailleurs, vers la création. Et une relecture du passé tout sauf académique.

Comment cela se reflète-t-il dans la programmation de cette édition 2024 ?
Dans la multiplicité des histoires qu'on raconte, sous la forme d'un grand carnaval ravélien. Pour ce qui est de la création, nous accueillons cette année le compositeur contemporain George Benjamin. C'est important que des gens qui viennent au festival en voisins et ne fréquentent pas forcément les salles d'opéra comprennent l'importance de telles personnalités dans le monde de la musique d'aujourd'hui. De même, nous avons toujours dans le cadre de l'académie un concours de composition, dont le lauréat se voit commander une pièce pour l'édition suivante. Cette année, ce sera une création mondiale du Sud-Africain Christiaan Willemse, lauréat de l'an dernier : un nouveau cycle de mélodies, en miroir des *Chansons madécasses*, dont l'engagement anticolonialiste reste d'actualité. Quant au regard sur le passé, il se retrouve dans l'engagement d'orchestres sur instruments d'époque, comme Les Siècles ou Le Concert des Nations de Jordi Savall. J'avais au départ contacté ce dernier dans l'idée d'un programme autour de musiques basques traditionnelles. Quelle ne fut pas ma surprise lorsqu'il me fit part de son amour de la musique de Ravel et de son désir de la diriger en la faisant dialoguer pour la première fois avec des instruments baroques ! ■

Festival Ravel en Pays basque, jusqu'au 4 septembre. Master class publiques et concerts des étudiants dans le cadre de l'académie jusqu'au 30 août. www.festivalravel.fr

LES MIRACULÉS DES CRASHS 2/6



Robert Kubica, le mystique

Florent Barraco

Chaque jour, « Le Figaro » raconte l'histoire d'un pilote sauvé miraculeusement d'un accident de course. Par deux fois, le Polonais, admirateur de Jean-Paul II, est passé tout près de la mort. Il est revenu plus fort.

Chaque pilote a sa routine et ses grigris. Le Polonais Robert Kubica avait tout au long de sa carrière le sien : placer, selon la légende, une photo du pape Jean-Paul II dans son casque. Une façon d'avoir un ange gardien – le souverain pontife est décédé en avril 2005 – au-dessus de sa tête. En Formule 1, on ne sait jamais. La saison 2007 est pour Kubica une bénédiction : il a remplacé un champion du monde, Jacques Villeneuve, sa BMW est performante et il enchaîne les bons résultats. Arrivé au Canada sur l'exigeant circuit Gilles-Villeneuve, le pilote de 22 ans, présenté par beaucoup comme un solide espoir, poursuit son rêve. Sans savoir qu'un miracle va se produire.

Ce 10 juin 2007, le soleil est présent sur l'île Notre-Dame, à Montréal. Le Grand Prix va se dérouler par temps sec. Les pilotes sont habitués aux caprices de la météo québécoise qui peut arroser d'un coup les 4,3 kilomètres du circuit. Cette année, aucun risque. Il faudra bien évidemment se méfier du virage à gauche, à l'entrée de la ligne droite des stands. À sa sortie, à l'extérieur, le mur de béton surnommé le « Mur des champions » a brisé tant d'espoirs (Damon Hill, Michael Schumacher, Jenson Button, Sebastian Vettel). En tête du championnat, la bataille fait rage entre un petit jeune, Lewis Hamilton, et un habitué des podiums, Fernando Alonso – la F1 n'a pas trop changé depuis quinze ans. Huitième des qualifications, Robert Kubica (BMW Sauber) passe un peu inaperçu. Départ correct, course molle, le Polonais fait profil bas. Le pole man, Lewis Hamilton, emmène dans son sillage Nick Heidfeld (BMW Sauber), Fernando Alonso (McLaren-Mercedes), Felipe Massa (Ferrari), Nico Rosberg (Williams), Kimi Raïkkönen (Ferrari), Giancarlo Fisichella (Renault) et Kubica. Après l'intervention de la voiture de sécurité au 22e tour à la suite de la sortie d'Adrian Sutil, il remonte sur la Toyota de l'Italien Jarno Trulli. Au 27e tour, il essaie de trouver la solution. Le premier secteur n'offre aucune possibilité de dépassement. Le deuxième est très rapide. C'est l'un des endroits les plus rapides du circuit. À la sortie du virage 9, et avant l'épingle Gilles-Villeneuve, sa BMW déboule à toute vitesse hors- piste. Après un contact avec la Toyota de Trulli, la monoplace blanche et bleue a quitté la piste sur la droite puis, sur la pelouse, se cabre. Les images font froid dans le dos. Devenue incontrôlable, la BMW tape durement le muret de protection. À son contact, elle se déchiquette. Les éléments de la F1 s'éparpillent, transformant la trajectoire de course en gymkhana. La monoplace de Kubica revient sur la piste qu'elle traverse en tonneaux. Trulli et Raïkkönen ont réussi à passer juste avant. La carcasse disloquée de la BMW glisse vers le rail de gauche qu'elle percute. Elle se couche sur le flanc et poursuit sa course quelques mètres puis s'immobilise. La monocoque ne laisse deviner que le casque inerte du pilote. Sur le muret du stand BMW, les visages se figent. Des ingénieurs se prennent les mains dans la tête. Effroyable, l'accident fait craindre le pire.

« Que Kubica ait survécu à un accident de cette violence est un hommage éloquent au travail permanent effectué par les équipes et la FIA pour améliorer sans cesse les normes de sécurité de notre sport »

Pat Symonds
Directeur exécutif de l'écurie Renault

Frédéric Ferret, journaliste à *L'Équipe*, est sur place. Dans un podcast diffusé sur le site du quotidien sportif, il se souvient de ces longues minutes d'incertitude et d'inquiétude. Installé au centre de presse près du circuit, le temps est suspendu depuis 14 h 45. En revoyant les ralentis de l'accident, des confrères italiens, déjà présents treize ans plus tôt à Imola lors du décès d'Ayrton Senna, lancent un « *e morto* » (« Il est mort » en italien). Même son de cloche sur les murets des stands et à l'espace médical : « *Lorsque j'ai vu l'accident, j'ai cru qu'il était mort : il ne restait que l'habitacle de survie, rien d'autre* », souligne le docteur Ronald Denis, alors codirecteur médical du Grand Prix. La diffusion internationale s'arrête sur l'épave de la voiture numéro 10 penchée sur un côté. La tête du Polonais, elle, ne bouge pas. On voit aussi les chaussures blanches de Robert Kubica sortir de la monoplace. L'angoisse monte ; sa voiture ressemble à son mausolée. La course reprend et le miracle a lieu vingt minutes plus tard : le téléphone sonne pour donner la bonne nouvelle, il bouge. Après un choc de 70 G, Robert Kubica hérite d'un surnom, « Le Miraculé ». À la fin de la course, Trulli raconte que « *Kubica était à gauche. J'ai gardé ma trajectoire, puis j'ai senti un choc. Il a tenté de passer sur la droite et m'a percuté. Au tour suivant, lorsque j'ai vu les débris et les restes de la BMW contre le mur, j'ai été terrifié. Je commençais à me persuader que c'était avec moi qu'il lui était arrivé quelque chose. J'ai eu de grosses difficultés à terminer la course* ».

Après la frayeur et le soulagement, la stupéfaction. Les résultats médicaux révèlent que « Le Miraculé de Montréal » ne souffre que d'une simple commotion et d'une entorse à la cheville. « *Il y a dix ans, il n'aurait pas survécu* », dit Mario Theissen, le directeur de la compétition de BMW. La Formule 1 a toujours appris de ses drames.

Introduit en 2003, le système Hans, permettant de bloquer la tête des pilotes, lui a sauvé la vie. « *Que Kubica ait survécu à un accident de cette violence est un hommage éloquent au travail permanent effectué par les équipes et la FIA pour améliorer sans cesse les normes de sécurité de notre sport* », se réjouissait Pat Symonds, directeur exécutif de l'écurie Renault. Depuis son lit d'hôpital, Kubica ne pose qu'une question : « *Puis-je courir à Indianapolis le week-end prochain ?* » Les prédateurs ne deviennent jamais des végétariens. Il ne reviendra pas tout de suite, mais il promet de revenir plus fort. De miracle à oracle. Mais l'Histoire aimant les revanches, Kubica s'impose l'année suivante… à Montréal. Premier et unique succès de sa carrière en Formule 1 pour l'un des pilotes les plus doués de sa génération.

« *Le mépris du dieu pour les esprits humains se marque par les miracles.* » Doit-on dire, comme Paul Valéry, que Robert Kubica est méprisé ? Quatre ans après le miracle de Montréal, un nouveau se produit près de Gênes. Inscrit dans une course de rallye – alors qu'il est le leader de l'écurie Renault F1 – Kubica perd le contrôle de sa Skoda Fabia à haute vitesse. Elle heurte un rail de sécurité qui traverse la voiture et le blesse gravement au bras et à la main. Le pilote est plongé dans le coma artificiel et subit près de 30 opérations. Une goutte de sang et un morceau d'étoffe d'un habit de Jean-Paul II sont envoyés à l'hôpital pour soutenir le Polonais. Encore une fois, il s'en sort. Beaucoup plus amoché que la première fois : son bras et sa main droits sont quasiment paralysés. On songe à la retraite. Pas lui. « *Je veux revenir sur la piste plus fort qu'avant*, expliquait-il. *Parce qu'après ce genre d'accident, tu n'es plus le même, tu t'améliores. Ça m'était arrivé en 2007, après l'accident au Canada. J'ai manqué une course, et quand je suis revenu, j'étais meilleur. Un pilote, ce n'est pas seulement un volant et un accélérateur, c'est quelque chose en plus. Après 2007, j'étais plus fort comme pilote, et mentalement. Et cette fois aussi, ce sera comme ça, quand je serai physiquement en forme.* » Et de poursuivre : « *Je suis un robot, tu ne le savais pas ?* », demande-t-il au propriétaire de Lotus, son écurie de l'époque.

« Après ce genre d'accident, tu n'es plus le même, tu t'améliores. J'ai manqué une course, et quand je suis revenu, j'étais meilleur. Un pilote, ce n'est pas seulement un volant et un accélérateur, c'est quelque chose en plus »

Robert Kubica
Pilote polonais de F1

« *Tomber sept fois, se relever huit.* » « Robot Kubica » répète à l'envi qu'il veut revenir en Formule 1. Comment piloter une monoplace avec un bras plus que diminué (sa main droite ne lui sert que d'appui) ? Impossible, pas Kubica. Après le rallye et l'endurance, il revient en Formule 1 en 2018 comme pilote de réserve de l'écurie Williams. L'année suivante, il est titularisé. Il dispute 21 courses, mais ne marque qu'un point. En 2021, il dispute le dernier Grand Prix de sa carrière en Italie à Monza, le temple de la vitesse, au volant d'une Alfa Romeo. Une vraie performance.

Deux accidents gravissimes, deux retours au plus haut niveau… Kubica a repoussé toutes les limites physiques et morales. Et prouvé que la Formule 1 est une discipline où la mort se trouve à chaque virage. C'est ce qui fait sa grandeur et son charme. Drogué aux sensations fortes, le Polonais a fait sienne la maxime du poète : « *La vie dangereuse est là, au milieu des miracles.* » Il va une nouvelle fois surprendre tout le paddock en terminant deuxième des 24 Heures du Mans en 2022 et 2023. Incroyable lorsqu'on revoit les terribles images du crash de Montréal. Les miracles sont une question d'endurance. ■

Premier pilote polonais de la Formule 1, Robert Kubica a fait partie de l'écurie BMW de mi-2006 à fin 2009. Il ne compte qu'une victoire en Grand Prix, au Canada en 2008, un an après son accident.

BIO EXPRESS

7 décembre 1984
Naissance à Cracovie, en Pologne.

2005
Champion de Formule Renault 3.5 Series.

8 juin 2008
1er Grand Prix du Canada (BMW Sauber).

6 février 2011
Accident en rallye.

2013
Champion du monde des rallyes WRC2 (Citroën DS3).

11 juin 2023
2e dans la catégorie LMP2 aux 24 Heures du Mans.

2024
Pilote Ferrari Hypercar AF Corse en championnat du monde d'endurance.



Plus de peur que de mal pour Kubica qui sort indemne d'un spectaculaire vol plané à Montréal en 2007. La chance l'abandonne en rallye en 2011 où une sortie de route lui impose de longs mois de convalescence. À force de courage, il renoue avec la compétition. Cette année, il pilote une Ferrari 499P privée.

CHRISTINNE MUSCHI/REUTERS ; GIANLUCA SCIARRA ; CRISPIN THURSTON/ACTION IMAGES VIA REUTERS CONNEC

Retrouvez demain :
La folle cabriole argentine d'Ari Vatanen

MOTS FLÉCHÉS N° 3913

RCI-jeux.com

BASIQUES / DANSE FURTIVE IMPROVISÉE — BIDOUILLE, COMBINE / LIRE AVEC PEINE — PETITE BOÎTE / ÉPOUSE DE ZEUS — ESPAGNOL D'AUTREFOIS — ENVELOPPE MISE AU LIT — FOURNI / RAJOUTE UNE PINCÉE — GLISSÉ À L'INTÉRIEUR / CALENDRIER — DERNIER MORCEAU D'UN OPÉRA — HOME RUSSE / ÉPOUS-TOUFLÉE — D'UNE ÉLÉGANCE RAFFINÉE — ORGANISA-TION NON GOUVERNE-MENTALE — ILS SONT DRESSÉS PRÈS DES TIPIS

SECTEUR EN VILLE / À RENDRE

GREFFÉE / ADORATION — HOMMES INDISCRETS / VIDE LE POISSON — UN RIEN FAMILIER / COURTE PÈLERINE — CHANTER COMME UN TYROLIEN — GENTIL OR-GANISATEUR / LIQUIDE VITAL

DÉAMBULES / DE TEMPS EN TEMPS — DE DIX JOURS / CELUI QUI EST DEVANT — CUBE POUR L'APÉRO

PLACÉE ENTRE DES FEUILLES / NATUREL — DONT L'ÉTHIQUE N'EST PAS RESPECTÉE — GAGE HUMAIN / ARTICLE CONTRACTÉ

BILLET DE TRAIN / CRI DE PLAISIR — FER-BLANC / IL A RÉVÉLÉ J. TRAVOLTA — DONNEUR D'ORDRES / HYPERACTIF — DOSE DE RAYONS / DE GRENOBLE — AÉRONEF LÉGER / FAUX MARBRE

ÉQUERRE DE DES-SINATEUR / ESCABEAU — INCULTE / CONSTRUC-TEUR DE BARRAGE — ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE / ÉCHELON — ANCÊTRES / QUI FAIT CAMPAGNE — IL EST DIFFICILE À BATTRE

BIEN MORDUE / MOU-VEMENTS — ÉCUEIL / VILENIE — PLEIN D'ARDEUR AU TRAVAIL

QUI TRAHIT UN ÉTAT DE TENSION — JAMAIS REPU — À MOI / SITE D'ACCÈS — BRISE LE GOULOT / ENDUIRE D'HUILE — ELLE A PRIS LE FISTON / CHIFFRE DEUX — PAYS DE MAGICIEN / MÉDECIN

CONDUIRE À PLUSIEURS / ABRI DE PAILLE — ABER / AGENT DU VATICAN — CORNET DE CRÈME GLACÉE / MÈCHES

TUBES CONIQUES / COORDONNÉ — FILLE DES ÎLES FÉROÉ / YVES OU MICHEL — ÂNES SAUVAGES — INDIQUE UN LIEU PRÉCIS

MIS AU POINT / PORCS MÂLES — ENSEMBLE DE RÈGLES / SE RENDANT UTILE — DÉPOUILLÉ PAR LA FRAUDE / TEST DE PSY

OBJECTIF DE TOUT INTER — APTITUDE PAR-TICULIÈRE / FAÇONNAS — DISQUE COMPACT / COULE EN DORDOGNE — CINÉASTE SOVIÉTIQUE / COGNE FORT — QUI N'ENGENDRE PAS LA MÉLANCOLIE — FIN DE VERBE DU PREMIER GROUPE

DISPOSE DE / CONTESTAIT — HUMANISTE HOLLANDAIS / BOIRE AU SEIN — IL JETTE UN CERTAIN FROID — CALMÉE / QUI EST DEVENU SOT

INONDA-TIONS OU INCENDIES / PÉPIER — BOISSONS RAFRAÎCHIS-SANTES / VOÛTES — GALLIUM AU LABO / BRAILLE — ATTACHE LES LACETS

MOUTARDE DES CHAMPS / À CET ENDROIT — AU MOYEN DE — COFFRET DE BAGUE / APPEL DU LARGE — ADRESSE RÉTICULAIRE

LIGUE AMÉRICAINE / SOUILLÉS — DÉBALLER SA VIE PRIVÉE / ÉLU ABRÉGÉ — CHAÎNE D'EUROPE / EAU DES PYRÉNÉES — AU-DESSUS DU *DO* / MILLIMÈTRE — AU CHOIX / CONJONC-TION

BÉQUILLE DU BÂTIMENT — BOMBE PARFUMÉE

COMPA-GNONS DE CHASSE — DOCTRINE RÉSERVÉE À DES INITIÉS — OU SEMBLABLE, C'EST PAREIL

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

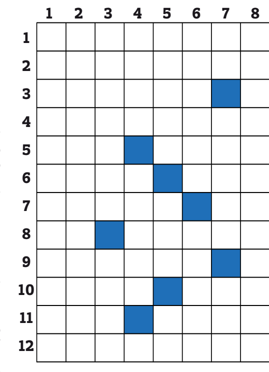
PROBLÈME N° 6688

HORIZONTALEMENT

1. Faiblesse de voix. – **2.** L'âne de Buridan. – **3.** Terre d'artistes. – **4.** Gêne persistante. – **5.** Régime à moitié. Une île qui répondit à l'appel du général. – **6.** Petit voilier pour les régates en solitaire. Toujours heureuse à Hollywood. – **7.** Naguère téléphonique ou footballistique. Entraîne le pas. – **8.** Cette situation. Format pour la télé. – **9.** Mettre en exposition. – **10.** Torrent pyrénéen. Puissance spirituelle intermédiaire entre Dieu et le monde, chez les gnostiques. – **11.** A le son coupé. Graisse la patte. – **12.** Paralysés par la grève.

VERTICALEMENT

1. L'air du large. – **2.** Un éclair de génie signé Rimbaud. – **3.** Refusaient la confession. S'adresse aux amateurs. – **4.** Font le tour des bassins. Tour de vices. – **5.** Donnas une coloration pâle. Hurle pour impressionner les biches. Eau fraîche... du robinet. – **6.** Saint évêque de Lyon. Ville de faïences sur l'Oise. – **7.** Revient chez les autochtones. A eu la permission de s'asseoir sur scène. Sans précédent outre-Manche. – **8.** Aptitudes à saisir.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6687

HORIZONTALEMENT **1.** Béatifie. – **2.** Orbiteur. – **3.** Nouvelle. – **4.** Asso. Lei. – **5.** Pi. Lie. – **6.** Avril. St. – **7.** Réa. Épié. – **8.** Vison. – **9.** Ibis. Lin. – **10.** Sonorise. – **11.** Mue. Aces. – **12.** Écrémées.

VERTICALEMENT **1.** Bonapartisme. – **2.** Érosive. Bouc. – **3.** Abus. Raviner. – **4.** Tivoli. ISO. – **5.** Ite. Îles. Ram. – **6.** Felle. Police. – **7.** Iule. Sinisée. – **8.** Éreinté. Ness.

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3391 : Sous la dent

♠ 7 4
♥ D 5 4 3
♦ 5 4
♣ R 8 6 5 4

N / O E / S

♠ R 6 5
♥ A V 10 9 8
♦ A V
♣ A 3 2

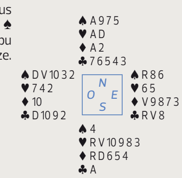
Contrat : Sud joue **4 Cœurs**.

Entame : 3 de ♦ pour le Roi d'Est.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3390 : Blancheur immaculée

Contrat : Sud joue **6 Cœurs**.
Entame : Dame de ♠ prise de l'As.

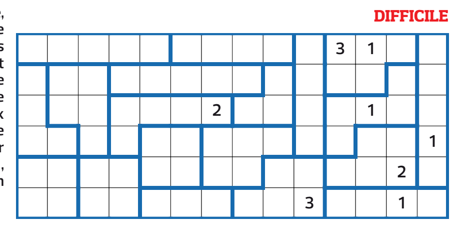
Vous avez onze levées certaines et la douzième sera assurée si les ♦ sont au pire 4-2. Vous avez compris qu'il s'agit de vous prémunir **contre le partage 5-1**.
À cet effet, **jouez ♦ pour l'As et ♦ à blanc** quand Est fournit à nouveau. Après le retour à l'atout, **vous couperez un petit ♦ au mort** et réclamerez votre contrat. Le but de la manœuvre est de ne pas vous faire couper indûment un honneur à ♦.
Notez que donner le moindre tour d'atout avant de jouer As de ♦ et ♦ à blanc permettrait à la défense de donner un second tour d'atout fatal.
Notez encore que l'entame à l'atout ne vous aurait toutefois pas été fatale car, l'As de ♠ étant toujours au mort, vous auriez encore pu l'emporter grâce à un savant double squeeze. Vérifiez, si le cœur vous en dit !



KEMARU N° 24

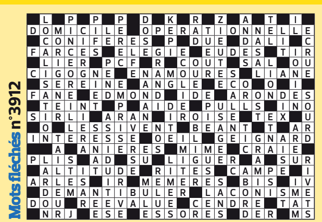
Complétez la grille, chaque zone entourée de gras contenant tous les chiffres entre 1 et sa taille (par exemple 1, 2 et 3 pour une zone de trois cases). Deux chiffres identiques ne peuvent se toucher horizontalement, verticalement ou en diagonale.

DIFFICILE



SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Mots fléchés n°3912



■	L	■	P	■	P	■	P	■	D	■	K	■	R	■	Z	■	A	■	T	■	I	■
D	O	M	I	C	I	L	E	■	O	P	E	R	A	T	I	O	N	N	E	L	L	E
■	C	O	N	I	F	E	R	E	S	■	P	■	D	U	E	■	D	A	L	I	■	C
F	A	R	C	E	S	■	E	L	E	G	I	E	■	E	U	D	E	S	■	T	I	R
■	L	I	E	R	■	P	C	F	■	R	■	C	O	U	T	■	S	A	L	■	O	U
C	I	G	O	G	N	E	■	E	N	A	M	O	U	R	E	S	■	L	I	A	N	E
■	S	E	R	E	I	N	E	■	A	N	G	L	E	■	E	C	O	■	O	■	I	■
F	A	N	E	■	E	D	M	O	N	D	■	I	D	E	■	A	R	O	N	D	E	S
■	T	E	I	N	T	■	P	■	A	I	D	E	■	P	U	L	L	S	■	I	N	O
S	I	R	L	I	■	A	R	A	N	■	I	R	O	I	S	E	■	T	E	X	■	U
■	O	■	L	E	S	S	I	V	E	N	T	■	B	E	A	N	T	■	T	■	A	R
I	N	T	E	R	E	S	S	E	■	O	E	I	L	■	G	E	I	G	N	A	R	D
■	■	A	■	A	N	I	E	R	E	S	■	M	I	M	E	■	C	R	A	I	E	■
P	L	I	S	■	A	D	■	S	U	■	L	I	G	U	E	R	■	A	■	S	U	R
■	A	L	T	I	T	U	D	E	■	R	I	T	E	S	■	C	A	M	P	E	■	I
A	R	L	E	S	■	I	R	■	M	E	M	E	R	E	S	■	B	I	S	■	I	V
■	D	E	M	A	N	T	I	B	U	L	E	R	■	L	A	C	O	N	I	S	M	E
D	O	U	■	R	E	E	V	A	L	U	E	■	C	E	N	D	R	E	■	T	A	T
■	N	R	J	■	E	S	E	■	E	S	S	O	R	E	S	■	D	E	R	■	M	S

Ronde des mots n°7

LIGNE 1 : QUARTÉ, RÉSEAU, DRESSÉ, WELTER, COUPLE.
LIGNE 2 : REMPLI, ÉNIGME, SEREIN, TERTRE, PUBÈRE.
LIGNE 3 : PUANTE, GÉMEAU, ÉNORME, TRITON, ENFUIR.

« À corps perdus » : rage de vivre et résilience

Emmanuelle Litaud

Dans un film fort, Thierry Demaizière et Alban Teurlai ont suivi la préparation de six sportifs pour les Jeux paralympiques.

Relancer l'engouement suscité par les JO, faire vibrer le monde et, surtout, mettre en lumière des athlètes méritants pourtant souvent inconnus du grand public : voilà l'ambition des Jeux paralympiques, qui se tiennent pour la première fois à Paris du 28 août au 8 septembre. En amont de cet événement, France Télévisions (qui diffusera l'intégralité des épreuves sur ses antennes) propose ce soir le documentaire *À corps perdus*, qui raconte l'histoire personnelle et sportive de six champions en quête de leur qualification pour ce grand rendez-vous. Thierry Demaizière et Alban Teurlai les ont suivis pendant une année entière. Les deux réalisateurs aiment parler du corps dans tous ses états dans leurs films sociétaux – comme récemment avec *Allons enfants*, centré sur des jeunes qui s'essayent au hip-hop pour sortir de l'échec scolaire. *« On s'est dit que c'était une continuité logique de s'intéresser à ces athlètes dont les corps ont été cabossés par la vie et qui sont souvent assez mal considérés alors que ce sont des athlètes plus qu'à part entière »*, expliquent-ils.

Sourire à la vie malgré tout

Tous se sont construits entre rage de vivre et résilience face à des histoires personnelles à la dureté parfois implacable. Comme celle d'Oksana Masters, championne américaine de handbike, née près de Tchernobyl, en Ukraine, avec de nombreuses malformations. Après avoir grandi au sein d'orphelinats dans de terribles conditions, elle a été adoptée par une Américaine à l'âge de 7 ans. Une adoption qui, comme elle le dit, lui a littéralement sauvé la vie. L'Afghane Zakia Khudadadi, championne d'Europe de parataekwondo, a dû être exfiltrée de son pays jusqu'en France pour échapper à la mort, son handicap étant considéré comme une malédiction divine. Quant à la Française Anne-Sophie Centis, elle a perdu la vue à 20 ans, mais n'a jamais renoncé à rien. Coureuse en cyclo tandem, elle travaille aux urgences pédiatriques du CHU de Lille et a deux enfants. *« Cela nous intéressait de raconter ce qu'est le handicap en tant que maman. Alors que 90 % des personnes qui ne voient pas en France sont au chômage, on trouvait aussi absolument dingue que, à force de volonté, elle soit capable de travailler dans un service d'urgence pédiatrique »*, poursuivent Thierry Demaizière et Alban Teurlai. De son côté, Gabriel Araujo, Brésilien né sans bras avec des jambes très courtes, a été doublement médaillé à Tokyo en paranatation et sourit à la vie malgré son lourd handicap.


ALBAN TEURLAI - FALABRACKS/FTV

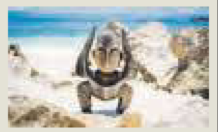
Oksana Masters, championne américaine de handbike.

Souvent inconnus du grand public, ces athlètes, dont le parcours force le respect, espèrent entrer dans la lumière, à l'instar des tricolores Cédric Nankin, attaquant en rugby fauteuil, et Alexis Hanquinquant. Ce dernier, accidenté du travail, médaillé d'or à Tokyo, six fois champion du monde de paratriathlon, s'est réinventé grâce au sport. Il souhaite, comme ses comparses, être considéré, tout simplement. *« Tous les athlètes paralympiques souffrent d'invisibilité et des a priori que beaucoup de gens ont sur leur discipline. Ils veulent être regardés comme des athlètes, avec admiration et surtout pas avec pitié »*, concluent les réalisateurs. ■

« À corps perdus »
À 21 h 10, sur France 2
Notre avis : ●●●●

TF1

21.10
Koh-Lanta
Téléréalité



Prés. : Denis Brogniart. 2h30. La tribu maudite. Inédit. C'est une saison de Koh-Lanta inédite qui attend les téléspectateurs : plus d'aventuriers, plus de surprises, et plus des retournements de situation. Vingt-deux naufragés ont quitté leur quotidien pour se frotter à la grande aventure.

23.40 Canap 2002. Divertissement.

CANAL+

21.00
Football : Qualifications pour



la Ligue des champions
En direct

Barrage aller : Lille - Slavia Prague. Lille affronte le Slavia Prague dans ces playoffs qui vont offrir un ticket pour la phase principale de la compétition.

22.56 Débrief UEFA. En direct.
23.18 Le prix de la vengeance. Film.



19.40 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Soleil rouge
Film. Western. Fra/Ita/Esp. 1971. Réal. : Terence Young. 1h39. Avec Alain Delon, Charles Bronson. En 1870, une course-poursuite s'organise autour d'un sabre de samouraï, dérobé par une bande de hors-la-loi.

22.49 Mon nom est personne. Film. Western. Avec Terence Hill.

france•5

20.06 Oasis. Documentaire.

21.00 Au bout c'est la mer
Documentaire. Fra. 2024. Réal. : Benoît Grimont. 1h44. 2 épisodes. François Pécheux part en Irlande, à la découverte du plus grand fleuve des îles britanniques, le Shannon, qui parcourt 389 km du Nord au Sud.

22.44 C dans l'air. Magazine.
23.57 Echappées belles. Magazine.

france•2

21.06
À corps perdus
Documentaire



Fra. 2024. Réal. : Thierry Demaizière, Alban Teurlai. 1h42. Inédit. Rencontre avec six athlètes internationaux, parmi des milliers d'autres, qui vont tenter d'entrer dans la légende lors des Jeux Paralympiques de Paris.

22.48 Timothée Adolphe, la légende du guépard blanc. Documentaire. Réal. : Charlotte Altschul. Inédit.

arte

20.55
Sous l'œil de Pékin : Total Trust



Documentaire
All/Ned. 2023. Réal. : Jialing Zhang. 1h35. Inédit. À travers le destin d'irréductibles défenseurs des droits humains, portrait d'une Chine au pouvoir étouffant.

22.30 Birmanie : le rappeur qui défia la junte. Documentaire. Inédit.



19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 Astérix et Cléopâtre
Film. Animation. Fra/Blg. 1968. Réal. : René Goscinny. 1h15. Après un pari avec Jules César, Cléopâtre demande à son architecte de lui construire un palais en trois mois. Astérix et Obélix viennent à sa rescousse.

22.25 Les douze travaux d'Astérix. Film. Animation.



19.20 Chercheurs d'opale. Doc.

21.10 Camions XXL : les reines du volant
Documentaire. 1h. Inédit. Les femmes qui exercent le métier de chauffeur routier brisent un stéréotype et démontrent que le genre n'a aucune influence sur la compétence.

22.10 Camions XXL : les reines du volant. Documentaire. 3 épisodes.

france•3

21.12
Alex Hugo
Série. Policière



Fra. 2020. Saison 7. Avec Samuel Le Bihan, Lionnel Astier. La fin des temps. Tandis que le cadavre d'un homme est recraché par les eaux d'un torrent, une adolescente muette et apeurée se réfugie dans le chalet d'Alex. Elle n'a aucune notion du monde extérieur.

22.42 Alex Hugo. Série. Policière. Seuls au monde. Avec Samuel Le Bihan.

M6

21.10
Zone interdite
Magazine



Prés. : Ophélie Meunier. 1h45. Nouvelles guerres du littoral : ils se battent contre la loi. Inédit. La loi Littoral de 1986, censée protéger les espaces naturels, déclenche des batailles entre ceux qui veulent s'accaparer le littoral et ceux qui souhaitent le préserver.

22.55 Zone interdite. Magazine.



18.45 Burger Quiz. Jeu.

21.25 90' Enquêtes
Magazine. Prés. : Tatiana Silva. 1h25. Violence, incendie et délit de fuite : un été brûlant pour les policiers d'Orange. À Orange, la police municipale peut compter sur 78 caméras de surveillance qui quadrillent la ville. Une aide précieuse pour intervenir.

22.50 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

20.00 Mad Men : les hommes de la pub. Documentaire. Les années 1950.

20.50 Les batailles cachées de la Libération de Paris
Documentaire. Fra. 2024. Réal. : Laurent Huberson, Virginie Kahn. 0h55. Inédit. Plongée dans le Paris de la Libération du 19 au 25 août 1944.

21.45 Règlements de comptes à l'institut – Paris, août-septembre 1944.

À LA DEMANDE

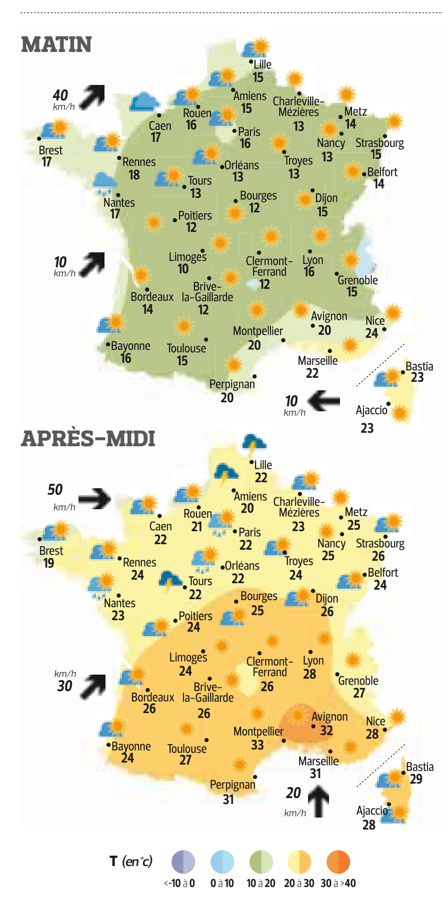
prime

Mayday



Le Français Jean-François Richet, réalisateur du diptyque « L'Instinct de mort » et « L'Ennemi public n°1 » sur Jacques Mesrine en 2008, est aux commandes de ce pop-corn movie bien ficelé. Un pilote de ligne (Gerard Butler) atterrit en urgence dans un archipel perdu du Pacifique après un violent orage. Mais l'endroit est sous contrôle de dangereux mercenaires qui voient dans ces passagers rescapés des otages à monnayer. Le commandant de bord se donne alors pour mission de sauver tout le monde. Au menu de ce film d'action idéal pour l'été, du suspense et du rythme, et surtout pas de prise de tête, dans cette histoire classique qui rappelle un peu dans l'esprit les « Die Hard » avec Bruce Willis.

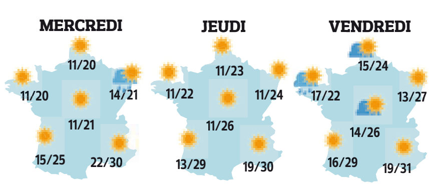
ÉPHÉMÉRIDE St-Bernard
Soleil : Lever 06h51 - Coucher 20h55 - Pleine Lune



LE TEMPS AILLEURS...



ALGER	24/29	AMSTERDAM	15/22	ATHÈNES	25/33
BARCELONE	22/29	BELGRADE	23/31	BERLIN	14/26
BERNE	12/24	BRUXELLES	15/22	BUDAPEST	22/32
COPENHAGUE	15/22	DUBLIN	12/17	LISBONNE	20/28
LONDRES	18/22	MADRID	21/36	PRAGUE	17/25
RABAT	21/25	ROME	21/32	TUNIS	23/33



deuils

Caroline et Eric Bavière,
Bruno Agier,
Sophie d'Anglejan Chatillon
en union avec Geoffroy,
ses enfants,

Anne-Laure et Jean Grondin,
Mathieu Bavière,
Dorothée et Alban
de Quatrebarbes,
Thomas d'Anglejan Chatillon,
Victor d'Anglejan Chatillon,
ses petits-enfants,

Erwan, Thibault, Lucie,
François et Maxime,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Michel AGIER

le 14 août 2024,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Porchaire,
à Poitiers,
le mercredi 21 août,
à 14 heures,
suivie de l'inhumation
au cimetière de Chilvert,
à Poitiers.

La messe de requiem
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy, à Paris (16e),
le vendredi 20 septembre,
à 18 h 30.

Une pensée est demandée
pour son épouse,

Christiane Agier

Sceaux (Hauts-de-Seine).

Thomas, Xavier, Anne,
François, Benoît,
Esther, Malka,
ses enfants,
et leurs mères,
Elisabeth et Laure,
et tous ses petits-enfants,
Bertrand, son frère,
et sa famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Alain BAUMELOU

survenu le 14 août 2024,
dans sa 75e année, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Sainte-Radegonde,
à Jard-sur-Mer (Vendée),
ce mardi 20 août, à 15 heures.

24, avenue du Plessis,
92330 Sceaux.

Mme Bertrand Bonin,
née Véronique Lafarge,
son épouse,

Marine,
Nicolas et Juliette,
Laurent et Florence,
Patrick et Lénaïc,
ses enfants et belles-filles,
ses neuf petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

M. Bertrand BONIN

survenu le 13 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-François-Xavier,
à Paris (7e),
le mercredi 21 août 2024,
à 14 h 45.

Stéphanie Dondain,
sa fille,
Arthur et Alice,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Monique DONDAIN
née Martinel,

le 15 août 2024.

Une cérémonie aura lieu
ce mardi 20 août 2024, à 13 h 30,
au crématorium de Trèbes
(Aude).

Marcilhac-sur-Célé (Lot).

Mme Béatrice Fabre Falret,
sa mère,
M. Pierre-Alexis Fabre Falret,
son frère,
M. et Mme
Philippe Fabre Falret,
ses grands-parents,

M. et Mme
François-Régis Fabre Falret,
M. Arnauld Fabre Falret,
M. et Mme
Jean-Baptiste Fabre Falret,
ses oncles et tantes,

Cyprien, Eliette, Octave,
Antonine, Ysaline,
Sigrid et Wandrille,
ses cousins,

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

**Mlle Philippine
FABRE FALRET**

le 17 août 2024,
dans sa 26e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Pierre,
à Marcilhac-sur-Célé,
le jeudi 22 août 2024,
à 15 heures,
suivie de l'inhumation
dans le caveau familial.

La Moissie,
46160 Marcilhac-sur-Célé.

Les enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants de

Marie-Claire FLORET
née
de Laurens de Saint Martin,

font part de son rappel à Dieu,
le dimanche 18 août 2024.

La messe d'obsèques
sera célébrée en l'église
de Pont-l'Évêque (Calvados),
le vendredi 23 août, à 15 heures.

Mme Patrick
Guerrand-Hermès,
son épouse,

Lionel (†), son fils,
Olaf et Eva Blazkova,
son fils et sa belle-fille,
Mathias (†), son fils,

Oleg, Mstislav, Aguila (†),
Elise, Raphaella, Lucien, Cléa
et Anna Lou,
ses petits-fils et petites-filles,

M. et Mme Pierre Siegrist (†),
M. et Mme Hubert
Guerrand-Hermès (†),
M. Xavier Guerrand-Hermès,
M. (†) et Mme Jérôme
Guerrand-Hermès,
sa sœur, ses frères,
ses beau-frère, belles-sœurs,
Mme Marie Yvette
Borgeaud (†),
sa belle-mère,
Mme Pascale
Siegrist Mussard,
M. (†) et Mme
Hervé du Couëdic de Kerérant,
M. et Mme
Stephen Mendelssohn,
M. et Mme
Jean-Charles Rédélé,
M. et Mme Antoine Schaefer,
M. et Mme
Thiebault de la Grandière,
M. Edmond Guerrand,
Mlle Julie Guerrand,
M. et Mme
Edouard Guerrand,
M. Blaise Guerrand,
ses nièces et neveux,
et leurs enfants,
les familles Dumas, Puech,
Borgeaud et Granger

ont l'infinie tristesse
d'annoncer le décès de

**M. Patrick
GUERRAND-HERMÈS**

survenu le 13 août 2024.

L'inhumation aura lieu
ce mardi 20 août, au cimetière
de Vineuil-Saint-Firmin (Oise),
dans l'intimité familiale.

Un culte d'action de grâces
aura lieu
en l'église protestante unie
de l'Étoile, 56, avenue
de la Grande-Armée,
à Paris (17e),
le jeudi 12 septembre 2024,
à 10 h 30.

Anthien (Nièvre).

Claude Haberer,
son fils,
Christine Brusset,
née Haberer, sa fille,
Amélie et Geoffroy Brusset,
ses petits-enfants,
Alain Brusset et William Zhao,
ses gendres,

ont la douleur
de faire part du décès de

M. Jean-Pierre HABERER

survenu le 17 août 2024,
dans sa 92e année, à Anthien.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église d'Anthien,
le jeudi 22 août 2024, à 10 h 30.

Concarneau (Finistère).

Nous sommes priés
de faire part du décès de

M. Jean-Pierre LAMÉ
fondateur
du groupe automobile
Jean-Pierre Lamé
et de ses filiales,
responsable du SRT
(Simca Racing Team)
et de ASA (Association
sportive automobile),
pilote de rallye 2 sur circuit,

survenu à l'âge de 80 ans.

De la part de
Christine, son épouse,
Caroline et Christophe
Janssens,
Aurélie, Charles,
ses enfants,
Lyla, Nathanaël, Madeleine,
Gabriel, Mona,
ses petits-enfants,
ses sœurs, ses beaux-frères
et sa belle-sœur,
ses cousins,
ses neveux et nièces,
ses amis et alliés.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 23 août 2024,
à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Lorette,
à Lanriec, Concarneau, suivie
de l'inhumation au cimetière.

La famille remercie
en particulier le personnel
soignant et médical de l'hôpital
de la Cavale Blanche, à Brest.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme Olivier Jeanson,
le comte et la comtesse
Bertrand de Sailly Candau,
Guillaume Jeanson
et Susannah,
Nathalie Montandon et Louis,
Cédric Jeanson,
David et Nita Jeanson,
ses enfants,
leurs enfants et petits-enfants
font part du décès de

Nicole JEANSON
née Jansse,

à l'âge de 95 ans,
le 15 août 2024, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 23 août,
à 10 h 45, en l'église
Notre-Dame-de-Compassion,
à Paris (17e).

Lydie et Laure Lane,
ses filles,

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Dominique LANE

survenu le 12 août 2024.

Les obsèques auront lieu
au cimetière des Champeaux,
à Montmorency (Val-d'Oise),
le vendredi 23 août 2024,
à 15 heures.

famille.lane@hotmail.com

Les Sables-d'Olonne (Vendée).

Le vicomte et la vicomtesse
Aymar
de La Roche Saint André,
Bruno et Marie-Christine
de La Roche Saint André,
Brigitte Bayon de la Tour,
Soline et Augustin Quennec,
ses enfants,

Pauline et Benjamin Arthaud,
Emilie et Guillaume Paineau,
Guy et Anne-Thérèse
de La Roche Saint André,
Hortense et Martin Ozanne,
sœur Anne-Dominique,
Nicolas et Amélie
de La Roche Saint André,
Damien et Claire
de La Roche Saint André,
Mathilde et Pablo de Froment,
Maylis et Geoffroy
de La Bretesche,
Xristilla et Aymeric d'Halloy,
Albane et Olivier Bardoul,
ses petits-enfants,

ses vingt-huit
arrière-petits-enfants,

ses beaux-frères
et belles-sœurs

vous font part
du rappel à Dieu de la

**vicomtesse Alain
de LA ROCHE SAINT ANDRÉ**
née Marie de Roquefeuil,

le 17 août 2024, dans sa 98e année,
munie des sacrements
de l'Église.

La cérémonie religieuse
aura lieu le mercredi 21 août,
à 14 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-l'Assomption
d'Olonne-sur-Mer, suivie
de l'inhumation au cimetière.

Ni fleurs ni couronnes,
des messes.

Elle repose à Pierre-Levée,
à Olonne-sur-Mer.

Alexandra et Gilles
Le Deschault de Monredon,
Astrid et Xavier du Pont,
Xavier de Lestapis
et Marielle Papelorey,
Caroline et Vincent Macabet,
Romain et Inès de Lestapis,
Alain de Lestapis
et Xavier Valette,
ses enfants,

Mme Brigitte de Montgolfier,
leur mère,

Melchior, Adrien, Victor,
Augustin, Charlotte, Félix,
Léopold, Hugo, Inès, Pia, Alix,
Garance, Wladimir, Joséphine,
César, Thaddée,
ses petits-enfants,

Éléonore,
son arrière-petite-fille,

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Xavier de LESTAPIS

le 15 août 2024,
dans sa 87e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le mercredi 21 août,
à 15 heures,
en l'église Saint-Jean-Baptiste
d'Onesse-Laharie (Landes),
suivie de l'inhumation
au cimetière.

**Laure
PETRACCO VERRECCHIA**
conceptrice-rédactrice,
médaille d'honneur du travail
grand or
au sein de la Maison Chanel,

est décédée le 14 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 23 août, à 10 h 30,
en l'église Saint-Pierre
de Neuilly-sur-Seine,
90, avenue du Roule.

*« La simplicité
est la clé de l'élégance. »*
Gabrielle Chanel.

Jean-Philippe Préaud,
Marie-Sophie et Christophe
Serra,
Pierre Préaud,
ses enfants,

ont la profonde émotion
de faire part
du rappel à Dieu de

Gérard PRÉAUD
lieutenant-colonel (e.r.)
de l'arme blindée cavalerie,
Saint-Cyr,
promotion Nouveau Bahut,
officier de la Légion d'honneur,

le vendredi 16 août 2024,
dans sa 98e année.

Il a rejoint
dans la Paix du Seigneur,
son épouse **Françoise,**
née Barbier-Cruveilhier,
décédée le 18 mai 1998.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 21 août,
à 15 heures, en l'église
Sainte-Jeanne-d'Arc
de Versailles.

Le Pecq (Yvelines).

M. Marc Rouit,
son frère, et son épouse
Susan Rouit-Landale,
Mme Diane Pellerin,
sa nièce,
M. François Rouit,
son neveu,
et toute leur famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

Mlle Huguette ROUIT
conservateur en chef
de la bibliothèque
de l'École du Louvre,
chevalier des Arts et Lettres,

survenu le 14 août 2024,
dans sa 99e année.

Le service religieux
sera célébré au temple
de Romans-sur-Isère (Drôme),
9, boulevard de la Libération,
le mercredi 28 août, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu à l'issue
de la cérémonie religieuse
au cimetière
de Romans-sur-Isère,
3, rue Calixte-Lafosse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Rouit,
3, rue Victor-Hugo,
78230 Le Pecq.

Lurcy-Lévis (Allier).

Béatrice de Vergnes,
née Laruë de Charlus,
son épouse,

Isabelle, Hugues et Florence,
ses enfants,
Agathe, sa belle-fille,
Gaël, Tifenn, Alizée, Quentin,
Thaïs, Lila, Zoé et Pénélope,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Bruno de VERGNES

survenu le 14 août 2024,
à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
par le père Éric Broult,
en l'église Saint-Martin
de Lurcy-Lévis,
le mercredi 21 août 2024,
à 14 h 30.

souvenirs

Il y a dix-neuf ans,
le 20 août 2005,

Marie-Françoise ROEHRIG

nous quittait.

Que celles et ceux
qui appréciaient ses qualités
de cœur aient une pensée
pour elle et pour son mari,

Jean-Claude Roehrig

décédé le 6 mai 2019.

LE SUD, LA GRANDE FRACTURE DE L'AMÉRIQUE 2/6



Les fantômes confédérés et le mythe de la « cause perdue »

Adrien Jaulmes
Envoyé spécial à Lexington (Virginie)

La fin de la guerre de Sécession a vu une réécriture de l'histoire par les vaincus, dans laquelle la « guerre entre les États » est décrite comme une deuxième révolution américaine. Cette légende a été l'un des éléments fondateurs de l'identité du Sud, et sa récente remise en cause a suscité des réactions passionnées.

Le gisant de Robert E. Lee est sculpté comme celui d'un chevalier du Moyen Âge. Dans son uniforme confédéré, le général semble endormi sur son lit de camp, une main sur la poitrine, l'autre sur son épée, les pieds croisés sans ses bottes de cavalerie. Les boucles de sa barbe et les plis du drap qui le couvre ont été taillés avec soin dans le marbre blanc. La dépouille de Lee se trouve à l'étage en dessous, dans le caveau familial, à l'arrière de la chapelle qu'il avait fait construire sur le campus de l'Université Washington & Lee, à Lexington, dans la vallée de Shenandoah.

« Quand il était directeur de l'université, le général Robert E. Lee avait l'habitude de rassembler les étudiants dans cette chapelle pour l'office hebdomadaire et pour les cérémonies annuelles », explique le guide qui accueille les visiteurs. L'église de brique est devenue après sa mort le mausolée du général confédéré et un temple de la quasi-religion qui s'est développée autour de sa personne.

L'université s'appelait d'abord Washington College. Elle avait offert le poste de directeur au général Robert E. Lee après la défaite de la Confédération, en 1865. Il l'avait occupé jusqu'à sa mort, en 1870. Son nom avait été accolé aussitôt après à celui de George Washington, associant le fondateur des États-Unis à celui qui avait tenté de défaire leur union.

Au sous-sol, en face du caveau, le bureau du général a été conservé pieusement dans l'état où il l'a laissé avant de mourir, emporté par une pneumonie. Le gisant, commandé à un sculpteur de Richmond, est inspiré de celui de la reine Louise de Prusse. À l'extérieur de la chapelle, une plaque de bronze indique l'emplacement où est enterré son cheval, Traveller.

Dans l'ouest de la Virginie, entre les monts Allegheny et la chaîne des Blue Ridge, l'université Washington & Lee a conservé sa réputation prestigieuse. Régulièrement classée dans les dix meilleurs *colleges*, elle est traditionnellement fréquentée par les fils de bonne famille du Sud et s'enorgueillit d'éduquer des générations de gentlemen. Le campus ressemble à un tableau, avec ses colonnades blanches devant les façades de brique rouge sombre, le vert velouté des pelouses où sautillent les écureuils et l'ombre bleutée des arbres centenaires.

Le passé de l'institution, financée à ses débuts par la vente d'esclaves légués par un généreux mécène, est évoqué avec la contrition qui convient. Le long du bâtiment principal, une plaque et un QR Code évoquent avec délicatesse cette *« histoire difficile mais indéniable »*. Un extrait du discours du président de l'université en 2016 explique la nécessité de regarder en face *« un passé que nous aurions préféré différent, mais que nous ne pouvons pas ignorer »*.

Le campus, qui occupe une large partie de la ville, jouxte celui d'une autre institution prestigieuse, le collège militaire Virginia Military Institute (VMI), d'où sont issus plusieurs célèbres généraux américains, comme Patton ou George Marshall.

Mais Lexington est surtout l'endroit où reposent les deux héros de la Confédération : Robert E. Lee et Stonewall Jackson, son fidèle lieutenant. Au VMI, le cheval de Jackson, Little Sorrel, est empaillé dans une vitrine, et l'on expose comme une relique la vareuse trouée d'une balle que le général portait le jour de sa mort. La statue de Jackson, qui fut professeur au VMI, s'élevait sur la pelouse, avant d'être retirée, en 2020, pour être exposée dans le musée de la guerre de Sécession de Virginie. Dans un livre consacré à la nostalgie de la Confédération, *Confederate in the Attic* (« les Confédérés dans le grenier »), le journaliste Tony Horwitz qualifiait Lexington de *« Mecque de la "cause perdue" »*.

Ce mythe s'est développé rapidement après la défaite du Sud. En évitant de mentionner l'esclavage, pourtant la raison première de la Sécession, une génération d'historiens entreprend rapidement de réécrire l'histoire de la guerre en faveur des vaincus. Ils rebaptisent le conflit « guerre entre les États » et le décrivent comme une deuxième révolution américaine, motivée par la défense des droits des États membres face aux empiètements du pouvoir fédéral. Les Confédérés sont présentés comme de courageux combattants succombant face à un adversaire supérieur en nombre, mais dont la vaillance continue de servir d'exemple.

Ce mythe prend de l'ampleur alors que s'achève, en 1877, la Reconstruction, l'éphémère tentative du gouvernement fédéral pour imposer l'émancipation politique des Noirs, avant de culminer au début du XXe siècle. Des statues et des monuments à la gloire des Confédérés sont érigés à travers tous les États du Sud, financés par des associations, comme l'Union des filles de la Confédération. Des livres tels qu'*Autant en emporte le vent*, immense succès de librairie avant de devenir un des films les plus vus de l'histoire, célèbrent la noblesse des héros sudistes face à la barbarie des soldats de l'Union. Le mythe de la « cause perdue » perdure même après la fin de la période de la ségrégation et l'octroi aux Noirs des droits civiques dans les années 1960.

> **« Les Confédérés ont choisi la trahison pour préserver l'esclavage et ils ont tué des soldats de l'armée américaine : ils formaient une armée immorale, combattant pour une cause immorale »**
>
> **Ty Seidule** Ancien élève de l'université Washington & Lee

Ty Seidule, qui fut élève à Washington & Lee avant d'intégrer l'académie militaire de West Point, a grandi dans le mythe de la « cause perdue » dans les années 1980. Il se souvient d'avoir reçu son diplôme dans la chapelle Lee. *« À l'époque, le gisant se trouvait au fond de la chapelle, comme l'autel d'une religion, et des drapeaux confédérés étaient accrochés. Depuis, un mur a été construit pour séparer la statue »*. L'édifice a aussi été débaptisé, perdant son nom de chapelle Lee pour devenir la chapelle de l'Université, et la date d'anniversaire du général a cessé d'être célébrée comme un jour férié sur le campus. *« À part le nom de l'université et son nom sur la résidence du président, toutes les autres mentions de Robert E. Lee ont été ôtées »*, explique Seidule.

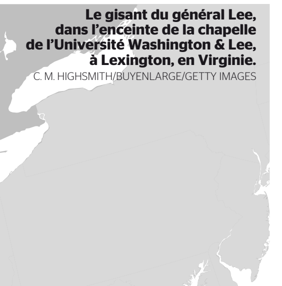
Le culte de la Confédération a commencé à être remis en question il y a seulement une dizaine d'années. Le massacre de plusieurs paroissiens de l'Église épiscopale africaine méthodiste Emanuel à Charleston en 2015 par un jeune suprémaciste blanc, admirateur de la Confédération, avait suscité un choc national. La gouverneur de la Caroline du Sud de l'époque, Nikki Haley, fait alors enlever le drapeau confédéré du capitole de l'État, où il flottait. L'emblème est retiré de la vente dans diverses chaînes de magasins, et plusieurs statues de généraux confédérés sont démontées à travers le Sud.

Le mouvement déclenche des réactions. En 2017, pendant la première année du mandat de Trump, la décision de la municipalité de Charlottesville, en Virginie, de démanteler les statues équestres du général Robert E. Lee et de Stonewall Jackson dans un parc de la ville suscite une manifestation de l'extrême droite. Des suprémacistes blancs défilent avec des drapeaux confédérés, mais aussi des drapeaux nazis. L'un d'entre eux fonce avec sa voiture dans les rangs des contre-manifestants, tuant une jeune femme. Une remarque ambiguë de Trump, qui déclare qu'il y a *« de très braves gens des deux côtés »*, suscite un tollé.

Ty Seidule est colonel et professeur d'histoire militaire à West Point quand éclate cette guerre mémorielle. Propulsé à une soudaine célébrité en ligne par une vidéo qu'il enregistre sur le sujet en 2015, il est invité par son *alma mater*, W&L, pour s'exprimer sur la question de la mémoire de la Confédération. Dans la chapelle-mausolée de Lee, ce Virginien élevé dans le culte du général rebelle explique que le mythe de la « cause perdue » n'est qu'un mensonge et que Lee s'est rendu coupable de trahison en prenant les armes contre son pays pour créer une république esclavagiste. *« J'ai dû retirer mon numéro de téléphone du site de l'académie militaire, et je continue à recevoir des insultes et des menaces*, explique-t-il. *L'histoire est toujours dangereuse, car elle remet en question nos mythes et notre identité. »*

Seidule, retraité, reprend les thèmes de son discours dans un livre intitulé *Robert E. Lee and Me : A Southerner's Reckoning with the Myth of the Lost Cause* (« Robert E. Lee et moi : un Sudiste face au mythe de la "cause perdue" »). *« Mon parcours personnel rend mon propos plus puissant qu'un récit historique, car il émane d'un officier sudiste, blanc, éduqué à Washington & Lee, général dans l'armée américaine, professeur émérite à West Point : tous ces titres mettent les gens en colère. »*

La mort de George Floyd, délinquant noir tué par la police lors de son arrestation, en 2020, déclenche une nouvelle vague d'indignation contre les symboles confédérés. À Richmond, l'ancienne capitale du Sud, une statue équestre de Lee est retirée après des mois de manifestations.



Le gisant du général Lee, dans l'enceinte de la chapelle de l'Université Washington & Lee, à Lexington, en Virginie.
C. M. HIGHSMITH/BUYENLARGE/GETTY IMAGES

Le nouveau secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, deuxième Noir à occuper ce poste, crée une commission chargée de débaptiser les nombreuses installations militaires nommées en hommage à des généraux rebelles. Il place à sa tête Ty Seidule : *« Les Confédérés ont choisi la trahison pour préserver l'esclavage et ils ont tué des soldats de l'armée américaine : ils formaient une armée immorale, combattant pour une cause immorale. Leurs noms n'ont rien à faire dans des enceintes de l'armée américaine, contre laquelle ils ont pris les armes. »*

En novembre 2023, le monument aux soldats confédérés a été retiré après des mois de controverse du cimetière national d'Arlington, qui fut l'ancienne propriété de Robert E. Lee. Mais les pressions ne sont pas à sens unique, et les mesures sont réversibles. En mai dernier, le conseil scolaire du comté de Shenandoah a voté le rétablissement des noms de deux héros confédérés de deux écoles qui avaient été débaptisées en 2020 dans la petite ville de Mount Jackson.

« Je crois, comme l'historien David Blight, que la guerre de Sécession est comme un dragon endormi de l'histoire américaine, toujours prêt à se réveiller et à cracher du feu quand nous nous y attendons le moins, dit Ty Seidule. *Nous n'avons donc pas fini de parler de ce conflit, et ce ne sera certainement pas le cas de mon vivant ni, je pense, de celui de mes enfants. »* ■

Retrouvez demain :
Une Amérique imprégnée de la mémoire de l'esclavage

« La philosophie est une approche du réel qui défait les écrans »

L'ÉTÉ DU FIGARO
La vie sans écrans **2/6**

ADÈLE VAN REETH

Comment é chapper à l'appel des smartphones ? Qu'il s'agisse de tenter une déconnexion estivale, de repenser notre rapport aux écrans ou de fuir le tumulte du monde, plusieures personnalités nous invitent cette semaine à renouer avec les joies que procurent le silence, la nature, la philosophie, la littérature, l'art et la conversation. Adèle Van Reeth* fait l'éloge de la philosophie, un exercice de lucidité fondamental auquel chacun peut se prêter, pour aller vers le réel et tromper le déni.

PROPOS RECUEILLIS PAR **Martin Bernier**

LE FIGARO. – Pendant douze ans, vous avez produit l'émission « Les Chemins de la philosophie » sur France Culture, dont un des objectifs était de rendre la philosophie accessible au plus grand nombre. Pensez-vous que chacun ait besoin de plus de philosophie dans sa vie ?

ADÈLE VAN REETH. – Le présupposé de l'émission était que, quel que soit le sujet abordé, on pouvait s'adresser à tout le monde ; que chacun, peu importe son niveau d'études, sa formation ou son expérience, pouvait avoir un accès direct à des concepts, à des textes, à des pensées qui paraissent parfois inaccessibles. Il s'agit moins de dire que chacun gagnerait à avoir plus de philosophie dans sa vie que de postuler que nous avons tous accès à des questionnements philosophiques. Mais les occasions de réveiller cet accès-là nous sont trop rarement données.

Je tiens à ne pas réduire la philosophie à une discipline qu'on enseigne en terminale, à l'université ou dans les livres. Je la considère comme une façon de réfléchir sur le monde et une manière d'accéder au réel. Prise comme cela, la philosophie est absolument audible et visible par tout le monde. On manque sans doute de médiations pour y parvenir, mais j'ai aussi constaté qu'il y avait beaucoup de personnes n'ayant pas fait de philosophie qui, dans leur manière de s'exprimer, de réfléchir ou de poser des questions, avaient une approche philosophique face aux choses. Et je n'entends pas par « philosophique » la dimension assez galvaudée d'« avoir une bonne philosophie de vie », ni un système de pensée. C'est simplement s'étonner du fait que les choses soient. Je croise souvent des personnes qui s'interrogent sur quelque chose qui est et, sans en chercher forcément le sens, mettent en interrogation le fait que ce soit ainsi. Pour moi, c'est hautement philosophique !



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

> Philosopher, ce n'est pas se réfugier dans des concepts abstraits, c'est au contraire avoir le courage d'affronter l'immédiat. La philosophie est un retour au réel. C'est le meilleur remède contre l'esquive »

Dans vos livres *La Vie ordinaire* et *Inconsolable*, vous racontez deux événements – la naissance d'un enfant et la perte d'un proche – face auxquels la philosophie ne vous a été d'aucune aide. Marguerite Yourcenar écrit qu'*« on arrive vierge à tous les événements de la vie »* : la philosophie ne peut-elle pas nous préparer à vivre de tels bouleversements ?

Je ne crois pas. Et c'est d'ailleurs pour cela que j'ai écrit ces livres. À quoi bon un tel compagnonnage de vingt ans avec ces textes philosophiques s'ils ne me sont d'aucun secours au moment où j'aurais le plus besoin d'eux ? C'est ce que j'ai eu envie de creuser, c'est ce qui m'a conduite à l'écriture.

L'accouchement est une question qui n'est jamais abordée dans les textes de philosophie : Platon dit bien que le philosophe est un accoucheur, mais de l'esprit seulement. Le corps fécondé, le corps qui accouche et le corps qui allaite n'ont pas leur place dans l'histoire de la philosophie, sans doute parce que les hommes et les femmes qui sont passées à la postérité n'ont pas fait cette expérience-là. Dans *La Vie ordinaire*, la sceptique que je suis prend Descartes au mot : pour lui, la seule limite au doute est l'existence de Dieu ; pour moi, c'est celle d'un embryon à l'intérieur de mon corps. Je ne peux plus douter de mon existence puisque je porte la vie en moi… Ça change tout ! Attendre un enfant fournit un socle indubitable à l'existence. Pas besoin d'avoir fait des études de philosophie pour s'identifier à cette expérience.

Dans cette première expérience, la philosophie ne m'était donc d'aucun secours parce qu'elle était muette. Pour la seconde, dans le cas de la mort de mon père, c'était presque l'inverse : je constatais un trop-plein de références et de textes sur la mort, qui est le sujet philosophique par excellence. Et pourtant, même constat d'une inutilité de la réflexion philosophique. On dit souvent que la philosophie, c'est apprendre à mourir, mais, en réalité, rien ne nous prépare à la mort d'autrui. On en revient à la question initiale : à quoi bon tous ces auteurs ? J'essaie de rendre cet « à quoi bon » fécond, et je crois qu'il y a quelque chose de philosophique dans cette envie de continuer de creuser. Les philosophes qui me sont chers sont pour moi des compagnons de vie extrêmement stimulants, qui m'agacent autant qu'ils me fascinent.

Une des œuvres importantes de la philosophie médiévale est *La Consolation de philosophie*, de Boèce. Or, dans votre dernier livre, vous dites que l'on peut rester *« inconsolable »* face à certaines nouvelles. La philosophie, à défaut de nous préparer, peut-elle parfois nous consoler ?

Je ne pense pas que la philosophie console, si on entend par consolation quelque chose qui viendrait sécher nos larmes. J'ai un rapport à la philosophie quasiment opposé : ce que j'aime dans la philosophie, c'est qu'elle me rend absolument lucide. Plutôt que de sécher les larmes, elle me fait toucher du doigt tout ce que je me cache, qui était trop difficile à accepter. Mais, en cela, elle m'aide à vivre. Je conçois la philosophie comme un mode d'accès au réel premier, sans couche de déni. Plus qu'une consolation, la philosophie apporte une lucidité qui, me semble-t-il, est le meilleur viatique pour exister.

Dans cette quête de lucidité et de connaissance du réel, voyez-vous la philosophie comme une alternative aux écrans, comme un instrument de déconnexion ?

La philosophie est une approche du réel qui défait les écrans, si on entend « écran » au sens métaphorique comme ce qui nous éloigne du monde. Le travail de lucidité qu'est la philosophie consiste précisément à enlever les écrans protecteurs que l'on interpose entre nous et le monde pour éviter de voir les choses en face. Philosopher, ce n'est pas se réfugier dans des concepts abstraits, c'est au contraire avoir le courage d'affronter l'immédiat. La philosophie est un retour au réel. C'est le meilleur remède contre l'esquive : elle consiste à crever les écrans pour aller vers le réel.

Faut-il voir les écrans comme un nouvel avatar des ombres qu'on retrouve dans la caverne de Platon ?

On peut, à condition de ne pas considérer l'écran comme un moindre être. Je crois qu'un écran, une illusion, une ombre ou un film appartiennent tout autant au réel que le monde des idées. En cela, je ne suis pas du tout platonicienne, je ne fais pas de hiérarchie entre les différents modes d'existence : une copie n'est pas moins vraie que son original et notre vie dans les écrans n'est pas moins réelle que notre vie sans les écrans. Nous sommes maintenant des êtres numériques à part entière et il faut l'intégrer dans la pensée, sans jugement moral.

Les philosophes classiques peuvent-ils nous aider à réfléchir aux questions les plus actuelles, comme l'hyperconnexion ou l'individualisme contemporain, ou faut-il leur préférer les philosophes contemporains ?

Platon et Descartes, pour ne citer qu'eux, ont résolument quelque chose à nous dire aujourd'hui. Parce que, si la philosophie s'ancre dans le quotidien, elle saisit surtout un invariant dans la condition humaine. Cela fait qu'on se pose aujourd'hui les mêmes questions qu'Héraclite, par exemple, au VIe siècle av. J.-C. Il y a évidemment des progrès techniques, et l'ère numérique qu'on vit aujourd'hui est radicalement différente de la Grèce antique. Reste que les questions que se posent les philosophes classiques sont tout aussi pertinentes et opérationnelles, sur le temps qui passe, sur la nature humaine, sur notre besoin de sens, et ce, quelle que soit l'époque. Vous parlez du numérique : Bergson a écrit des pages magnifiques sur le virtuel. Et Leibniz sur l'infinité des mondes possibles…

La philosophie ne fait pas de progrès. Mais je crois que la force des philosophes contemporains est d'avoir à la fois une grande connaissance de l'histoire de la philosophie et une connaissance très fine de leur époque. L'une ne va pas sans l'autre. Quelqu'un qui connaît très bien son époque mais qui n'a jamais lu un livre de philosophie pourra difficilement produire un travail philosophique. Et à l'inverse quelqu'un qui a passé sa vie le nez dans les livres de philosophie mais ne connaît pas du tout l'époque dans laquelle il vit aura du mal à formuler une pensée pertinente.

Sur la compatibilité de la philosophie avec la vie quotidienne, Marguerite Yourcenar écrit dans *L'Œuvre au noir* : *« La démarche de l'esprit se frayant un chemin à l'envers des choses menait à coup sûr à des profondeurs sublimes, mais rendait impossible l'exercice même qui consiste à être. »* La philosophie est-elle incompatible avec la vie ?

Je m'identifie tout à fait à cette phrase de Marguerite Yourcenar, et pourtant je pense que j'ai tort. Je passe ma vie – même si c'est en train de changer – à redouter que le travail de la pensée m'éloigne du réel. Je le regrette, car je crois que c'est faux, mais je ne peux m'empêcher de croire que le temps que je passe à penser et à écrire, c'est du temps que je ne passe pas avec mes enfants ou avec mes amis, à aller courir, à faire toutes les choses que j'aime. J'ai même parfois l'impression que l'amour de la vie peut être un obstacle à la réflexion. Et en même temps je sais que la pensée se nourrit de cet amour pour la vie. Tout mon travail consiste à ne pas séparer philosophie et vie quotidienne. Il y a là une ambivalence que je trouve absolument passionnante : il faut faire en sorte que l'un ne soit pas un obstacle à l'autre, car je ne voudrais pas choisir.

Dans la vie familiale de tous les jours, en élevant des enfants, sentez-vous une médiation de la philosophie ?

Avec mes enfants, j'ai un rapport très premier, presque animal, pas du tout médié par la pensée, et c'est ce que j'aime. Mes enfants sont encore petits, j'essaie de leur transmettre le goût pour la vie en général, pas pour la philosophie en particulier. Pour ma part, je l'ai vécu comme une prise d'indépendance et d'autonomie. Je souhaite d'abord ancrer mes enfants dans le réel pour qu'ensuite ils en fassent ce qu'ils veulent. La transmission de capacités de raisonnement ne vaut rien si elle ne se double pas d'une gourmandise pour l'existence.

Maintenant que la philosophie n'est plus à proprement parler votre métier – vous dirigez France Inter –, votre rapport à la discipline a-t-il évolué ?

Effectivement, je ne suis plus dans un contact quotidien avec des textes de philosophie, dans des conversations quotidiennes avec des profs de philo, ce qui était quand même absolument inouï. Mais je crois que tous les textes que j'ai lus, toutes les discussions que j'ai eues à l'antenne me constituent. Je suis sûre que c'est forcément présent dans les décisions que je prends, et c'est parfois une force, parfois une faiblesse. C'est très intéressant de voir comment tout ce que j'ai appris prend forme dans quelque chose de très pratique, où, aujourd'hui, prendre le temps de réfléchir ou de poser les bonnes questions est immédiatement pris dans quelque chose de très concret, de planification sur plusieurs années, avec une matière qui n'est pas l'existence elle-même, mais une radio. J'ai changé de métier mais je n'ai pas changé de vie. ■

** Directrice de France Inter, Adèle Van Reeth a produit et animé l'émission « Les Chemins de la philosophie » sur France Culture. Elle a notamment publié « La Vie ordinaire » (Gallimard, 2020) et « Inconsolable » (Gallimard, 2023), qui sort en poche le 22 août.*


LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95 %) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président-directeur général Charles Edelstenne
Administrateurs Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication Marc Feuillée

Directeur des rédactions Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique Pierre Bayle
Rédacteur en chef Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news Bertrand Gié
Éditeurs Robert Mergui, Anne Pican

FIGAROMEDIAS 23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général Aurore Domont
Direction, administration, rédaction 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

LE TRI + FACILE

Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier 18 pages **Cahier 2 Économie** 6 pages

J. K. Rowling, la milliardaire qui voulait écrire pour « les gens ordinaires »

Madeleine Meteyer et **Alice Develey**

La romancière n'a jamais oublié ses années miséreuses. Admiratrice de George Orwell, elle s'est efforcée de garder un langage simple.



ILLUSTRATION : CHARLOTTE PAROIELLE

Ce matin-là, une femme rencontre un homme à l'aéroport de Londres. Les voyageurs sont pressés. La femme, la quarantaine, les mains baguées autour d'un gobelet, se cache derrière une longue frange blonde. À côté d'elle, une mallette. L'homme, un quinquagénaire aux sourcils touffus, mélange sa boisson. Quand ils se lèvent, l'homme saisit la mallette. Nous sommes le 12 janvier 2007, et Christopher Little, agent littéraire, vient de récupérer des mains de Joanne Kathleen Rowling le manuscrit le plus attendu de l'histoire de l'édition. Le septième et dernier tome de la saga *Harry Potter*. Le soir de la sortie des *Reliques de la mort*, l'écrivain dédicacera des exemplaires durant sept heures. En une semaine, 72 millions de livres seront vendus.

En quelques années, l'ancienne mère célibataire sans le sou est devenue riche et célèbre. Depuis vingt ans, elle s'efforce de se comporter comme si cela n'avait rien changé. Châtelaine en Écosse, suivie par 14 millions d'internautes, décorée par le prince William et par le président Sarkozy, J. K. Rowling est sûre d'être du peuple, de défendre « les petits ».

En 1990, sept ans avant la parution de *Harry Potter à l'école des sorciers*, J. K. Rowling est déjà écrivain. Enfin, elle écrit – un roman, plutôt pour les adultes – mais n'est pas publiée. À 25 ans, elle enchaîne les petits boulots, l'eye-liner épais, les Smith dans les oreilles, un diplôme de français et de lettres classiques dans la poche. Son couple est sa priorité et elle transite régulièrement entre Londres et Manchester (328 km) pour voir son compagnon. Un jour, son train a quatre heures de retard, et, à travers la vitre, se présente une vision. Celle d'un garçon malingre, myope… Les idées se bousculent.

Le processus d'invention de *Harry Potter* – la vision ferroviaire, le façonnement de l'histoire sans papier ni stylo pendant le trajet de quatre heures – est un récit connu. Une femme d'« *une pauvreté abjecte* », seule avec son bébé, a imaginé un univers peuplé de sorciers, de dragons à museaux courts où l'on crie « oubliettes ! » à ses ennemis pour troubler leur mémoire. Après douze refus d'éditeurs, le premier tome, *Harry Potter et la pierre philosophale*, a trouvé preneur auprès de Bloomsbury en 1997.

J. K. Rowling a régulièrement détaillé ces années. Au point qu'en 2007, revenant pour la télévision dans son ancien logement à Leith (Écosse), elle murmure, sur le seuil du salon : « *Ça ennuie les gens de savoir comment j'ai commencé à écrire car c'est une partie de ma vie qui a été racontée et racontée. Mais* (les larmes aux yeux, NDLR), *ce n'était pas un coup de pub, c'était ma vie.* » Et un coup de pub involontaire. Car la communication maîtrisée, fruit d'une pudeur inspirée par son passé précaire, a contribué à la rendre attachante et lui a permis de garder la tête froide.

Quand Harry Potter s'attellera à ses mémoires – né le 31 juillet 1980, il est encore jeune –, la partie sur son enfance sera bouleversante. Orphelin au berceau, des années à vivre dans un placard ; un affrontement avec un mage noir à plusieurs reprises durant sa scolarité… Si Joanne Rowling écrivait ses mémoires – elle est née le 31 juillet 1965 –, la partie sur l'enfance risquerait d'être moins trépidante. Dans son documentaire de 2007, le journaliste Runcie a beau en rajouter en prétendant que, comme son héros, elle a souffert, enfant, de « *privations* », il désigne en fait une coupe disgracieuse quand elle était bébé et des ménages à l'église mal chauffée du village pour gagner, avec sa sœur, un peu d'argent de poche.

Sa mère n'est pas une sorcière née dans une famille de moldus (les non-sorciers), elle s'appelle Anne, elle est technicienne de laboratoire. Son père n'est pas, contrairement à celui de Harry, capable de se transformer en cerf, il s'appelle Peter Rowling, est ingénieur en aéronautique. À 10 ans, Joanne est scolarisée dans un établissement où l'on n'enseigne ni les potions ni la métamorphose, mais l'histoire et les maths. Sa famille vit à Tutshill, dans le pays de Galles, près d'un château en ruines perché sur une colline. À l'école, du talent, mais pas de flamboyance.

Comme beaucoup de grands lecteurs, la fillette rêve de devenir écrivain. Ses parents traitent ce souhait selon la logique petite-bourgeoise : une « *excentricité amusante* » qui n'aidera « *jamais à rembourser un emprunt immobilier ni à garantir une retraite* », raconte-t-elle dans son discours aux étudiants de Harvard, en 2008. En guise de compromis qui « *ne satisfait personne* », Joanne choisit d'étudier les langues vivantes – elle parle français – puis les langues anciennes. Elle continue d'écrire. Elle verra bien, la vie est longue.

« *Nous devrons recevoir dans notre propre chair la cicatrice qui fera de nous de vrais hommes*, décrète José Saramago dans son roman *La Lucarne*. *Après, il ne restera plus qu'à agir.* » La cicatrice qui la poussera à agir, c'est-à-dire à s'entêter dans l'écriture, la jeune femme la reçoit à l'âge de 25 ans. Le 30 décembre 1990. À la mort de sa mère, emportée à 45 ans par une sclérose en plaques. « *J'étais avec la famille de mon petit ami, c'était la première fois que je passais Noël loin de chez moi* », racontera J. K. Rowling au *Telegraph*.

En 1991, la jeune femme rompt ; se fait licencier ; part enseigner l'anglais au Portugal, se remet en ménage, avec un journaliste local. Dans son sac, le manuscrit de *Harry Potter*. Un jour, c'est sûr, elle le terminera. Quand elle revient du Portugal, en 1995, c'est un enjeu vital. Au pays de l'alheira, saucisse fumée typique, elle a « *échoué de façon monumentale* ». Après un mariage très bref, elle est désormais « *une mère seule, et aussi pauvre qu'on peut l'être dans le Royaume-Uni actuel sans être SDF* », dira-t-elle en 2008 aux étudiants de Harvard. Les pensées noires l'assaillent.

Mais grâce à *Harry Potter*, dont elle a poursuivi l'écriture, et à sa fille, Jessica, c'est Baudelaire qui commande : de la boue faites de l'or. Elle se découvre « *une volonté d'acier* ». Jessica endormie, au chaud dans des cafés, dont l'Elephant House, à Édimbourg, elle donne forme à la Grosse Dame, aux dragées surprises de Bertie Crochue…

Entre Orwell et Rowling il existe un point commun profond. Tous les deux ont connu la pauvreté, en ont retiré une vision du peuple. Non pas louangeuse, mais clairement empathique

Le 4 avril dernier, *The Evening Standard*, quotidien conservateur britannique, a publié une tribune intitulée : « Sur le sujet trans, J. K. Rowling est l'héritière de George Orwell ». Deux jours plus tard, *The Telegraph*, quotidien non moins conservateur, lui a emboîté le pas avec cette colonne : « Pourquoi George Orwell aurait adoré J. K. Rowling. » Que partagent l'auteur de *La Ferme des animaux* et de *1984* et la mère de *Harry Potter* ? La même liberté d'expression, le courage, répondent les journalistes. Pour *The Telegraph*, J. K. Rowling refuse comme Orwell « *l'orthodoxie dominante* ».

Pour *The Evening Standard*, à l'image du journaliste infiltré chez les trimardeurs, elle a le courage de dire que « *deux et deux font quatre* » – elle emploie d'ailleurs souvent cette formule. Les deux papiers sont courts et omettent de préciser qu'entre Orwell et Rowling il existe un autre point commun, plus profond. Tous les deux ont connu la pauvreté, en ont retiré une vision du peuple. Non pas louangeuse, mais clairement empathique.

À Orwell, on doit la notion de « common decency », la décence commune, qui, selon le philosophe Bruce Bégout, désigne la « *moralité naturelle* » des gens simples dont la vie, moins soumise à des rapports de domination, porterait en soi des valeurs éthiques. Solidarité, franchise… Les romans de Charles Dickens avec « *leur sentimentalisme social* » et leur « *défense des petits* » en sont l'incarnation. L'écrivain du XIXe siècle a été l'inspiration de J. K. Rowling pour son roman *Une place à prendre*, sorti en 2012, qu'elle décrit comme un livre « *sur notre responsabilité envers les pauvres, les défavorisés, la misère des autres* ». Dedans, du sexe, des ados. Entre les personnages, des attentions minimes qui charrient tout l'amour du monde.

Dans *Harry Potter*, cette humanité brute transparaît également. Plutôt qu'un roman de cape et d'épée avec des héros lisses à la mission précise, c'est une œuvre antique où même les dieux se vautrent. Un combat du bien contre le mal mais non entre les mauvais et les bons. Les personnages, Harry en premier chef, luttent aussi contre eux-mêmes. Selon la philosophe Isabelle Madja, l'orphelin est un « *curieux mélange d'espoir et de doute, de confiance et de colère, de révolte et de résignation* ». Souffrant de privation chez son oncle et sa tante, il répond à la cruauté par l'ironie, prétend jeter des sorts à son cousin, enfreint la loi des sorciers en faisant gonfler la Tante Marge.

Le bon géant Hagrid est alcoolique, l'altier Dumbledore a été d'une lâcheté terrible dans sa jeunesse ; le Professeur Rogue s'est vengé par frustration amoureuse, racheté par amour… « *Certains personnages basculent de la lumière à l'ombre, et ceux qui paraissent du côté de la nuit se révèlent parfois de réels protecteurs* », a écrit le psychologue Jacques Arènes dans la revue *Études*. Chronique de l'ordinaire au pays des sorciers.

Se nourrir d'un gâteau le soir, jongler entre le professorat et l'écriture, dépendre des aides… Ce genre d'épisodes laisse des traces chez les êtres. Une réminiscence de la dèche pour la vie. Chaque fois que J. K. Rowling a été interrogée sur sa soudaine richesse, son visage s'est assombri. « *Seuls les gens qui ont été fauchés pourront comprendre : ce qui a vraiment changé est que je ne m'inquiète plus chaque jour au sujet de l'argent.* » La célébrité ? Sympathique, sans plus. Elle s'étonne qu'on fouille ses poubelles.

En interview, sur un tapis rouge, même chaussée d'escarpins de luxe qui font la star comme la tonsure fait le moine, elle semble gênée, décalée. Après s'être acheté des boucles d'oreilles coûteuses, elle fait un chèque du même montant à un organisme de bienfaisance, rapporte *The Telegraph*. La célébrité l'embarrasse. Elle ne sait pas « gérer », et donc elle gère sainement. En mettant de la distance, en entamant une thérapie entre la sortie du cinquième tome et du sixième. Quand un projet de parc d'attractions est lancé, elle suit cela, mais de loin. On lui propose de vendre ses personnages en figurines dans des Happy Meals ? Elle grimace. Pas son monde.

Aujourd'hui, Rowling est un auteur impossible à joindre. Pour essayer de lui parler, *Le Figaro* l'a contactée par tous les biais possibles. Un robot répond qu'elle se consacre à l'écriture. La vérité est qu'elle n'a nul besoin des médias. Twitter est son canal direct. Elle réagit aux sujets de son choix. En dehors de quelques photos de gâteaux, sa vie privée filtre peu. Pas de photo de son mari, l'anesthésiste Neil Murray, ni de ses trois enfants. Des selfies le jour de la Fête internationale du chien, la joue collée contre ses fox-terriers. Une nouvelle coupe. Un feu de cheminée. Sous une photo d'œuf en gelée, ce commentaire : « *À peu près sûre qu'on mange ça en enfer.* »

À 59 ans, elle reste progressiste, persuadée que « *la drogue et l'insécurité ont très souvent comme racine l'extrême injustice* ». Mais pas une progressiste pédante « *avec le petit doigt levé* » facilement choquée dont parla da Empoli dans ses *Ingénieurs du chaos* (Lattès, 2019). Rompue à l'air du temps, elle manie le trolling comme les trolls. À un fan de Trump qui menace de brûler ses livres, elle propose de prêter son briquet. C'est « Mme Tout-le-Monde » auréolée de l'influence monstre de l'auteur qui, dès son premier livre, a changé la face de la littérature pour enfants. ■

Retrouvez demain :
« Harry Potter », le livre qui a changé la littérature

LE FIGARO
économie



DISTRIBUTION
FAUTE D'ACHETER CARREFOUR, LE CANADIEN COUCHE-TARD VISE UNE PROIE JAPONAISE PAGE 22



ÉTATS-UNIS
LES DÉFAILLANCES SE MULTIPLIENT DANS LES START-UP AMÉRICAINES PAGE 24



L'industrie du jeu vidéo dans la tourmente



THOMAS KLERX, DENNIZN / SHUTTERSTOCK, SCHMITT TERRY/UPI/ABACA, AMAZING TRAVELS / SHUTTERSTOCK

Licenciements, coupes dans les budgets, défaillances d'entreprises : le secteur, d'abord en Amérique, puis en France, paie les excès de l'euphorie des années Covid. PAGES 20 ET 21

> FOCUS

LE « BILL GATES BRITANNIQUE » DISPARAÎT EN MER

C'est l'une des figures parmi les plus connues de la tech outre-Manche. Mike Lynch était, lundi soir, porté disparu depuis de longues heures, après le naufrage d'un supervoilier proche des côtes de Sicile ce week-end. L'homme d'affaires de 59 ans et 5 autres passagers n'ont pas été retrouvés après une minitornade qui a fait vaciller ce bateau de 56 mètres de long. Mike Lynch est l'un des entrepreneurs de la tech parmi les plus en vogue du pays au début du siècle. Docteur à l'université de Cambridge, où ses projets portaient sur l'étude des réseaux de neurones, il a fondé plusieurs sociétés dans les années 1980.

La plus célèbre d'entre elles est de loin Autonomy, un éditeur de logiciel spécialisé dans le big data. Créé en 1996, il avait été racheté en 2011 par le géant Hewlett-Packard pour 11,6 milliards de dollars. De quoi forger à Mike Lynch, passé entre-temps par le cabinet de deux premiers ministres, une réputation de « Bill Gates » local. La suite de l'histoire sera moins heureuse. Peu de temps après le rachat d'Autonomy, la direction d'HP le poursuit, avec son directeur financier, l'accusant d'avoir truqué ses comptes et gonflé ses ventes. Cette accusation donnera lieu à une longue et médiatique procédure judiciaire ainsi que l'extradition de Mike Lynch aux États-Unis, où il encourait une peine de 25 ans de prison. L'entrepreneur, lui, a toujours clamé son innocence dans ce dossier. Inculpé en 2018 par la justice, il avait été acquitté début juin 2024. *« J'ai hâte de rentrer au Royaume-Uni et de retrouver ce que j'aime le plus : ma famille et l'innovation »,* avait alors déclaré Mike Lynch. **LUCAS MEDIAVILLA**

Les petits patrons veulent un chef d'entreprise à Matignon

« C'est le Festival de Cannes des nominations », s'est agacé Michel Picon, le président de l'Union des entreprises de proximité (U2P), évoquant la course à Matignon sur RMC. Les chefs d'entreprise s'impatientent de connaître le nom du prochain premier ministre, chaque semaine qui passe étant une semaine de plus où les patrons *« ne commandent pas »*, *« ne recrutent pas »*, met en garde le leader du troisième syndicat patronal représentatif.

Face à des *« politiques qui s'écharpent parce que leur temps court d'une élection à l'autre »*, Michel Picon oppose *« ce que font les partenaires sociaux tous les jours »* : quand patrons et syndicats se réunissent, *« ils sont rarement d'accord sur tout, et même plutôt d'accord sur rien et quand ils sortent, ils ont trouvé un accord »*. Si ce n'est pas toujours le cas, les partenaires sociaux se félicitent de plusieurs accords signés récemment, dont un sur le partage de la valeur.

Si les politiques n'arrivent pas à faire de même, qu'ils aillent *« chercher dans le monde du syndicalisme, de l'entreprise, un patron reconnu »*, plaide Michel Picon, qui a sa petite idée. Jean-Dominique Senard lui *« paraît être un patron qui a la capacité »*. Réputé pour sa fibre sociale, il est passé par Total, Saint-Gobain et Michelin. Le nom de Sophie Thiéry, présidente de la commission travail et emploi du Cese (Conseil économique, social et environnemental) a aussi été évoqué. Les deux ayant rendu un rapport au gouvernement après les Assises du travail, qui *« nous inspire tous »*, affirme Michel Picon. **LOUISE DARBON**

L'ÉTÉ DU FIGARO

LES FANTÔMES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE **5/9**
PAGE 23

LA SÉANCE
DU LUNDI 19 AOÛT 2024


CAC 40
7502,01 +0,70%


DOW JONES
40809,97 +0,37%


ONCE D'OR
2424,00 (2420,00)


PÉTROLE (Brent)
79,080 (79,700)


EUROSTOXX 50
4872,12 +0,65%


FOOTSIE
8356,94 +0,55%


NASDAQ
19546,13 +0,19%

NIKKEI
37388,62 -1,77%

L'HISTOIRE

Séville menace de couper l'eau aux locations touristiques sauvages

« Deux chambres, salle de bains, vue sur la Giralda, Wi-Fi » et… « eau courante ». Cette dernière précision figurera peut-être sur les petites annonces que les propriétaires d'appartements touristiques publieront à Séville. Car la troisième ville la plus visitée d'Espagne a décidé de couper l'eau aux locations de type Airbnb qui ne respectent pas la réglementation ! Après s'être engagé en campagne à combattre le surtourisme et ses effets, le maire conservateur a choisi la manière forte. L'exécution de la menace, toutefois, ne sera pas immédiate. Le procédé prévoit une visite de la police municipale, un ordre de cesser l'activité si le logement ne respecte pas les normes - à Séville, la location touristique est uniquement autorisée au rez-de-chaussée et au premier étage, par exemple -, une vérification de l'abandon de la mise en location, puis, le cas échéant, un coup de fil à la compagnie des eaux. Dans un premier temps, la mairie évoquait un rythme de dix inspections par mois… soit un délai de presque dix ans pour venir à bout des quelque 5000 hébergements suspects. Le maire a ensuite indiqué que les équipes seraient étoffées pour accélérer la cadence. L'offre de meublés touristiques a encore augmenté de 23 % en 2023, pour dépasser 9500. Soit 30 755 places, davantage que les 24 983 places hôtelières.



La proposition du maire de limiter l'offre légale à 10 % du parc immobilier laisse encore de la marge. L'opposition réclame une réduction drastique de l'activité qui pèse sur les loyers ; ces derniers ont augmenté de 7,4 % en un an, selon le site immobilier idealista.com. ■ **MATHIEU DE TAILLAC**

General Motors taille dans ses effectifs liés aux logiciels

Le constructeur automobile américain General Motors (GM) a confirmé qu'il va procéder à des licenciements dans son activité dédiée aux logiciels et aux services informatiques. *« À mesure que nous bâtissons l'avenir de GM, nous devons simplifier nos opérations pour gagner en vitesse et en excellence*, a indiqué le groupe de Detroit (Michigan). *Pour ce faire, nous réduisons la taille de certaines équipes dans la division logiciels et services »*, a poursuivi le constructeur.

La chaîne américaine CNBC et le quotidien *The Detroit News* évoquent plus de 1000 suppressions de postes, citant des sources proches du dossier. Selon ces deux médias, 600 des postes supprimés le seront sur le site de Warren, dans le Michigan. Les salariés concernés auraient été avertis lundi matin.

En janvier 2023, le groupe avait annoncé qu'il prévoyait de réaliser plus de 2 milliards de dollars d'économies dans les deux ans à venir. Ces réductions d'emplois interviennent alors que les constructeurs automobiles tentent de réduire leurs coûts et, dans de nombreux cas, leurs effectifs, en raison des craintes d'un ralentissement des ventes. Et ce, alors qu'ils dépensent au même moment des milliards de dollars en investissement dans les véhicules 100 % électriques et les *« véhicules définis par logiciel »*, c'est-à-dire élaborés à partir de leur architecture électronique et logicielle.

Les logiciels, et plus particulièrement leur « monétisation », sont au cœur des préoccupations des constructeurs, y compris de GM, qui cherche à accroître ses bénéfices grâce à des revenus récurrents, tels que les abonnements dans des domaines aussi variés que le divertissement, la géolocalisation et les services liés à des activités professionnelles. **VALÉRIE COLLET**

Défaillances d'entreprises, licenciements, coupes budgets... Le jeu vidéo paie les excès des années

Chloé Woitier

Entamée il y a un an, la crise que traverse l'industrie du jeu vidéo s'intensifie. Parmi ses causes, la hausse des taux d'intérêt, mais aussi une surproduction que le marché peine à absorber.

« *Si d'ici à octobre nous ne trouvons pas 2 millions d'euros pour financer la fin de la production de notre jeu, cela pourra être la fin de notre entreprise après dix années d'existence* », confie au *Figaro* le cofondateur d'un studio français de jeu vidéo, qui préfère rester anonyme. En deux ans, il aura accumulé les déconvenues : un prestigieux investisseur international qui refuse de remettre au pot, deux éditeurs qui se rétractent juste avant la signature des contrats… « *Depuis ce printemps, nous avons engagé des discussions avec une vingtaine d'éditeurs, sans succès* », déplore-t-il. Ce jeu, en développement depuis plusieurs années, nécessite encore un an de travail avant de pouvoir être mis en vente. Mais les joueurs pourraient ne jamais l'avoir entre les mains. Une trentaine d'emplois sont en jeu.

Cette histoire devient malheureusement commune dans l'industrie du jeu vidéo, qui se rassemble cette semaine en Allemagne, au salon Gamescom. Si les visiteurs du parc des expositions de Cologne pourront essayer en avant-première les plus grosses productions du secteur, en coulisses « *beaucoup d'acteurs en manque de financements vont jouer leur va-tout* » dans le hall réservé aux professionnels, note Francis Ingrand, directeur de l'éditeur et distributeur Plug In Digital.

Cette lame de fond, qui a débuté l'été dernier, touche toutes les strates de cette industrie créative. En un an, près de 22 000 emplois ont été supprimés, principalement en Amérique du Nord. On ne compte plus le nombre de productions annulées ou de studios brutalement fermés par leurs prestigieux propriétaires, Sony, Microsoft, EA… « *La crise est violente aux États-Unis, où les salaires sont très hauts et les filets de sécurité sociaux inexistants. Mon mur LinkedIn est rempli de professionnels qui craignent de devoir hypothéquer leur logement. Cette précarité nourrit les mouvements appelant à la syndicalisation* », note Alex Delamaire, directeur du développement commercial du studio canadien Blackbird Interactive. Cette entreprise a dû se séparer d'une centaine de salariés, soit la moitié de ses effectifs, après des annulations de contrats de codéveloppement.



On voit déjà de gros studios français réduire la voilure parce que leurs relations se compliquent avec leurs éditeurs ou investisseurs. Il va y avoir beaucoup de fermetures d'entreprise d'ici à la fin de l'année »

Julien Villedieu Président de la société de conseils Level Link Partners

L'Europe n'est pas épargnée. « *La déferlante arrive en France, et elle va faire des dégâts* », prévient Julien Villedieu, président de la société de conseils Level Link Partners et ancien délégué général du Syndicat national du jeu vidéo (SNJV). « *On voit déjà de gros studios français réduire la voilure parce que leurs relations se compliquent avec leurs éditeurs ou investisseurs* », poursuit-il. « *Il va y avoir beaucoup de fermetures d'entreprise d'ici à la fin de l'année* », prédit aussi Francis Ingrand. Mais, pour Bertrand Vernizeau, directeur du fonds Game Seer Venture Partners, « *tout ce qui est en train de se passer n'est pas justifié. On parle quand même d'une industrie qui pèse 200 milliards de dollars, soit bien plus que la musique ou le cinéma, et qui continue de faire beaucoup d'argent.* »

Le jeu vidéo paie de plein fouet les excès des années Covid, qui s'étaient traduites par un boom des dépenses dans le gaming chez des consommateurs confinés en manque de divertissement. Cette période dorée s'est traduite par deux erreurs d'appréciation. Tout d'abord, le monde du capital-risque, incité par des taux d'intérêt alors très bas, déverse des milliards de dollars sur ce qu'il considère comme des futures pépites du secteur (7,5 milliards rien que pour 2021 en Europe et en Amérique du Nord), parfois sur la foi d'une simple présentation Power Point et d'un CV a priori flatteur. « *Le problème est que de mauvaises personnes vont investir dans de mauvais projets* », poursuit Bertrand Vernizeau.



Cela fait un an que nous n'avons pas signé de nouveaux jeux en édition et que nous ne remplaçons plus certains départs dans l'entreprise afin de préserver notre trésorerie



Francis Ingrand Plug In Digital

Les financeurs traditionnels du jeu vidéo emboîtent le pas. De grands groupes chinois, comme Tencent, accélèrent leur politique de prises de participation au capital de centaines d'entreprises. Les éditeurs, comme Microsoft, Sony ou le français Nacon, sortent leurs chéquiers pour acquérir des studios à des prix jugés aujourd'hui excessifs. Plus largement, « *la certitude que le jeu vidéo va continuer à gagner des milliards de dollars de revenus supplémentaires chaque année va mener à plusieurs décisions, comme donner le feu vert au développement de nombreux jeux, accroître leurs budgets, acheter des studios, embaucher, etc.* », note sur X l'investisseur américain Matthew Ball. « *Cela conduira à des objectifs de ventes qui s'avéreront irréalistes et à une surproduction que le marché ne pourra pas absorber.* »

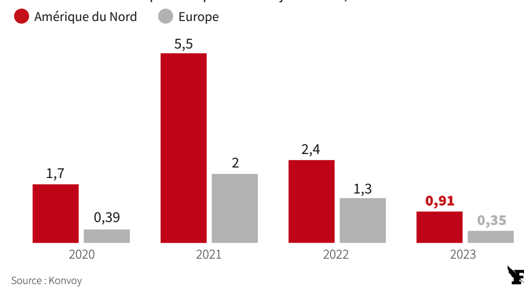
La gueule de bois est aggravée par la flambée des taux d'intérêt. Le capital-risque s'évapore (80 % de financements en moins entre 2021 et 2023), « *ce qui rend aujourd'hui les levées de fonds extrêmement difficiles* », souligne Aurélien Merville, consultant indépendant. Les éditeurs, eux, redoublent de prudence, « *d'autant que leurs liquidités leur rapporteront plus si elles restent en banque* », poursuit-il. « *La vraie question, c'est : quand les taux baisseront-ils ? C'est cela qui aura le plus d'impact sur le redémarrage de l'industrie.* » Mais il s'agit d'un levier sur lequel le secteur n'a aucune prise.

Ce nouveau paradigme a des conséquences concrètes pour les acteurs du jeu vidéo, qu'ils soient créatifs ou éditeurs. « *Notre priorité est de ne pas annuler des productions en cours, même si cela signifie réduire leurs budgets ou rogner sur les dépenses marketing*, explique Francis Ingrand, de Plug In Digital. *Cela fait donc un an que nous n'avons pas signé de nouveaux jeux en édition et que nous ne remplaçons plus certains départs dans l'entreprise afin de préserver notre trésorerie.* »

Les éditeurs veulent aussi diminuer leur risque au maximum. « *Il y a un décalage stupéfiant des attentes*, note Julien Villedieu. *Des studios cherchent 2 millions d'euros pour 3 ans de production alors qu'en face les éditeurs sont prêts à mettre 500 000 euros maximum pour des jeux prêts à sortir sous 18 mois.* » « *Nous avons tous surpayé des projets ces dernières années, quand on les rapporte à leurs chiffres de vente. Ces coûts plus raisonnables nous laissent entrevoir de la rentabilité* », explique Francis Ingrand. Ces exigences rehaussées se retrouvent chez les investisseurs. « *Ce que je cherche, ce sont des pâtissiers avec les mains dans la farine, des gens sérieux qui sont en train de travailler activement sur leur jeu et qui sont au-delà du simple prototype. L'argent gratuit, c'est fini* », souligne Bertrand Vernizeau, dont le fonds Game Seer réalise 4 investissements par an sur 1500 dossiers reçus.

L'effet Covid a disparu

Investissements en capital-risque dans les jeux vidéo, en milliards de dollars



Source : Konvoy

Pour Stéphane Rappeneau, cofondateur de WeirdLoop (sous-traitance artistique) et ancien de la Société générale Corporate and Investment Banking, « *cette industrie va devoir apprendre la discipline financière, et cela risque de se faire dans la douleur* », estime celui qui parie sur une disparition de 20 % des emplois. Les acteurs interrogés par *Le Figaro* qui traversent sereinement cette période de turbulences ont un point commun : une importante trésorerie.

« *Nos jeux de stratégie se vendent sur le long terme. Cela fait sept ans que nous mettons à jour notre titre Northgard, dont les revenus réguliers nous permettent de financer de nouveaux projets* », explique Nicolas Cannasse, directeur de Shiro Games. Le studio de jeux mobile Madbox, un secteur aussi en difficulté, a, lui, « *levé 15 millions d'euros en 2019 pour avoir de la liquidité en cas de crise, et nous n'y avons jamais touché depuis* », explique son fondateur Maxime Demeure.

Certains acteurs de la sous-traitance tirent aussi leur épingle du jeu. Le groupe Virtuos, l'un des champions mondiaux du codéveloppement, voit « *arriver des opportunités que l'on ne voyait pas avant* » : « *Nous apportons une solution et de la flexibilité aux éditeurs et studios qui ne veulent pas prendre le risque de recruter* », indique Clément Galiay, directeur de Virtuos Paris. Mais tous ne profitent pas de cette flexibilité. « *Nous avons parié en début d'année que les groupes qui ont licencié allaient devoir sous-traiter. Mais nous voyons surtout des projets annulés ou bien qui restent internalisés, quitte à surcharger de travail leurs équipes en place* », note une entreprise française.

Le secteur s'interroge plus largement sur sa surproduction. « *La vérité de cette*



La Gamescom *(ici, en 2023)*, le plus grand salon du jeu vidéo d'Europe, ouvrira ses portes cette semaine, à Cologne,

Le rêve du « Netflix du gaming » peine à se réaliser

Une cinquantaine de jeux vidéo présentés, dont une dizaine exclusifs à sa console, des sessions de démonstrations inédites auxquelles les spectateurs pourront jouer… Microsoft consacre d'importants moyens pour son stand au salon Gamescom, qui ouvre ses portes au grand public ce mercredi à Cologne (Allemagne). Il est d'ailleurs le seul fabricant de consoles à faire le déplacement à ce grand rendez-vous mondial de l'industrie, Sony PlayStation et Nintendo ayant passé leur tour. L'américain n'est toutefois pas en position de force. L'heure est même des plus délicates pour le numéro trois du marché : sa stratégie peine à porter ses fruits et plusieurs décisions récentes ont déboussolé sa clientèle. « *Tout le travail de communication entrepris depuis cinq ans pour redorer le blason de Microsoft dans les jeux vidéo et le faire paraître comme le "good guy" de l'industrie a été mis à bas en quelques mois* », note un bon connaisseur du secteur.

L'année 2023 s'était pourtant achevée, après de longues et âpres enquêtes des autorités de la concurrence à Washington, Londres et Bruxelles, par l'acquisition pour 75 milliards de dollars du poids lourd Activision-Blizzard-King, détenteur des puissantes licences Call of Duty, Warcraft, Diablo et Candy Crush. De quoi faire entrer dans une nouvelle dimension Xbox, la division jeux vidéo de Microsoft, présidée par Phil Spencer. Mais l'intégration de ce mastodonte entraîne début 2024 une inévitable restructuration (1900 postes supprimés) qui écorne l'image du groupe, car les coupes s'étendent hors du périmètre attendu. Les bureaux français de l'éditeur américain Bethesda (acquis en 2021 pour 7,5 milliards de dollars), qui géraient le marketing et les relations avec les créateurs de contenus hexagonaux, ferment ainsi brutalement fin mars.

Un avant-goût de l'annonce, en mai, de la fermeture de quatre studios de production acquis par Microsoft au cours des dernières années. « *Cela a mis un énorme coup au moral de l'industrie qu'une telle décision provienne d'une des plus grandes valorisations boursière au monde* », note Alex Delamaire, directeur du développement du studio canadien Blackbird Interactive. Le studio Arkane Austin, créé en 2006, est rayé de la carte après le lourd échec critique et commercial de son jeu en ligne Redfall. La même sanction s'abat à la surprise générale sur le studio japonais Tango Gameworks, pourtant auteur du jeu Hi-Fi Rush, qui, lui, avait obtenu bonne presse. L'entreprise vient d'être sauvée in extremis par le groupe coréen Krafton.

Développement plus lent que prévu

« *Je l'ai dit et répété : je dois gérer une activité économiquement viable au sein du groupe. Et cela signifie que je dois parfois prendre des décisions difficiles qui, sincèrement, ne me plaisent pas, mais que quelqu'un doit prendre* », a expliqué Phil Spencer en juin auprès du média spécialisé IGN. Arrivé à la tête de Xbox en 2014, ce dernier déroule depuis une stratégie mûrement réfléchie : s'appuyer sur l'essor du cloud, où Microsoft règne en maître aux côtés d'Amazon et de Google, pour élargir fortement le public du jeu vidéo et révolutionner le modèle économique de l'industrie. Tout comme la musique et le cinéma, le jeu vidéo pourrait connaître à son tour une révolution streaming menée par Microsoft, où les consoles rejoindraient les lecteurs CD et BluRay au rayon des reliques du passé.

Mais le géant américain se heurte à un développement plus lent que prévu des infrastructures très haut débit. « *Le rendu à l'écran en streaming et l'expérience générale ne valent pas encore ceux des consoles et PC haut de gamme* », note un expert. Le groupe

dans les Covid

industrie, c'est que tu peux travailler deux ans sur un jeu qui te rapportera au final 500 euros», soupire le développeur Yannick Elahee, qui a dû fermer son studio Blanket Games. D'autres s'inquiètent de



Cette industrie va devoir apprendre la discipline financière, et cela risque de se faire dans la douleur »

Stéphane Rappeneau
Cofondateur de WeirdLoop

voir des productions à gros budget avoir essuyé ces derniers mois de lourds échecs commerciaux alors que le marché ne semble plus graviter qu'autour d'une poignée de licences ultrapuissantes. *«Il va falloir produire moins et faire plus petit pour moins cher»*, résume un créatif. Une chose est sûre : pour le jeu vidéo, une nouvelle ère a commencé. ■

22 000 licenciements **dans le jeu vidéo depuis l'été 2023**



en Allemagne. THOMAS KLERX

pour Microsoft

reste donc encore dépendant des ventes de sa console Xbox Series, qui est à la peine face à la PlayStation 5 de Sony. *«Microsoft est l'homme malade du marché des consoles, il suffit d'observer ses maigres rayons en magasin pour s'en rendre compte»*, note un acteur de l'industrie.

Autre déconvenue : le Game Pass, un abonnement permettant de télécharger en illimité une centaine de jeux dont tous ceux produits par les studios de Microsoft, peine à décoller. Il atteignait, en février, 34 millions de clients, sur un objectif de 100 millions en 2030. L'ajout du catalogue d'Activision-Blizzard, avec en point d'orgue la disponibilité pour tous les abonnés du prochain Call of Duty dès le jour de sa sortie, pourrait lui donner un coup de fouet.

Mais cette stratégie est à double tranchant : le Game Pass tend en effet à cannibaliser les ventes au plein tarif des nouveautés, qui ont nécessité pour certaines des dizaines de millions de dollars de budget. C'est pourquoi Microsoft vient de fortement rehausser le prix de son abonnement (18 euros par mois, contre 9,99 euros en 2022) et a décidé de proposer certaines de ses productions sur les consoles concurrentes. Des décisions rationnelles, mais perçue comme un renoncement par les fans de la marque Xbox. ■ **C.W.**

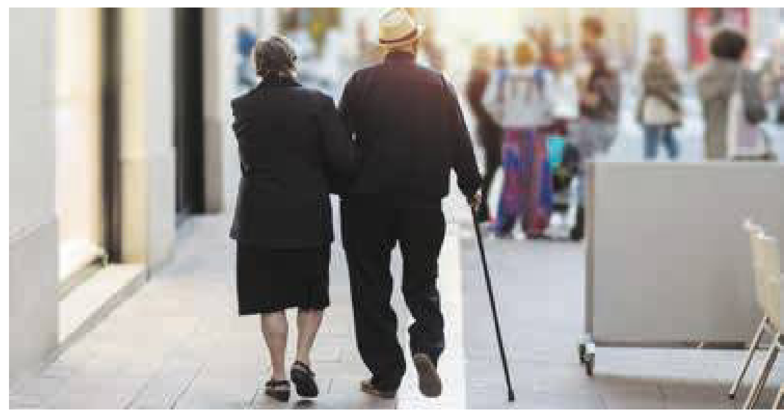
Le spectre de la désindexation des retraites et des prestations sociales revient hanter le budget

Julie Ruiz Perez

Bercy préconisait un gel des pensions et autres allocations. Matignon a dit non.

À certains égards, l'élaboration du budget 2025 s'apparente à un film d'épouvante. Texte crucial de la rentrée, le projet de loi de finances (PLF) cristallise toutes les angoisses de la crise politique en cours. Fera-t-il l'objet d'une motion de censure? Mènera-t-il à une impasse budgétaire ou à une crise de la Ve République? À ces scénarios effrayants s'ajoutent les mesures revenantes qui peuplent les couloirs de Bercy quand il s'agit de proposer des économies pour assainir les comptes publics. Parmi elles, l'«année blanche» – ce dispositif qui consiste à ne pas augmenter les retraites et les prestations sociales d'une année sur l'autre (à ne pas tenir compte de l'inflation, donc) – a récemment fait son retour dans les débats budgétaires en coulisses, selon certaines sources proches de l'exécutif.

Concrètement, début août, Bruno Le Maire – soucieux de mettre les finances publiques sur une trajectoire qui leur permettraient de revenir sous les 3 % de déficit d'ici 2027 – a proposé à Matignon un plan pour réduire les dépenses de l'État de 5 milliards d'euros par rapport à la loi de finances 2024 via les lettres plafonds *(lire nos éditions du 19 août)*. Préparés par Bercy, arbitrés et envoyés par le premier ministre (de concert avec l'Élysée), ces documents fixent les dépenses des ministères pour l'année suivante et seront envoyés dans les prochains jours.



Le régime de retraite de la fonction publique représentait 64 milliards d'euros en 2024, *«soit 14 % du montant global du budget général»*, selon un rapport du Sénat. HJBC/STOCK.ADOBE.COM

Économies substantielles

Dans la copie proposée par Bruno Le Maire, une *«large part des coupes»* concernait *«le gel des retraites des fonctionnaires et des autres prestations sociales»*, affirme un conseiller. En tout, cette désindexation aurait permis d'économiser près de 2,6 milliards d'euros, selon les documents présentés par Bercy. En effet, même si beaucoup de prestations indexées dépendent de la Sécurité sociale (c'est le cas des retraites des salariés du privé et des allocations familiales, par exemple), d'autres figurent dans le budget des ministères comme l'allocation adulte handicapé (AAH), la prime d'activité ou encore les aides personnelles au logement (APL). Le régime de retraite de la fonction publique dépend lui aussi du budget de l'État. Il représentait l'enveloppe conséquente de 64 milliards d'euros en 2024, *«soit 14 % du montant global du budget général»*, selon un rapport du Sénat.

Malgré les économies substantielles qu'elle aurait permis de faire, l'idée est loin de séduire dans les rangs de l'ancienne majorité. *«Une telle mesure aurait pu peser négativement sur la croissance»*, s'indigne un initié. *«Il est tout à fait naturel que le ministre en charge des comptes propose des économies et que le premier ministre prenne en compte des considérations plus générales au moment de trancher»*, tempère un ponte de Matignon. Justement, ce week-end, Gabriel Attal a arbitré contre cette mesure. *«Elle ne figure pas dans la copie qu'il fera parvenir aux ministères»*, confirme-t-on au sein de l'exécutif. Pour sa part, Bercy, malgré la déconvenue, revendique d'avoir mis en avant cette mesure impopulaire. *«Nous assumons parfaitement d'avoir préconisé quelques économies – même si ce n'étaient pas les seules – sur des prestations et des pensions.»*

Si cette mesure vient pour l'instant d'être rangée dans un tiroir, un haut gradé du camp Macron n'exclut pas son retour très prochain. *«Ce n'est pas parce que l'idée d'une forme de désindexation n'est pas pour l'instant dans la copie du gouvernement actuel qu'elle ne peut pas refaire surface dans le débat budgétaire. Il reviendra au prochain premier ministre de prendre cette décision. Le Parlement tranchera»*, professe-t-il.

Ce genre de mesure a, par exemple, déjà été utilisée en 2019, sur l'ensemble des pensions, comme un moyen simple d'assainir quelque peu les comptes. Les retraites de base n'avaient été revalorisées que de 0,3 % alors que l'inflation tournait autour de 1,3 %. Gain financier pour les caisses de l'État : environ 2,8 milliards d'euros. Selon l'expert des finances publiques François Ecalle, *«1 % de sous-indexation des retraites correspond environ à 3 milliards d'euros»* aujourd'hui. Alors que l'inflation s'établirait autour de 2,5 % en 2024, une désindexation des retraites pourrait donc permettre d'économiser plus de 2 fois cette somme, et ce sans compter les gains liés à la désindexation des autres prestations sociales (APL, allocations familiales, etc.). Si l'idée peut paraître simple budgétairement, elle est explosive politiquement. C'est pourquoi elle n'est utilisée que très exceptionnellement par les différents gouvernements.

Pourtant, au début de l'année, alors que débutait la campagne des élections européennes, le ministre délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave, avait osé évoquer cette idée en se déclarant ouvert à *«un débat sur la désindexation des retraites»*. Une porte qu'Emmanuel Macron avait aussitôt refermée. *«Il faut arrêter de sortir des mesures qui n'ont même pas été évoquées, sauf si vous voulez perdre les élections…»*, avait taclé le chef de l'État en Conseil des ministres. Quelques semaines plus tard, le député Sylvain Maillard était pourtant revenu à la charge en affirmant qu'il travaillait avec certains de ses confrères sur la possibilité d'une «année blanche» en 2025.

Ulcérés par cette piste qui devenait récurrente, Les Républicains avaient d'ailleurs, à l'époque, sorti l'artillerie lourde en affirmant que, si le gouvernement incluait une sous-indexation des retraites dans le budget 2025, ils n'hésiteraient pas à déposer une motion de censure. Une motion de censure qui, ironiquement, si elle avait été votée, aurait probablement conduit à… une dissolution de l'Assemblée nationale et à la recherche d'un nouveau premier ministre. ■

Les caisses de l'État australien souffrent du ralentissement de la demande chinoise

Clara Galtier

La baisse des exportations de minerai de fer fait craindre à Canberra une perte de recettes budgétaires.

L'effet domino du vacillement de l'économie chinoise se poursuit. Cette fois, c'est l'Australie, premier exportateur mondial de minerai de fer, qui tire la sonnette d'alarme. Le ministre des Finances, Jim Chalmers, a averti ce lundi que la chute des cours de cette matière première essentielle à la fabrication de l'acier pourrait priver le budget national de plusieurs milliards de dollars.

Les difficultés dans le secteur immobilier chinois, incarnées par la chute du mastodonte Evergrande, ont déclenché une baisse des constructions d'appartements, entraînant une réduction de la demande en matières premières, dont l'acier. Conséquence directe, le prix du minerai de fer a chuté d'environ 38 % depuis le début de l'année. Il est passé de 230 dollars la tonne en mai 2021 à moins de 100 dollars la tonne le 15 août 2024.

Or, l'industrie du fer est cruciale pour l'économie australienne. En 2023, le pays a extrait environ 935 millions de tonnes de minerai, soit 40 % de l'offre mondiale. La Chine, de loin son premier client, absorbe à elle seule près de 70 % des exportations australiennes. L'année dernière, la production d'acier chinois, à la première place mondiale en termes de volume, a atteint des niveaux proches des records. Sauf que les prévisions pour 2024 sont loin d'être rassurantes pour Canberra. Pékin importe chaque année de grandes quantités pour sustenter ses industries mais la demande d'acier intérieure devrait diminuer de 1,7 % après une baisse déjà notable de 3,3 % en 2023, selon les données publiées par l'agence Reuters.

70 % du fer **australien sont exportés vers la Chine**

Les sociétés minières australiennes ont déjà subi le contrecoup. *«L'Australie perd des milliards de dollars à cause de la Chine»*, s'inquiète la presse nationale, alors que les actions de Rio Tinto et de BHP, deux des plus grands producteurs mondiaux, dévissent d'environ 20 % depuis janvier. La gouverneur de la Banque centrale d'Australie, Michele Bullock, a déclaré au Parlement la semaine dernière qu'elle suivait la situation de près.

«Les développements en Chine peuvent avoir un impact assez important sur la façon dont notre commerce se développe et, par conséquent, sur notre croissance», a-t-elle souligné. Il faut dire que la dépendance de l'Australie à la demande chinoise en minerai de fer est doublement risquée : elle repose à la fois sur les fluctuations des prix mondiaux et sur les cycles économiques du secteur de la construction en Chine, le principal consommateur d'acier. Avec un prix du minerai de fer se clôturant à 81,80 dollars la tonne jeudi dernier, il est en dessous des prévisions de recettes du gouvernement lors de l'élaboration du budget, qui était d'environ 83 dollars la tonne.

Selon le quotidien australien *The Daily Telegraph*, le Trésor avait certes estimé que le prix du minerai de fer baisserait, pour atteindre un prix à long terme de 60 dollars la tonne d'ici mars 2025. Or, la trajectoire actuelle indique un niveau de baisse plus important. La matière première a perdu 7,5 % rien que la semaine dernière. Des signes qui laissent à penser au ministère des Finances que ce cycle de baisse pourrait réduire les recettes fiscales d'environ 3 milliards de dollars australiens (2 milliards de dollars américains) au cours des trois à quatre prochaines années.

Le plus grand producteur d'acier au monde, le groupe sidérurgique chinois Baowu, a averti que les problèmes du secteur pourraient durer plus longtemps et être plus graves que prévu. La croissance de la Chine a en outre été plus faible que prévu au cours du trimestre terminé en juin (+4,7 % sur un an). Et les dernières données publiées jeudi dernier vont aussi dans le sens d'un ralentissement au troisième trimestre.

Le minerai de fer représentait l'an dernier 18 % des exportations totales de l'Australie. Une manne qui a dopé les recettes fiscales de Canberra, comme les profits de l'industrie minière pendant des décennies. Pékin achète aussi en quantité des hydrocarbures, des céréales et de la viande ou encore du cuivre australien. À mesure que la demande chinoise fléchit, le pays pourrait être contraint de repenser sa stratégie économique dans l'optique de diversifier ses partenaires commerciaux et de réduire sa dépendance à son partenaire asiatique. ■

L'appétit d'ogre du canadien Couche-Tard ne faiblit pas

Marie Bartnik

Le candidat malheureux au rachat de Carrefour a des vues sur son concurrent japonais, propriétaire de l'enseigne 7-Eleven.



Le géant canadien compte aujourd'hui 17 000 points de vente dans le monde, sous enseigne Couche-Tard ou Circle K, qui sont pour l'essentiel des supérettes de proximité. ALAMY/ABACA

Le cœur du canadien Couche-Tard battra-t-il finalement en Asie plutôt qu'en Europe ? Trois ans après sa tentative infructueuse de rachat de Carrefour, le distributeur canadien a fait parvenir au groupe japonais Seven & I Holdings, propriétaire des supérettes 7-Eleven, une offre de rachat. Le japonais a confirmé lundi avoir *« reçu une proposition confidentielle, non contraignante et préliminaire d'Alimentation Couche-Tard en vue d'acquérir toutes les actions en circulation de la société »*. Cette communication a fait grimper de plus de 20 % le cours de Seven & I Holdings, désormais valorisé 34,8 milliards d'euros en Bourse.

Le groupe japonais dispose d'un des parcs de magasins les plus vastes au monde, avec 85 000 supérettes réparties dans vingt pays. Il prévoit de continuer à développer ce maillage pour atteindre 100 000 points de vente d'ici à 2030. Ironie de l'histoire, il a, pour y parvenir, acquis le réseau américain de supérettes dotées de stations-service Speedway en 2021… au nez et à la barbe d'Alimentation Couche-Tard, qui était également sur les rangs.

Selon le quotidien japonais *Nikkei*, le canadien devra mettre au moins 30 milliards d'euros sur la table pour s'offrir en totalité Seven & I Holdings. C'est bien davantage que les 16 milliards d'euros qu'il était prêt à débourser pour Carrefour. *« Une telle acquisition serait la plus importante d'une entreprise japonaise par une entreprise étrangère »*, souligne le journal nippon.

Le géant canadien a soif d'acquisitions. Il compte aujourd'hui 17 000 points de vente dans le monde, sous enseigne Couche-Tard ou Circle K, qui sont pour l'essentiel des « dépanneurs », comme les Canadiens appellent les supérettes de proximité accolées à une station-service. Ces magasins ont généré 16 milliards d'euros de chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2023-2024 (clos fin avril), dont 70 % aux États-Unis - et 62 milliards d'euros en incluant la vente de carburant.

Peu après l'échec du rachat de Carrefour en 2021, le fondateur de Couche-Tard, Alain Bouchard, expliquait au *Figaro* que le groupe allait *« continuer (sa) stratégie d'acquisitions. Mais si l'on trouve des opportunités autour de 100 magasins, il est plus difficile de trouver des ensembles de plusieurs milliers »*, soulignait-il. Le groupe n'en est pas moins parvenu à racheter les 2175 stations-service européennes de TotalEnergies pour 3,4 milliards d'euros en janvier dernier.

Mais plus qu'en Europe, le directeur général d'Alimentation Couche-Tard, Brian Hannasch, entrevoyait dès 2021 *« d'énormes opportunités de croissance en Asie »*. Le canadien a mis un pied sur ce continent il y a trois ans en rachetant une entreprise à Hongkong, et convoite de longue date le japonais Seven & I Holdings.

Déverrouiller le capitalisme local

Ces deux dernières années, Alimentation Couche-Tard est à plusieurs reprises entré en contact avec le groupe japonais afin d'entamer des discussions amicales, rapporte le *Financial Times*.

Le gouvernement japonais pourrait en revanche se montrer plus accommodant que Bruno Le Maire en 2021. Le ministre de l'Économie avait très rapidement opposé une fin de non-recevoir aux visées de Couche-Tard sur Carrefour. *« C'est un non courtois, mais clair et définitif. On ne cède pas l'un des grands distributeurs français »*, avait-il alors déclaré.

Aux antipodes de ce protectionnisme, le ministère de l'Économie japonais, le Meti, a justement pris en 2023 des mesures pour déverrouiller le capitalisme local, et éviter que les dirigeants des entreprises japonaises ignorent les offres de rachat étrangères qu'ils jugent indésirables, au détriment de leurs actionnaires. Les conseils d'administration sont depuis lors fortement incités à examiner ces offres de rachat, si elles sont sincères.

Seven & I holding s'apprête à mettre en application cette nouvelle doctrine. Le groupe japonais a précisé dans un communiqué avoir *« constitué un comité spécial, composé uniquement d'administrateurs externes indépendants et dirigé par le président de la société, afin d'examiner la proposition »* d'Alimentation Couche-Tard. *« Conformément à son obligation d'agir dans le meilleur intérêt de ses actionnaires et des autres parties prenantes de l'entreprise, le comité spécial procédera à un examen rapide, minutieux et complet de la proposition »*, précise le groupe.

Mais l'affaire est encore loin d'être conclue. Le *Nikkei* pointe les différences culturelles profondes entre les deux entreprises, qui pourraient compliquer le rachat du japonais par le canadien. Couche-Tard devra surmonter les préventions du distributeur nippon. Selon le *Financial Times*, Seven & I Holdings s'est en effet offert ces derniers mois les conseils de la banque Morgan Stanley afin de se défendre contre les avances répétées d'Alimentation Couche-Tard, perçues comme une menace.

In fine, *« tout dépendra du prix*, souligne un analyste d'Asymmetric Advisors cité par Bloomberg. *Je suppose que la faiblesse du yen a rendu l'opération plus attrayante pour Couche-Tard. Si le prix dépasse 7 000 milliards de yens (43 milliards d'euros), la direction aura du mal à la rejeter. »* On ne connaît pas aujourd'hui le montant proposé par le canadien. Mais il n'est pas sûr que Couche-Tard, dont les consommateurs ont été fragilisés par l'inflation, puisse se permettre de formuler une offre aussi élevée. ■

L'américain Estée Lauder fragilisé par le marché chinois

Manon Malhère

Le groupe de cosmétique a annoncé le départ à la retraite de son dirigeant en 2025.

Les temps sont difficiles pour Estée Lauder (Clinique, La Mer, Jo Malone, Bobbi Brown), l'un des leaders mondiaux des produits cosmétiques haut de gamme. Le chiffre d'affaires du groupe américain a reculé de 2 %, à 15,61 milliards de dollars, pour l'année 2023-2024 clôturée fin juin, malgré une progression des ventes de 8 % sur les trois derniers mois. Son bénéfice net s'est établi à 0,39 milliard de dollars contre 1,01 milliard l'année précédente. Au global, les ventes de produits de beauté ont baissé de 3 %, les soins pour les cheveux de 4 % et le maquillage de 1 %, alors que celles des parfums ont progressé de 2 %. Sans surprise, le groupe continue d'être fortement pénalisé par la faible demande pour les produits de beauté de luxe sur le marché chinois dont il est dépendant. Il subit également des ventes en berne dans les aéroports et autres lieux de transports en Asie (le « travel retail »). À l'inverse, le groupe peut profiter d'une croissance sur d'autres marchés comme à Hongkong, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique ou encore en Amérique latine.

En réalité, la situation est fragile depuis la crise du coronavirus pour le géant de la cosmétique. En Asie, le groupe a pâti d'une reprise économique moins forte qu'anticipé lorsque la Chine a mis un terme à sa politique « zéro Covid », fin 2022. Aux États-Unis, la crise des grands magasins où les marques d'Estée Lauder sont historiquement très bien implantées n'a pas arrangé les affaires. Résultat : en février dernier, le groupe a perdu sa place de leader mondial sur ce segment prestigieux des produits de soins, de maquillage et des parfums de prestige, détrôné par son rival français L'Oréal, qui détient Lancôme, Yves Saint Laurent, Biotherm ou encore Helena Rubinstein. En 2023, les ventes de L'Oréal Luxe ont augmenté de 4,5 %, pour atteindre 14,92 milliards d'euros.

« Bien que nos perspectives en matière de ventes et de bénéfices pour l'exercice 2025 soient décevantes, nous ferons des progrès importants »

Fabrizio Freda
Président-directeur général d'Estée Lauder

Les prochaines années ne seront pas de tout repos. Pour 2025, les perspectives restent modestes, avec un chiffre d'affaires qui se situerait entre un recul de 1 % et une progression de 2 % par rapport à l'année précédente, soit bien moins que les attentes des analystes. Le géant américain anticipe *« une baisse continue du segment des produits de beauté de prestige en Chine, reflétant principalement la faiblesse persistante de la confiance des consommateurs chinois »*.

« Bien que nos perspectives en matière de ventes et de bénéfices pour l'exercice 2025 soient décevantes, nous ferons des progrès importants », insiste Fabrizio Freda, le président-directeur général du groupe. Estée Lauder compte sur son plan de redressement dévoilé en fin d'année dernière pour restaurer ses marges à horizon 2025 et 2026. Dans ce cadre, le géant de la cosmétique avait annoncé, en février dernier, la suppression de postes de l'ordre de 3 % à 5 % (entre 1 800 et 3 000 postes).

Le PDG insiste également sur la nécessité de poursuivre le rééquilibrage géographique pour réduire la dépendance du groupe au marché chinois ou encore de renforcer l'innovation. *« Ces efforts (…) nous positionneront pour être plus performants sur le segment des produits de beauté de prestige en 2026 et pour accélérer la croissance de la rentabilité »*, espère Fabrizio Freda.

La période est d'autant plus charnière que la direction va changer : le groupe vient d'annoncer l'intention du PDG de partir à la retraite en juin 2025, après seize années d'exercice. *« Le moment est venu de nous tourner vers la prochaine génération de dirigeants de cette grande entreprise »*, a déclaré Fabrizio Freda, qui continuera d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de son successeur. Un mois plus tôt, Estée Lauder avait déjà annoncé la nomination d'Akhil Shrivastava au poste de vice-président exécutif et directeur financier en remplacement de Tracey T. Travis, qui partira à la retraite en juin 2025. ■

LA SÉANCE DU LUNDI 19 AOÛT

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	35,54	+0,2	35,67	35,26	0,238	+2,72
AIR LIQUIDE	165,4	-0,29	166,52	165,4	0,085	-6,09
AIRBUS	138,52	+0,65	138,56	136,04	0,066	-0,9
ARCELORMITTAL SA	20,68	+2,33	20,8	20,4	0,323	-19,45
AXA	33,44	+0,24	33,57	33,23	0,072	+13,39
BNP PARIBAS ACT.A	61,36	+0,39	61,86	61,18	0,122	-1,97
BOUYGUES	31,88	+1,11	32,07	31,56	0,163	-6,57
CAPGEMINI	181,75	+0,69	182,75	180,4	0,109	-3,71
CARREFOUR	14,21	+0,92	14,255	14,05	0,144	-14,22
CREDIT AGRICOLE	13,56	+0,37	13,66	13,515	0,116	+5,51
DANONE	60,72	+0,36	60,74	60,36	0,088	+3,48
DASSAULT SYSTEMES	34,2	+0,03	34,34	34,09	0,041	-22,69
EDENRED	37,98	+1,39	38,24	37,33	0,171	-29,85
ENGIE	15,535	-0,19	15,63	15,47	0,187	-2,41
ESSILORLUXOTTICA	211,6	-0,28	212,2	210,8	0,101	+16,52
EUROFINS SCIENT.	52,2	+0,58	52,64	51,78	0,162	-11,5
HERMES INTL	2153	+1,51	2162	2110	0,048	+12,21
KERING	261	+2,55	263,65	257,6	0,348	-34,59
L'OREAL	385,7	+0,09	387,35	381,65	0,041	-14,41
LEGRAND	96,94	+1,04	96,94	95,72	0,116	+3,02
LVMH	674,5	+2,49	676,3	660,1	0,074	-8,06
MICHELIN	35,13	+1,01	35,22	34,75	0,131	+8,23
ORANGE	10,315	+0,59	10,38	10,275	0,206	+0,11
PERNOD RICARD	123,9	+0,81	124,9	123,2	0,197	-22,44
PUBLICIS GROUPE SA	94,42	+0,23	94,88	94	0,136	+12,4
RENAULT	41,76	+0,89	42,2	41,3	0,264	+13,16
SAFRAN	196,5	-0,25	196,75	194,75	0,064	+23,23
SAINT GOBAIN	76,44	+0,68	76,78	75,68	0,08	+14,67
SANOFI	98,34	-0,23	98,76	97,68	0,058	+9,56
SCHNEIDER ELECTRIC	223,75	+0,83	223,75	220,95	0,088	+23,09
SOCIETE GENERALE	21,06	0	21,275	21,06	0,227	-12,34
STELLANTIS NV	14,724	+2,58	14,8	14,402	0,068	-30,37
STMICROELECTRONICS	27,92	+0,49	28,03	27,63	0,19	-38,29
TELEPERFORMANCE	106,1	+1,53	106,6	104,35	0,221	-19,65
THALES	148,65	-0,77	149,3	147,1	0,062	+10,97
TOTALENERGIES	62,92	+0,95	63,11	62,14	0,085	+2,14
UNIBAIL-RODAMCO-WE	68,72	+1,39	68,9	67,94	0,138	+2,69
VEOLIA ENVIRON.	28,71	+1,09	28,87	28,47	0,15	+0,53
VINCI	106	+0,47	106,4	105,2	0,082	-6,77
VIVENDI SE	9,73	+1,27	9,764	9,61	0,154	+0,56

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6486	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5098	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8524	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,604	HKD
JAPON	YEN	161,22	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9543	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1041	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,37	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,2418	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,83	EGP
CHINE	YUAN	7,8848	CNY
INDE	ROUPIE	92,6085	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	146,59	DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	72 771,6€	+21,05 %
Lingot 100g	7 288,06€	+21,01 %
Lingot 50g	3 650,03€	+20,97 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 275,52€	+20,93 %
Lingot 10g	738,91€	+20,7 %
Lingot 2,5g	192,65€	+19,77 %
20Fr NAPOLÉON	453,05€	+21,06 %
20Fr SUISSE	448,98€	+21,06 %
SOUVERAIN	567,72€	+21,06 %
KRUGGERAND	2 421,59€	+21,06 %
50 PESOS	2 891,44€	+21,06 %
10 DOLLARS	1 182,33€	+21,06 %
20 DOLLARS	2 365,65€	+21,06 %

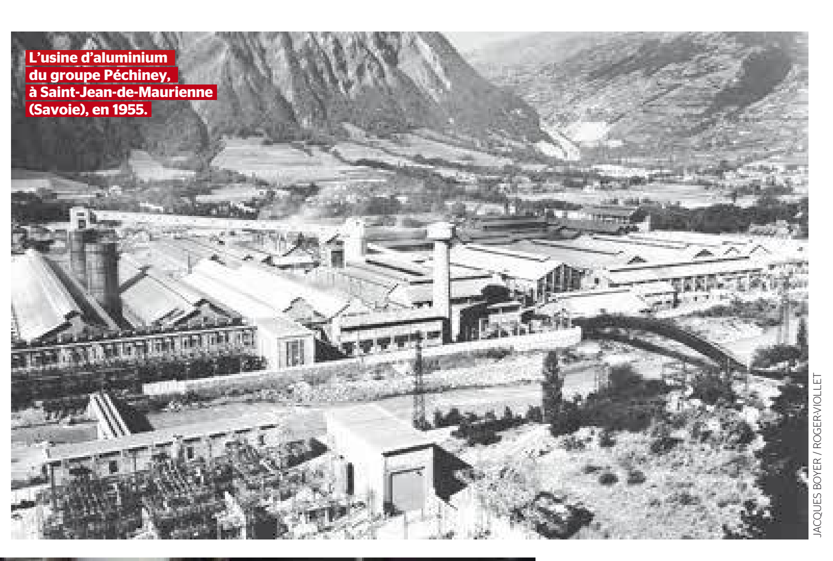
Pechiney, le premier fleuron industriel éparpillé façon puzzle

Bertille Bayart

Le géant de l'aluminium a disparu en 2004. Une parabole de la débandade des groupes historiques français qui ont raté le virage de la mondialisation.

C'est l'histoire d'une entreprise qui a disparu il y a vingt ans, mais dont le nom continue de hanter l'économie française. L'un de ces drames sur lesquels les responsables politiques et économiques se retournent parfois en se demandant comment il a pu se produire. Un destin en forme de grandeur et de décadence si emblématique de ce déclassement industriel qui terrifie le pays. Pechiney avait 150 ans en 2004, quand il a été avalé par le groupe canadien Alcan. Rayé de la carte du capitalisme et son outil industriel éparpillé façon puzzle.

8 janvier 2004
Le canadien Alcan avale Pechiney


L'usine d'aluminium du groupe Péchiney, à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), en 1955.
JACQUES BOYER / ROGER-VIOLLET

Emmanuel Macron en visite à l'usine Aluminium Dunkerque, dans le Nord, pour présenter sa politique de réindustrialisation, le 12 mai 2023.
PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS

Pour mesurer le traumatisme, il faut prendre la dimension de ce qu'a été Pechiney, le groupe porte-drapeau de l'industrie de l'aluminium, *« connu au début du XXe siècle comme le métal français »*, rappelle Philippe Thaure dans son livre consacré à l'histoire du groupe (1). Son minerai de base découvert près du village des Baux-de-Provence est universellement appelé bauxite. Le procédé d'électrolyse a été conçu par un ingénieur français, Paul Héroult. L'aluminium est l'une de ces industries lourdes, comme le ciment artificiel, inventé par Louis Vicat, ou le raffinage des terres rares, mis au point à La Rochelle, où la France fut pionnière. Son industrialisation a contribué à redessiner les paysages de l'Hexagone, dans les vallées pyrénéennes et alpines, construisant de véritables cathédrales industrielles au plus près des barrages hydroélectriques, comme à Saint-Jean-de-Maurienne, en Savoie.

En 1971, Pechiney, héritier de cette grande tradition, était le premier groupe industriel français à l'issue du rapprochement avec le groupe chimique Ugine Kuhlmann. Le voilà fer de lance de la politique industrielle emblématique du mandat de Georges Pompidou, qui aurait mieux fait de s'abstenir. La fusion plombe Pechiney. Le groupe fait partie de ceux pour lesquels la nationalisation de 1982 tombe à pic. Il devient étendard du pouvoir socialiste. Pour le meilleur et pour le pire. Pechiney est restructuré, recentré sur l'aluminium. Jusqu'à ce jour de 1988 où Michel Rocard, premier ministre, promet *« une très bonne nouvelle pour l'économie française »*. Teasing au plus haut niveau pour l'acquisition, officialisée deux jours plus tard, d'American National Can (ANC) par Pechiney ! *« L'acquisition de l'américain était le fait de gloire du fleuron national, la preuve que la gauche avait su faire des nationalisations de conquête »*, écrit le patron de Bpifrance Nicolas Dufourcq, dans son livre consacré à la désindustrialisation (2).

En même temps que son aventure américaine, Pechiney annonce la construction, avec EDF, qui y écoulera le courant de sa centrale nucléaire géante voisine, à Gravelines, d'une usine ultramoderne d'électrolyse à Dunkerque. Aluminium Dunkerque se veut une vitrine d'un nouveau modèle social. C'est Martine Aubry, directrice générale adjointe de Pechiney de 1989 à 1991, puis consultante auprès du PDG Jean Gandois en 1993-1994, qui met en place une nouvelle organisation du travail proche de l'autogestion. Il n'y a plus que trois niveaux hiérarchiques au lieu de sept, plus de petits chefs, mais des conseillers. *« Si vous saviez dans quel état on a retrouvé l'usine après cette expérience ! »*, soupire un ancien. Pechiney n'a pas longtemps persisté dans son expérience de pionnier. Et l'opération américaine ANC, menée au nom de la diversification dans l'emballage pour mieux résister à la volatilité des cours de l'aluminium, a été trop cher payée. Pis, le nom de Pechiney, à cause des délits d'initié commis à l'occasion de cette acquisition, se retrouve associé à l'affairisme des années Mitterrand.

Après la grande époque des nationalisations, Pechiney embarque dans l'aventure des privatisations en 1995. Il est trop endetté, fragilisé par l'afflux d'aluminium russe. Alors, son nouveau PDG, Jean-Pierre Rodier, élague, restructure, revend même l'essentiel d'ANC. Le groupe se pense fin prêt pour embrasser le capitalisme débridé du tournant du millénaire. En 1999, le champion de l'alu s'engage dans un mariage à trois avec le Canadien Alcan et le Suisse Algroup. L'idée est née, comme il se doit, lors d'une rencontre en marge du Forum de Davos. Le projet, cependant, achoppe sur les exigences de la Commission européenne. Et des trois fiancés, le Français se trouve être celui qui tient la chandelle : Alcan et Algroup convolent, à deux.

En juillet 2003, Alcan remet le couvert. Et fait parler l'argent. Pas de palabres, cette fois, le groupe canadien lance une OPA hostile sur le groupe français. Jean-Pierre Rodier n'a été prévenu que deux jours plus tôt. Pechiney est dans les cordes. Il n'a d'autre marge de manœuvre que de faire monter un peu le prix - de 3,4 milliards à 4 milliards d'euros - avant de rendre les armes. En janvier 2004, l'affaire est faite. C'est un achat, pas un mariage. La marque Pechiney disparaît. Alcan est seul maître à bord. C'est le début du démantèlement de l'outil industriel, français en particulier. Trois ans plus tard, Alcan est à son tour une proie, que se disputent Alcoa et Rio Tinto. Le second, géant de la mine, l'emporte, pour plus de 38 milliards de dollars. Il procède à son tour à une restructuration des activités. L'héritage de Pechiney est à nouveau un peu plus dispersé.


GERARD CERLES / AFP

« Je n'ai toujours pas digéré la disparition de Pechiney. Sans que le ministre des Finances de l'époque lève un petit doigt, Pechiney est devenu Alcan. Et Alcan n'existe plus. »

Nicolas Sarkozy
Président de la République, dans *Le Figaro* du 6 mars 2008

Curieusement, ce n'est pas sur le moment que l'absorption de Pechiney suscite le plus d'émotion. Le gouvernement Raffarin, avec l'ancien patron d'Usinor Francis Mer à Bercy, ne veut pas interférer. Il choisit de croire aux promesses d'Alcan, qui *« a très clairement confirmé que tous les atouts technologiques de Péchiney seraient, bien entendu, développés, y compris en France »*, explique Francis Mer sur Europe 1 à l'automne 2003.

Cinq ans plus tard, le même se justifie encore dans un entretien à *La Croix* : *« L'État n'avait pas à intervenir, car nous sommes dans un État de droit et une Union de droit. »* À quelques semaines de distance, Nicolas Sarkozy, président de la République, rétorque dans *Le Figaro* : *« J'ai lu qu'un ancien ministre des Finances disait qu'il se méfiait de l'ingérence de l'État : il a raison, mais je n'ai toujours pas digéré la disparition de Pechiney. Sans que le ministre des Finances de l'époque lève un petit doigt, Pechiney est devenu Alcan. Et Alcan n'existe plus »*.

« Cette histoire est l'un des premiers crève-cœur de la désindustrialisation pour l'opinion publique », écrit Nicolas Dufourcq. Le drame de Pechiney s'est révélé quand il est apparu qu'il n'était que le début d'une série noire : Arcelor a été mangé par Mittal, Alcatel par Nokia, Lafarge par Holcim, et, bien sûr, la branche énergie d'Alstom par General Electric. Chaque cas a ses raisons, mais certaines sont génériques : manque de capitaux, réponse à la mondialisation par la délocalisation et la multiplication des licences de technologie auprès de concurrents émergents, dégradation de la compétitivité française, accélérée à partir de 1998 par les 35 heures. Une réforme qui, ironie de l'histoire, met aux prises un Jean Gandois, devenu patron du CNPF (l'ancêtre du Medef), furieux et « berné », avec Martine Aubry, ministre du Travail.

En 1993, pour réveiller ses troupes, Jean Gandois avait lancé à ses cadres : *« Je suis désolé, on peut mourir bon et debout ! »* (3) On peut mourir par bouts, aussi. Vingt ans après sa disparition, la France est parsemée de fragments de Pechiney. Ils sont dans les têtes des anciens dirigeants de l'entreprise, dont beaucoup ont eu, ensuite, à gérer les mêmes dilemmes entre l'attachement à l'industrie nationale et les contraintes d'un nouveau capitalisme plus financier, et mondialisé. Parmi ces ex-Pechiney devenus célèbres, citons Jean-Martin Folz (futur patron de PSA), Philippe Varin (futur patron de PSA également), Jean-Dominique Senard (futur patron de Michelin, puis de Renault), Gérard Hauser (futur patron de Nexans), Christel Bories (future patronne d'Eramet), Patrick Kron (futur patron d'Alstom), ainsi que François Hommeril, aujourd'hui secrétaire général de la CFE-CGC. Tous ont été marqués par le destin du champion de l'aluminium. *« Les grands groupes sont considérés par les cercles dirigeants à Paris comme des marqueurs de fierté et un instrument de leur légitimation en tant qu'élite »*, relève Nicolas Dufourcq.

Pechiney a fini à la découpe. Qu'en reste-t-il ? La société Constellium, tentative par l'exécutif en 2010 de reconstituer un Pechiney, fût-il croupion, avec le fonds Apollo et Bpifrance. La société, basée à Paris et cotée à New York, détient notamment les sites historiques d'Issoire et de Neuf-Brisach. La cathédrale de Saint-Jean-de-Maurienne, elle, a encore changé de mains en 2013 après avoir frôlé la fermeture : Rio Tinto l'a revendue à l'allemand Trimet, épaulé par EDF et Bpifrance. L'usine reste emblématique : il y avait plusieurs ministres sur place le 27 juin 2023 pour fêter la conclusion d'un nouvel accord de fourniture d'électricité entre EDF et Trimet, sous forte pression des pouvoirs publics. Aluminium Dunkerque a connu encore plus de soubresauts capitalistiques : Rio Tinto l'a vendu en 2018 au groupe GFG Alliance de Sanjeev Gupta, qui s'écroule presque en 2021 sous le poids de ses dettes. Le site français tombe dans l'escarcelle d'un de ses créanciers, le fonds AIP (American Industrial Partners). La première fonderie d'aluminium d'Europe est pour le moment sauvée. L'État l'a soutenue financièrement face à la crise énergétique et pour ses projets de décarbonation. C'est sur ce site d'Alumium Dunkerque qu'Emmanuel Macron est venu en mai 2023 faire l'article de sa politique de réindustrialisation et de relance du nucléaire avec deux EPR en projet à Gravelines. *« Il n'y a aucune fatalité »*, a affirmé le président de la République dans cette usine mythique, ce monstre de 65 hectares où les cendres de Pechiney sont encore aussi chaudes que les 264 cuves d'électrolyse. ■


FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

« Les grands groupes sont considérés par les cercles dirigeants à Paris comme des marqueurs de fierté et un instrument de leur légitimation en tant qu'élite »

Nicolas Dufourcq
Directeur général de Bpifrance, dans « La Désindustrialisation de la France »

(1) *« Pechiney ? ...vendu ! », Philippe Thaure (Mines Paris Tech).*
(2) *« La Désindustrialisation de la France », Nicolas Dufourcq (Odile Jacob).*
(3) *« La Multinationale », Daniel Karlin et Rémi Laine (Albin Michel).*

Retrouvez demain :
Les autoroutes ou les privatisations disqualifiées

Aux États-Unis, hécatombe parmi les start-up

Lucas Mediavilla

Les défaillances ont augmenté de 60 % sur un an. La France semble plus résiliente.

Une hécatombe qui n'en finit plus. Aux États-Unis, les start-up continuent de souffrir dans le sillage de la remontée des taux d'intérêt et de la raréfaction des levées de fonds qu'elle induit. Selon les données compilées par Carta, une firme américaine qui recueille des informations sur l'écosystème qu'elle vend aux investisseurs, le nombre de défaillances de start-up aurait explosé de 60 % au premier trimestre 2024 en un an.

Selon le comptage de Carta, relayé par le *Financial Times*, pas moins de 254 start-up ont baissé le rideau entre janvier et mars, contre 161 lors de la même période en 2023 (et 72 en 2022). Et encore, cet éditeur de logiciel précise que son décompte s'appuie uniquement sur les jeunes pousses qui avaient enregistré un compte chez Carta. Il y a tout lieu de penser que le chiffre réel soit bien plus important. La dynamique est inquiétante. Elle s'explique par la fin de l'ère dorée entamée avec le Covid. Pendant trois ans, la numérisation galopante associée à la baisse des taux d'intérêt a suscité une véritable frénésie des investisseurs et l'explosion des levées de fonds.

Beaucoup de start-up nées de cet environnement macroéconomique ont mangé leur pain blanc. Celles qui se sont constituées en 2020, voire en 2021, et doivent repasser aujourd'hui par la case « levée de fonds » pour financer leur activité, se heurtent à l'atonie des investisseurs. Selon Carta, les États-Unis ont compté près d'un millier de tours de table en moins entre le dernier trimestre 2021 et celui de 2023.



Le siège de Silicon Valley Bank, à Santa Clara, en Californie. BRITTANY HOSEA-SMALL / REUTERS

À ce paysage dégradé au niveau mondial s'ajoute la répercussion de la faillite locale en mars 2023 de Silicon Valley Bank. Lorsqu'elles ne voulaient pas diluer leur capital en l'ouvrant aux fonds d'investissement ou lorsqu'elles souhaitaient bénéficier d'un pont de financement (bridge) entre deux tours de table, bon nombre de start-up se tournaient vers cette banque, grand argentier de l'écosystème. Sa faillite a coïncidé avec une baisse du financement par emprunt. De 41 milliards de dollars en 2022, le volume s'est affaissé de 26 % pour atteindre 30 milliards en 2023, selon le cabinet d'analyses PitchBook.

Autant d'argent qui manque dans les caisses des start-up. Et les perspectives restent déprimées. L'essor de l'IA a certes fait naître l'espoir d'un nouveau super-cycle de financement. Il n'empêche. Au premier trimestre, le nombre de tour de table est tombé à son plus bas niveau depuis 2017, selon PitchBook, et les fonds de capital-risque (VC) ont toutes les peines du monde à retourner de la valeur à leurs propres investisseurs. Mécaniquement, ces VC n'arrivent pas à lever de nouveaux fonds auprès de leurs partenaires.

L'écosystème américain des start-up est réputé en avance de phase sur l'Europe. Le Vieux Continent, particulièrement la France, va-t-il connaître un bain de sang de même ampleur ? La dynamique est moins faste qu'il y a trois ans dans l'Hexagone. Dans le sillage des élections législatives qui ont sanctionné le pouvoir en place, beaucoup d'entrepreneurs se sont inquiétés de voir se déliter la marque French Tech à l'étranger.

À bien y regarder, la situation financière de l'écosystème français apparaît quand même davantage sous contrôle qu'aux États-Unis. Au deuxième trimestre, l'hémorragie des levées de fonds a été stoppée, avec un volume égal à celui de 2023 lors de la même période. Surtout, une étude de la Banque de France publiée au cœur de l'été sur un panel de 2300 sociétés identifiées comme start-up dans le pays, tend à rassurer sur le bilan et la trésorerie de l'écosystème.

Une année de trésorerie

Lors de l'année 2023, les entrepreneurs ont renforcé leurs capitaux propres et la rentabilité de leurs activités. Les pertes accumulées par l'échantillon de la Banque de France représentent en moyenne 16,5 % de leur chiffre d'affaires, contre 21,3 % l'année précédente. L'endettement progresse faiblement par rapport à 2022 et la trésorerie est stable, résume dans son étude l'organisation.

Bien entendu, la French Tech ne saurait supporter un marché du financement déprimé à long terme. En moyenne et vu leur consommation de cash, les start-up tricolores disposent d'un an de trésorerie, selon la Banque de France. Du côté des défaillances d'entreprises, le premier trimestre de l'année 2024 a donné lieu à une trentaine de procédures collectives (20 liquidations, 10 redressements judiciaires). Une baisse par rapport au trimestre précédent (34 procédures), mais largement plus élevée qu'il y a un an (une seule liquidation). La situation est loin d'être réjouissante. ■

LES FOLLES CROYANCES DE LA SILICON VALLEY **2/6**

Préserver le potentiel de l'humanité du futur, le credo des long-termistes

Chloé Woitier

Cette philosophie veut lutter contre les « risques existentiels » qui pourraient empêcher le génie humain de réaliser sa destinée.

« *Devons-nous développer des esprits non humains qui pourraient un jour être plus nombreux, plus intelligents, nous rendre obsolètes et nous remplacer ? Devons-nous risquer de perdre le contrôle de notre civilisation ?* » En mars 2023, cette lettre ouverte du Future of Life Institute, appelant l'ensemble des laboratoires de recherche à suspendre durant six mois « *l'entraînement des modèles d'intelligence artificielle* » de pointe et signée par des personnalités comme Elon Musk, avait fait la une des médias. Six mois plus tard, Sam Altman était brutalement débarqué de la tête d'OpenAI par son conseil d'administration. Un courant de pensée ayant séduit une partie de la Silicon Valley réunit ces deux actualités : le long-termisme.

Le brutal bond en avant de l'IA, illustré par la création de ChatGPT, a mis en lumière ce mouvement conceptualisé par deux philosophes, le suédois Nick Bostrom et l'écossais William MacAskill. Ce dernier écrivait en 2017 : « *Impacter positivement l'avenir à long terme est une priorité morale essentielle.* » Lointain descendant de la philosophie utilitariste du XIXe siècle, le long-termisme a émergé d'un autre courant de pensée populaire dans certains cercles de la tech américaine : l'altruisme efficace. Ce dernier cherche à déterminer, par de froids calculs rationnels, les actions qui auront un impact maximal sur le bien de la société. L'une de ses conclusions est qu'il faut opter pour des carrières très rémunératrices, car ces sommes d'argent pourront être redistribuées par philanthropie. Le fondateur de la plateforme d'échange de cryptomonnaies FTX, Sam Bankman-Fried, qui purge une peine de 25 ans de prison pour fraude, est l'un des adeptes de ce mouvement.

Le long-termisme pousse l'exercice intellectuel un cran plus loin en se focalisant sur le devoir moral vis-à-vis des générations futures, qui naîtront dans des centaines, voire des milliers d'années. « *L'histoire de l'humanité est une histoire de l'innovation, qui a fortement accéléré à partir des Lumières. Si le progrès est exponentiel, où en serons-nous dans, par exemple, cinq siècles ? Pour les long-termistes, notre responsabilité est de tout faire pour que ce potentiel puisse se réaliser* », explique au *Figaro* Olivier Alexandre, sociologue spécialiste de la Silicon Valley.

« Un cadre de réflexion au développement de l'IA »

Mais, pointe-t-il, « *le paradoxe de ce courant de pensée est qu'il veut sauver non pas l'humanité, mais le potentiel humain* ». Nick Bostrom écrivait ainsi en 2013 que « *toute chose étant égale par ailleurs, il me semble que sauver une vie dans un pays riche est plus important que d'en sauver une dans un pays pauvre* », car « *les pays riches sont plus innovants* ». « *Ce que cherchent à préserver les long-termistes, c'est l'excellence. Cette pensée est consubstantielle à l'histoire de la Silicon Valley* », poursuit le chercheur. Un ancien adepte du mouvement, Émile P. Torres, ne cesse d'alerter contre les dérives d'« *une idéologie immensément dangereuse* », notamment parce qu'elle « *dit aux élites qu'elles sont moralement supérieures en se préoccupant de la destruction de notre potentiel* » dans un futur lointain, plutôt que de s'impliquer dans les défis du temps présent. Le philosophe utilitariste Peter Singer pense de même. « *Voir à travers le prisme du long terme les problèmes actuels peut les réduire à presque rien, tout en fournissant une justification pour faire n'importe quoi au nom de l'augmentation de nos chances de survie* », écrivait-il en 2021.



Elon Musk présente un prototype du robot humanoïde Optimus de sa société Tesla, lors du Tesla AI Day, le 30 septembre 2022 à Palo Alto, en Californie. TESLA/AFP

L'intelligence humaine est une toute petite lumière dans l'immensité du cosmos, et elle est menacée par les « *risques existentiels* », comme l'a théorisé le philosophe Nick Bostrom en 2002. Ces cavaliers de l'Apocalypse sont les guerres nucléaires, les armes bactériologiques et des IA qui se retourneraient contre l'humanité, comme l'a conceptualisé Nick Bostrom en 2014 dans son livre *Superintelligence*. « *Ça vaut le coup, de le lire. Nous devons être super prudents avec l'IA. Potentiellement plus dangereuse que les armes nucléaires* », tweetait alors Elon Musk. Mais la conclusion tirée n'est pas de stopper la recherche, bien au contraire.

« *Cet adoubement de Bostrom va apporter un cadre de réflexion au développement de l'IA. Le postulat de base est que l'avènement d'une intelligence artificielle générale* (IAG, c'est-à-dire aux capacités égales ou supérieures au cerveau humain, NDLR) *est une certitude. Il ne faut donc surtout pas laisser cette technologie être créée par de mauvais acteurs. Cette réflexion est au cœur de la fondation d'OpenAI* » en 2015 avec l'appui financier d'Elon Musk, rappelle Olivier Alexandre. Le laboratoire à but non lucratif d'alors avait pour but de créer une IAG sûre au bénéfice de l'humanité. C'est pour avoir mis de côté cette mission au profit du développement commercial du créateur de ChatGPT que Sam Altman a déclenché la fronde de certains administrateurs idéologues, partis depuis.

Étrangement, le changement climatique ne figure pas dans la liste des « *risques existentiels* » mis en avant par les long-termistes. Certains adeptes expliquent qu'il s'agit d'un risque déjà bien identifié par la communauté scientifique. Mais, pour d'autres, la solution est ailleurs. « *Si la Terre n'est plus viable, alors il faut une planète B* », résume Olivier Alexandre. Nick Bostrom estime ainsi que le « *potentiel ultime* » de l'humanité est son expansion dans la galaxie. Il n'est alors guère surprenant qu'Elon Musk ait été séduit par ses théories. De SpaceX à Tesla, l'ensemble de ses entreprises sont depuis toujours tournées vers un but ultime : l'établissement de colonies humaines sur Mars. ■

Retrouvez demain :
Quand la Silicon Valley part en croisade pour repeupler l'humanité